

état de choses. Mahmoud Cheket-pacha, gouverneur général du vilayet de Cossovo, au lieu d'essayer de mettre fin ou d'atténuer le grand désordre qui règne dans sa province, part pour le Monténégro. Le règlement de quelques petits incidents de frontière lui tient plus à cœur que de sévir contre les brigandages et les meurtres. Il y a deux mois, lorsque 2.000 Albanais sont entrés à Ipek, le gouverneur s'est tout simplement enfui.

Les valis sont incapables d'assurer la sécurité à personne. Le consul serbe de Prichtina, les consuls russe et autrichien de Prizrend sont empêchés de partir. Les communications sont constamment interrompues. Des troubles graves se passent aux portes des villes, sans que le vali fasse autre chose que de décliner toute responsabilité pour la sécurité des consuls qui voudraient s'aventurer à Ipek ou ailleurs. Si bien que les percepteurs et les zaptiés albanais continuent leurs ignominies. A trois kilomètres à peine de Prichtina, le percepteur contraignait, ces derniers jours, la population à payer non seulement le premier semestre, mais aussi le second. Qu'un pauvre cultivateur, comme Sima Militchévitch, proteste qu'il y a eu fuite d'un medjidié, aussitôt le percepteur s'empare de la bourse du malheureux, auquel il fait administrer quarante coups de bâton albanais, puis l'expose, durant quatre heures, en plein soleil, attaché à une palissade. Qu'un vieillard de 75 ans, comme le notable Zivanovitch, ose balbutier des protestations contre les procédés employés dans la perception des impôts, il est fustigé jusqu'au sang par les soldats d'Hassan-pacha.

Tous les jours de nombreux Serbes échappent à l'insécurité qui règne, les uns en émigrant en Serbie, les autres en passant à l'islamisme; certains d'entre eux demandent à être convertis au catholicisme. Les Serbes du vilayet de Kossovo disparaissent ainsi à vue d'œil, tandis que les Bulgares, avec leur organisation systématique et redoutable, réussissent même à étendre leur propagande et à se substituer aux Serbes.

Ce sont surtout les Albanais qui constituent le péril imminent dont sont menacés les Serbes du Sud. Les Arnauts échappent, en effet, à tout châtiement, quelque crimes qu'ils aient commis. Pas d'autorité turque pour les arrêter, pas de tribunal qui les punisse. A mesure que le prestige des autorités ottomanes baisse, celui des chefs albanais s'accroît. Depuis le zaptié jusqu'au vali, tout le monde les craint jusqu'à quitter le pays s'ils les mécontentent le moins. Un mutessarif a le malheur de leur déplaire, il est contraint sur un geste de quitter sur-le-champ sa préfecture. Les sous-préfets (les caïmacans) sont encore plus assujettis aux volontés des Albanais, qui entendent que les Serbes soient partout et en toute circonstance vexés et poursuivis. On ne parvient à les fléchir que par des moyens corrupteurs, par un système de concessions qui est de rigueur dans tout le vilayet.

Les Serbes sont de misérables *rayas* qui doivent être prêts à payer et à supporter tout, sans réclamations. Les métayers serbes ne sont nullement protégés par la loi dans leurs rapports avec le propriétaire et l'aga musulman. Sur les récoltes, ils ne manquent jamais de donner le quart à l'aga et un dixième à l'Etat. Mais ce n'est pas tout. Ils doivent supporter tous les frais que nécessite le séjour, dans leur maison, du fonctionnaire ottoman : frais de table et caprices de faune. Ils sont tenus à lui amener la femme ou la jeune fille qu'il désire. Se plaindre aux autorités, c'est la perte immédiate de leurs biens. Ils s'inclinent. Ils supportent la ruine lente et le déshonneur, car les *mouhadjers*, Albanais qui, pour ne pas passer sous l'autorité de la Serbie, ont abandonné les provinces délivrées du joug de la Turquie et émigré en Vieille-Serbie, sont là pour les obliger sur le moindre motif à quitter leurs terres et à émigrer en Serbie.

Comme nous l'avons dit à maintes reprises, c'est la politique des ménagements envers les Albanais qui seule est cause de l'angoisse intolérable dans laquelle vivent des milliers de chrétiens. Et tandis que Ligue albanaise et autres foyers d'agitation albanaise se fondent, les Serbes, qui sont les vrais maîtres et les autochtones de la Vieille-Serbie, s'affaiblissent numériquement à un point tel qu'il est urgent d'appeler l'attention de l'opinion sur cette province trop abandonnée à elle-même.

S.-M. S.

MACÉDOINE

En Vieille-Serbie

Malgré les incessants démentis émanant d'Yildiz-Kiosk, toute la région qui comprend Ipek, Diakovo et Pristina est en insurrection.

Il y a quinze jours seulement, cinquante notables serbes ont été massacrés par les Albanais, auxquels rien ne résiste. A Louria, auprès de Prizrend, règne, d'ailleurs depuis très longtemps, une anarchie complète. Les insurgés albanais y chassent les caïmacans ainsi que toutes les autorités ottomanes. La population serbe est, dès lors, livrée sans défense aucune entre les mains des bandits. Le gouvernement de Constantinople ordonne à ses troupes d'éviter toute rencontre avec les Albanais, auxquels il fait tous les jours des concessions, afin de retarder le plus longtemps possible la révolte générale de l'Albanie et de la Vieille-Serbie.

La Porte cherche surtout à cacher à l'Europe cet

LE PROTESTANTISME ET LA POLITIQUE ORIENTALE DE L'ALLEMAGNE

Le sentiment religieux, que la civilisation diminue, ou dont, tout au moins, elle fait un coefficient moins influent de la vie sociale, garde une importance prépondérante chez les peuples primitifs, et chez les peuples, qui, tout en ne pouvant pas être rangés parmi les peuples primitifs, ne peuvent pas encore aspirer à être classés parmi les peuples civilisés. A cette dernière catégorie appartiennent plus ou moins les nationalités des Balkans, qu'elles soient indépendantes ou quasi-indépendantes, qu'elles soient soumises à la monarchie austro-hongroise ou à la Sublime Porte. Il va sans dire que ces nationalités renferment des élites plus ou moins nombreuses, élevées dans nos pays; mais nous parlons de la masse, et non pas des individus, et personne ne pourra sérieusement nous contredire quand nous affirmons que la civilisation n'a fait qu'effleurer ces nationalités et que chez elles la religion a gardé une importance telle que, fort souvent, elle prime toute autre considération, tout autre phénomène social.

Il était du reste très naturel qu'il en fût ainsi; vis-à-vis de l'invasion turque, de ces hordes fanatiques, poussées à la conquête, au massacre, au meurtre et à la mort pour une croyance aveugle que rien n'arrête, à un moment où l'Europe émietlée, faible et lâche ne pouvait porter secours aux populations de l'Orient en danger, seule une force tout aussi grande, seule une foi aussi profondément enracinée pouvait servir de bouclier; les peuples de l'Orient cherchèrent dans leur religion la force pour résister à l'assaut, et, quand ils furent vaincus, pour se soustraire à la force mystérieuse d'assimilation de l'islamisme. Il y a plus : au moment du danger personne ne vint à leur secours, sauf les religieux qui, se voyant exposés à être dépossédés de leur domaine spirituel et temporel, se levèrent hardiment contre les envahisseurs. Faut-il s'étonner, par conséquent, que la religion en Orient ait une importance telle qu'elle fasse notre surprise à nous autres occidentaux, si mécréants, ou si tièdement croyants?

Voilà pourquoi, jusqu'à ces tout derniers temps (et encore presque uniquement pour les Bulgares ou les Bulgares-Macédoniens), le souvenir des anciennes nationalités, balayées par la conquête turque, disparut de l'âme populaire, et fut remplacé par la seule conscience de la religion à laquelle on appartenait; encore à présent en Albanie, par exemple, il n'y a pas d'Albanais : il y a des Musulmans, des orthodoxes et des catholiques habitant un pays que les étrangers appellent Albanie. Voilà pourquoi les Grecs trompent indignement l'Europe quand ils se plaignent de la propagande bulgare, serbe ou roumaine en Macédoine, en affirmant que cette contrée est tout à fait grecque, et que les Bulgares, les Serbes et les Roumains ne font que dénationaliser leurs frères grecs, leur volent un héritage sacré qui doit revenir à la Grande Grèce de demain. Oui, ces Macédoniens, aux musulmans, et aux juifs près, sont tous grecs, mais non pas Hellènes; c'est-à-dire que leur religion est grecque, mais non pas leur nationalité.

C'est pourquoi la France, quand elle se fit

la protectrice de la chrétienté, à un moment où, peut-être, les forces de résistance des peuples de l'Orient commençaient à fléchir, acquit une si grande importance en Orient; son influence a toujours été spirituelle et religieuse; sur cette influence vinrent se greffer des intérêts économiques; mais à peine l'influence spirituelle commença-t-elle à fléchir (elle fléchit depuis bien des années : la politique de M. Combes n'a fait que donner le dernier coup à une œuvre de démolition qu'il serait trop long d'expliquer ici à présent) que l'influence économique de la France diminua aussi; d'autres religions, d'autres intérêts ont acquis la position prépondérante qu'avaient autrefois la France et le catholicisme.

On a beaucoup parlé, ces derniers temps, des luttes religieuses des Bulgares, des Serbes et des Roumains de Macédoine contre la domination spirituelle de l'Eglise grecque. Nous n'y reviendrons pas. Qu'il nous suffise, toutefois, de rappeler quelle est l'importance de ces luttes qui, à beaucoup d'occasions, ont paru oiseuses et indignes de considération. En Orient, la religion est tout : être soustrait à la domination religieuse de la Grèce, cela veut dire acquérir l'indépendance nationale, pouvoir dépendre de prêtres de sa nationalité, prier dans sa langue nationale, et, ce qui est plus, avoir la protection des consuls de la nationalité à laquelle on appartient, avoir des écoles de cette même nationalité, ou on donne une instruction conforme à l'esprit national : conquérir l'indépendance religieuse est un premier acheminement à la conquête de l'indépendance nationale.

Mais, outre cet aspect du côté religieux de la question d'Orient, elle en présente beaucoup d'autres moins connus, mais non moins importants.

En considération de l'importance de la religion dans les Balkans, les nations qui marchent à la conquête de l'Orient n'ont pas manqué de tirer (ou, tout au moins, d'essayer de tirer) le plus grand parti de ce levier puissant. Les secours de toute espèce, matériels et moraux, que donne la Russie aux peuples orthodoxes des Balkans pour la construction et la réparation d'églises, de couvents et d'écoles religieuses, pour la bienfaisance à base religieuse, viennent des membres de la cour ou de riches sociétés privées, largement subventionnées, en cachette, par le trésor de l'empire. Ce qui est moins connu en Europe que cet appui de la Russie est l'action de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

§

L'Allemagne, tout en feignant le plus grand désintéressement de la question d'Orient, travailla de la manière la plus adroite pour s'emparer, le moment venu, de l'Autriche allemande, italienne, d'une partie au moins de l'Autriche slave, de la Bosnie-Herzégovine, du sandjac de Novibazar, de la Macédoine et de Constantinople, et s'étendre ensuite, pardessus le Bosphore, à travers l'Asie Mineure jusqu'à la mer Persique. Non seulement elle est devenue la plus grande amie du sultan, non seulement elle construit le chemin de fer

de Bagdad, donne de l'argent et des conseils à la Porte, épargne ses commis-voyageurs en marchandises et en « esprit germanique » le long de toute la péninsule, et se fait le fournisseur des gouvernements et des particuliers, non seulement elle pousse en avant l'Autriche, son humble serviteur, qu'elle soutient comme la corde soutient le pendu, mais elle se sert de ce grand moyen d'action sur les masses qu'est la religion.

Je ne veux pas dire que l'Allemagne officielle intervienne d'une manière quelconque : bien loin de là, elle « se désintéresse » de tout ce qui a trait à l'Orient. Mais, dans ce peuple, très savamment patriote, le Gouvernement trouve des auxiliaires de toute première valeur pour préparer « ses hautes destinées ». Les pangermanistes, solidement organisés, prêts à tout pour le triomphe de la *Deutschum*, ont compris que, pour qu'ils fussent cuirassés contre toute atteinte, il fallait qu'ils eussent une caractéristique allemande même au point de vue religieux : « Le Dieu catholique, disent-ils, est un Dieu latin; jamais la religion catholique ne pourra comprendre l'âme allemande; jamais l'Eglise romaine ne pourra aider le peuple allemand dans sa mission; regardez ce qui se passe au sud de l'Allemagne; il y a là une immense majorité de catholiques; or, on ne pourrait aucunement nier que cette partie du pays constitue un boulet de fer bien plus qu'un appoint avantageux pour l'Allemagne toute entière. Il nous faut donc un « Dieu allemand »; et le dieu seul des protestants est un dieu allemand : *los von Rom*, donc ! » Ainsi parlent les pangermanistes, qui rêvent de s'annexer, bon gré, mal gré, à la première occasion, les provinces allemandes de l'Autriche et le reste. Malheureusement, elles sont pour la plupart, catholiques ou orthodoxes. Mais on en a assez de l'ultramontanisme en Allemagne ! Que faire? Convertir ces populations au protestantisme.

Voilà pourquoi les pangermanistes sont anticatholiques et pourquoi la maison impériale et royale d'Autriche est catholique, pourquoi les seuls qui la soutiennent sont les Autrichiens catholiques de nationalité allemande.

Mais, outre ces raisons, qui, tout en compromettant la solution de la question d'Orient ne font que l'effleurer, il y a une autre raison, à notre point de vue, plus importante.

Si l'Allemagne avait uniquement pour but de s'emparer des parties des Balkans que nous avons indiquées, elle pourrait simplement laisser avancer l'Autriche catholique, et à sa mort, lui succéder et s'y consolider petit à petit. Mais l'Allemagne actuelle dédaigne les succès douteux; elle veut y aller à coup sûr : d'abord préparer le terrain, et ensuite avancer lentement. Or, quelle assurance de bonne préparation pourrait lui donner la conquête morale et spirituelle des Balkans, faite par des missionnaires, laïques et religieux, catholiques, puisque seuls des protestants peuvent sentir comme de véritables Allemands?

C'est pourquoi, si d'un côté les Allemands agissent pour faufler les croyances protestantes dans les populations des Balkans au moyen de colonies protestantes, semées un peu partout, et ayant toujours à leur tête un pasteur (à vrai dire, sans trop de succès), d'un autre côté ils travaillent à convertir les avants-coureurs du pangermanisme : les catholiques germaniques de l'Autriche qui se trouvent en contact avec les Slaves (Croates, Sloènes, Serbes) du sud de la monarchie : Carinthie, Carniole, etc. Ils y entretiennent des pasteurs

quand elles sont employées par des républicains et qu'on les condamne quand ce sont nos adversaires qui les emploient.

J'espérais que l'Affaire nous aurait guéri définitivement de la malaria morale, dont nous souffrons et qu'elle aurait nettoyé la conscience républicaine du virus clérical dont elle était imprégnée. Il n'en est rien. Nous sommes plus cléricals que jamais. Aussi me garderais-je bien, dans ce moment-ci, d'essayer quoi que ce soit en faveur de la Ligue et si je reste encore avec vous, c'est pour ne pas abandonner des amis qui, je l'espère, se ressaisiront.

Et à son tour, M. C. Bouglé, professeur à l'Université de Toulouse :

La Ligue ne va-t-elle pas dire son mot dans ces fâcheuses histoires de « dossiers secrets » ? Et si elle ne dit rien, autant dire qu'elle abdique sa fonction moralisatrice.

Au point de vue des principes que la Ligue se flatterait de rappeler en toutes circonstances, en vers et en prose, le devoir est clair : il faut, il fallait un blâme et des plus énergiques.

Mais s'il devait « sortir » énergique et net, ne serait-il pas sorti déjà ? Puisqu'on lamine, c'est donc qu'il y a discussion, hésitation, tendance à ménager la chèvre et le chou ? Je me rappelle alors, non sans crainte, que le Comité central est parisien, c'est-à-dire penché sur l'action du moment : qu'il reçoit directement tous les coups des émotions parlementaires ; que les alarmes de la franc-maçonnerie, que même tels ennuis de famille peuvent avoir devant lui leur répercussion directe...

A la suite des précédents, M. Joseph Reinach et le professeur Emile Bourgeois donnaient leur démission en élevant la même protestation.

M. Francis de Pressensé a répondu par une longue lettre insérée dans le dernier *Bulletin de la Ligue* dans laquelle il déclare en substance désapprouver en principe le système des notes secrètes, mais ne pouvoir le faire en l'espèce parce que le désaveu profiterait à des adversaires qui ont usé et usent encore des mêmes moyens.

Etrange conception d'une ligue pour la défense des citoyens contre l'arbitraire des gouvernements que de faire varier les principes selon les individus en cause et de faire appel tantôt aux Droits de l'Homme vis-à-vis de ses amis politiques, tantôt à la raison d'état vis-à-vis de ses adversaires !

Comme, en même temps, dans un article de l'*Humanité*, le président de la Ligue précisait son appréciation sur l'attitude des protestataires, M. Paul Guyiessé, député, lui adressa sa démission dans une lettre où il s'exprimait ainsi :

J'avais exprimé mon ennui de voir le Comité central engagé par vous dans des considérations politiques étrangères à l'esprit de la Ligue.

Aujourd'hui, par votre article de l'*Humanité*, vous accentuez encore cette tendance ; vous vous exprimez en tant que président de la Ligue, et « fort de votre conscience », vous considérez comme complices ou dupes des nationalistes les républicains qui ont voté selon leur conscience, sans se préoccuper de la raison d'Etat, en horreur jadis à la Ligue des Droits de l'Homme.

Comme je ne peux accepter d'être classé ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux catégories, je me vois forcé, à mon grand regret, de me séparer de collègues pour lesquels je conserve toujours une vive et profonde sympathie, et de vous adresser ma démission de membre du Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme.

C'est donc la « désolidarisation » et la désorganisation qui commencent. On annonce d'autres démissions à sensation. Et la Ligue pourra constater, à son détriment, le danger qu'il y a à vouloir faire d'une association de simples citoyens groupés pour la défense des droits de l'individu contre la Raison d'état, une organisation politique, qui sacrifie trop facilement son indépendance aux raisons d'une politique déterminée ou même aux besoins d'un ministère.

C. C.



On nous écrit de Milan :

La censure de notre ville a défendu à la compagnie dramatique Mario Fumagalli de représenter le *Roi de Bjørnstjerne Bjørnson*.

Ce qui rend plus incompréhensible cette prohibition, c'est que le drame de M. Bjørnson a été imprimé il y a plusieurs années dans la traduction de Ferdinando Fontana et qu'il a déjà été représenté sans incident dans d'autres pays monarchistes.



Le téléphone sans fil.

Dans le couvent des « Passionistes », à Rome, à Saint-Jean et Paul, on fait des expériences du téléphone sans fil dont l'inventeur est un jeune moine, Emile de Carbognano.

Il a construit lui-même une partie des instruments. On assure qu'il aurait obtenu des résultats satisfaisants.



Les revues littéraires et la presse en France.

La revue bien connue, le *Mercurio de France*, de mensuelle qu'elle était devient bimensuelle à partir du 1^{er} janvier. A ce propos, son directeur, M. Alfred Vallette, se livre, dans le numéro qui va paraître et dont nous avons les épreuves sous les yeux, à des considérations extrêmement justes sur l'évolution de la presse.

La presse quotidienne — je ne dis rien de la presse exclusivement politique et de combat — touche presque au terme d'une évolution qui s'est précisée lors des grands krachs financiers. Antérieurement aux cataclysmes économiques de l'Union Générale, du Crédit de France, de Panama, etc., les fondateurs d'un quotidien pouvaient n'être pas nécessairement des hommes d'affaires, parce qu'il y avait des affaires et qu'elles venaient naturellement à l'organe qui avait trouvé un public. Depuis lors, ceux qui créent des journaux durent être uniquement des gens d'affaires, parce que les affaires n'existaient plus en proportion des énormes besoins de la presse et qu'il fallut continuellement en inventer.

C'était la vie ou la mort. Ce fut la vie, la vie surabondante sans doute puisque le prix de vente des journaux est inférieur à leur prix de revient : la perte sur la vente du papier importe peu si le fort tirage amène la publicité et en justifie les prix exorbitants. Pour obtenir ce résultat, la presse a « commercialisé » tout ce qui pouvait l'être, et bientôt, en dehors de l'information télégraphique et du grand reportage, ce sera, sous toutes ses formes, de la plus apparente à la plus ingénieuse, la publicité, car toute actualité est guettée par la réclame vigilante.

Les articles où l'on trouvait autrefois des opinions libres, ou à peu près, sur les faits contemporains ne disparaîtront point : ils seront essentiellement viciés par la réclame. Il y a longtemps que les gens clairvoyants discernent l'évolution commerciale des journaux ; mais voilà que le grand public, la masse des lecteurs s'en aperçoit aussi et commence à savoir que penser de telles signatures et de telles rubriques.

La presse aura donc perdu demain ce qu'elle offrait jadis dans ses articles, chroniques, variétés, feuilletons hebdomadaires, l'opinion désintéressée d'écrivains qui savent ce qu'ils disent et qui, autant que possible, ont eu le temps de l'écrire.

Il est vrai qu'elle a tenté, pour rétablir l'équilibre, de s'incorporer la littérature ; cet essai, qui donna quelque argent aux écrivains et leur fit un tort considérable, fut malheureux, et il est en passe de mal finir.

On n'arrête pas une évolution, remarque M. Alfred Vallette, et la presse quotidienne n'y peut rien. Mais les revues se sont tenues à l'écart de ce mouvement, et c'est chez elles que le public retrouverait, en mieux, ce qu'il a perdu ailleurs, s'il ne se heurtait à deux difficultés : la conception même de la publication incomplète à laquelle on applique le nom de revue, et le prix trop élevé de l'abonnement.

Si le journal, obligé de parer rapidement au man-

que d'affaires consécutif aux grandes banqueroutes, est allé trop loin, entraîné par la vitesse acquise, la revue est vraiment restée trop en arrière : la revue n'est pas une revue, c'est un recueil. Et comme presque toutes les matières qu'on y voit composent des volumes qui sont le lendemain en librairie, ce genre de publication est inutile.

Les revues n'existeraient plus que tous ce qu'elles produisent se produirait également.

Il serait même imprudent d'arguer que le public gagne d'y lire plus tôt ce qu'il ne lirait que plus tard, car les écrivains attendent d'ordinaire plusieurs mois l'insertion de leurs œuvres dans les revues, et l'hypothèse est plausible que ces œuvres auraient paru plus tôt en librairie que dans des périodiques bimensuels au nombre de pages limité.

La revue générale offre donc le double inconvénient de ne répondre à rien et de coûter trop cher.

Or, continue M. Alfred Vallette, le *Mercurio de France*, qui, dès le début, avait sa raison d'être en ce qu'il groupait des forces à peu près négligées, a toujours, en outre, attentivement suivi les manifestations de l'art et de la pensée, aussi bien à l'étranger qu'en France, et alors qu'il se qualifiait encore lui-même de « recueil » il était déjà plus « revue » que la plupart des revues.

Il le fut tout à fait, et revue unique, quand, en 1897, il organisa méthodiquement sa « Revue du Mois », compétente, variée, nombreuse, universelle. C'était l'alliance de la formule recueil avec la formule journal — ancien journal — et de cette union, à laquelle il semble que nul n'ait songé avant lui, naissait la véritable revue.

Il est clair qu'une publication ainsi établie, redigée par des esprits libres et d'ailleurs sans aucun souci de vulgarisation fait mieux que combler les vides d'une presse d'où l'omnipotente réclame et l'actualité ont chassé tout le reste.

Par sa périodicité bi-mensuelle et par l'abaissement de son prix de vente, le *Mercurio de France* sera maintenant encore plus en mesure de réaliser son programme : rendre à la littérature indépendante et désintéressée, tout le terrain qu'elle a perdu dans la presse.



Notre collaborateur, M. Arnold van Gennep, vient de publier chez l'éditeur Leroux, dans la Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes (Sorbonne) un livre sur le *Tabou et le Totémisme à Madagascar*. Les faits y sont classés non pas d'après leurs analogies superficielles (méthode folklorique) mais d'après leur lien interne (méthode sociologique) en sorte que l'étude des interdictions religieuses (tabous) conduit l'auteur à décrire le mécanisme des sociétés malgaches. L'étude des interdictions alimentaires conduit ensuite M. Van Gennep à rechercher les traces possibles à Madagascar de ce curieux système religieux qu'est le totémisme.

Céline, outre son intérêt scientifique, offre également une portée pratique, l'auteur pensant avec raison que l'étude approfondie des sociétés civilisées est de première nécessité pour qui-conque veut faire œuvre de colonisation durable. Il serait à désirer que ce point de vue fût aussi celui de nos fonctionnaires et de nos colons, afin que soient évités des soulèvements comme celui qui ensanglante en ce moment le sud de Madagascar et dont l'issue sera, de toutes manières, nuisible à la cause de la civilisation.

Nos abonnés recevront, sur leur demande, tous les numéros du COURRIER EUROPÉEN parus jusqu'à ce jour.

Mardi 20 Juin 1905

RÉDACTION

17, rue des Sables, 17, Bruxelles
BUREAUX PARISIENS :
rue Notre-Dame-de-Lorette, 16, à Paris

ABONNEMENTS ET ANNONCES :

A BRUXELLES : 17, rue des Sables.
A PARIS : 16, rue Notre-Dame-de-Lorette.
A LONDRES : chez MM. John-F. Jones & Co. n° 7
Snow Hill, E. C. ; à l'Agence Havas, n° 20 High
Holborn W. C. ; et chez MM. Neyroud et fils, 14-18,
Queen Victoria Street.
En ALLEMAGNE, en AUTRICHE-HONGRIE et en
SUISSE : exclusivement aux Agences de la Maison
Rudolf Mosse.

ADRESSES TÉLÉGRAPHIQUES :

Lindébel, BRUXELLES. | Lindébel, PARIS.

visés par le programme des réformes. Elle aura beau ruser, présenter des contre-propositions, recourir à ses moyens dilatoires ordinaires, on la ramènera violemment à la question, tandis qu'avec la Russie et sa partenaire orientale l'on se serait ménagé immédiatement une tolérance relative basée, il est vrai, sur des calculs d'ogre, mais non moins appréciable pour nos dirigeants. Voilà le premier effet, pour la Turquie, de la guerre d'Extrême-Orient. Le second, lointain heureusement, a trait à la position des Japonais et des Russes sur le Pacifique. Si, comme tout l'indique, ceux-ci sont chassés des rivages de cet océan ou tellement contenus à Vladivostok, devenu un port commercial (et, d'ailleurs, pris par les glaces de décembre à avril) que tout développement de la Russie dans cette région devienne impossible, nul doute qu'ils ne reportent leur activité principale dans le bassin de la mer Noire et en Afghanistan, car cet empire doit absolument déboucher sur une mer libre. La première perspective n'est guère réjouissante pour l'Etat ottoman. Sa seule consolation est qu'il s'écoulera bien des années avant que les vaincus de Moukden et de Tsushima puissent redevenir entreprenants.

La récente tournée du prince de Monténégro, et son activité diplomatique à Rome, à Berlin et à Vienne, inspirent quelques inquiétudes à la Porte. On craint que le prince n'ait remis sur le tapis son désir de rectification territoriale sur sa frontière au nord-est du lac de Scutari, pays de plaine, où, à propos de pâturages et autres besoins, s'échangent continuellement des coups de fusil entre Monténégrins et Albanais. La Turquie a jadis repoussé cette demande monténégrine. Mais il faut se rappeler que le Monténégro a toujours considéré comme insuffisantes les compensations qu'on lui a données pour les districts de Goussinié et de Plava que le traité de Berlin lui avait adjugés, et qui n'en sont pas moins restés à la Turquie à la suite de la résistance des Albanais. Cette fois-ci, Nicolas Niégosch, qui est fin et opportuniste, se serait adressé à son beau-fils, Victor-Emmanuel III, et c'est grâce à ce dernier, membre de la Triple-Alliance, qu'il aurait pu entreprendre le voyage de Berlin et de Vienne. Il y a là, pour la Turquie, matière à perplexité, car plusieurs beys albanais possèdent, dit-on, des terres dans la région convoitée par le Monténégro et si, en fin de compte, l'on est obligé de se prêter à une cession, le ressentiment des skiptars pourrait se traduire par des mouvements compliquant encore la tâche, déjà difficile, du gouvernement ottoman en Albanie. C'est pourquoi l'on souhaite que tous les bruits qui courent au sujet de ces nouvelles exigences monténégrines soient faux.

Je viens de parler de l'Italie. Il paraît que ce pays prend maintenant au sérieux l'obligation où il se trouve de préparer son installations à Tripoli. On assure, en effet, ici, qu'une banque, au capital de vingt millions de francs, dépendant de la Banque d'Italie, va être fondée dans cette ville, avec succursales à Benghazi, Gadamès (sur la frontière française) et autres lieux. Cet établissement avancera de l'argent à 4 p. c. sur la propriété bâtie (biens urbains) comme sur la propriété agricole. Ce sera donc une banque hypothécaire. En quelques années, les capitaux italiens se seront assurés ainsi de grandes étendues de terrains qui renforceront les prétentions de l'Italie et faciliteront l'occupation de cette province lorsque le cabinet de Rome la jugera opportune. Pas n'est besoin de dire que la Porte n'envisage pas cela d'un bon œil. Elle relève aussi avec déplaisir la grande quantité d'armes qui, de Massaouah et autres ports italiens, sont vendues maintenant aux Arabes du Yémen, l'Italie faisant ici le jeu de l'Angleterre. Contre ces agissements, les représentations diplomatiques sont impuissantes, et il faut prendre les choses comme elles sont. Pour le moment, l'on fortifie certains points au Hedjaz, que menace le sou-

Lettre de Turquie

(De notre correspondant.)

Lettre de Turquie

(De notre correspondant.)

CONSTANTINOPLE, 10 juin.

En attendant que se décide l'affaire du contrôle financier en Macédoine, contrôlé que le gouvernement finira bien par admettre, l'horizon politique, autour de la Turquie, s'assombrit de plus en plus. En se réjouissant des victoires japonaises sur la Russie, l'on croyait, dans les sphères politiques de Stamboul, comme au sein du peuple turc, que l'affaiblissement de cette puissance permettrait à l'Etat osmanli de respirer durant plusieurs années. Les souvenirs historiques aidant, l'on voyait dans la défaite du « Moskow » abhorré, une garantie de tranquillité relative, un relâchement dans la pression tendante à déposséder la Turquie de ses territoires européens au moyen de campagnes diplomatiques suivies et de la poussée des peuples balkaniques chrétiens. Or, voici que les événements se chargent de démentir ces prévisions. Avant que la Russie fût engagée en Mandchourie, plusieurs mois après l'adoption du programme de Mursteeg, la diplomatie russe, pas plus que la diplomatie austro-hongroise, ne montrait aucune hâte à voir exécuter ce programme. Il y avait sûrement, à cet égard, une entente entre les deux cabinets, et quelque menaçante qu'elle fût pour la Turquie, placée entre l'ours moscovite et le loup autrichien, nos politiciens au jour le jour s'en accommodaient parfaitement, préférant, comme toujours, leur quiétude à l'obligation de faire en vain des efforts désespérés. Mais, aujourd'hui, tout change; la Russie, malmenée ailleurs, fait des sacrifices balkaniques considérables. Ne pouvant plus jouer son rôle, elle s'efface devant les puissances occidentales (l'Angleterre en tête) et l'Autriche-Hongrie, restée seule, croit devoir accepter la coopération de ces puissances avec l'arrière-pensée, sans doute, d'en tirer le meilleur parti possible. Telle est la physionomie actuelle en Orient. Elle est triste pour la Turquie, qui n'a plus aucun espoir d'esquiver les conclusions de la dernière note collective lui enlevant l'administration financière des trois vilayets

de Plava que le traité de Berlin lui avait adjugés, et qui n'en sont pas moins restés à la Turquie à la suite de la résistance des Albanais. Cette fois-ci, Nicolas Niégosch, qui est fin et opportuniste, se serait adressé à son beau-fils, Victor-Emmanuel III, et c'est grâce à ce dernier, membre de la Triple-Alliance, qu'il aurait pu entreprendre le voyage de Berlin et de Vienne. Il y a là, pour la Turquie, matière à perplexité, car plusieurs beys albanais possèdent, dit-on, des terres dans la région convoitée par le Monténégro et si, en fin de compte, l'on est obligé de se prêter à une cession, le ressentiment des skiptars pourrait se traduire par des mouvements compliquant encore la tâche, déjà difficile, du gouvernement ottoman en Albanie. C'est pourquoi l'on souhaite que tous les bruits qui courent au sujet de ces nouvelles exigences monténégrines soient faux.

Je viens de parler de l'Italie. Il paraît que ce pays prend maintenant au sérieux l'obligation où il se trouve de préparer son installations à Tripoli. On assure, en effet, ici, qu'une banque, au capital de vingt millions de francs, dépendant de la Banque d'Italie, va être fondée dans cette ville, avec succursales à Benghazi, Gadames (sur la frontière française) et autres lieux. Cet établissement avancera de l'argent à 4 p. c. sur la propriété bâtie (biens urbains) comme sur la propriété agricole. Ce sera donc une banque hypothécaire. En quelques années, les capitaux italiens se seront assurés ainsi de grandes étendues de terrains qui renforceront les prétentions de l'Italie et faciliteront l'occupation de cette province lorsque le cabinet de Rome la jugera opportune. Pas n'est besoin de dire que la Porte n'envisage pas cela d'un bon oeil. Elle relève aussi avec déplaisir la grande quantité d'armes qui, de Massaouah et autres ports italiens, sont vendues maintenant aux Arabes du Yémen, l'Italie faisant ici le jeu de l'Angleterre. Contre ces agissements, les représentations diplomatiques sont impuissantes, et il faut prendre les choses comme elles sont. Pour le moment, l'on fortifie certains points au Hedjaz, que menace le soulèvement arabe. La campagne du Yémen se présente toujours comme très difficile, très pénible, presque sans espoir. Le gouvernement cache soigneusement tout ce qui se passe là-bas, donnant par là un grand essor aux mauvaises nouvelles, très souvent en désaccord, heureusement, avec les faits réels dans cette région. Mais la vérité nue n'en est pas moins troublante. Comment en sortira-t-on? Que fera Ahmed Fevzi pacha si l'on n'arrive pas à un arrangement avec les Arabes? Ceux-ci ne sont-ils pas trop forts, actuellement, pour être brisés par une action militaire comme celle que l'on prépare? Comme si tout cela n'était pas suffisant, voici que l'on annonce maintenant que le chemin de fer du Hedjaz (Damas-La Mecque) ne pourra pas être poursuivi au delà du six-centième kilomètre, à cause du manque d'eau et de l'hostilité des Arabes. On ne peut pas faire des puits artésiens dans l'Arabie Pétrée, à cause de la couche granitique qui s'étend à de très grandes profondeurs. Or, la ligne est arrivée à l'entrée de cette région, à près de deux cents kilomètres de Mâân (364 kilomètres de Damas). Faudra-t-il donc renoncer à cette entreprise lorsqu'on est encore si loin de La Mecque? Quelles études a-t-on faites pour se trouver ainsi en défaut sur une partie du tracé et quel profit retirera la Turquie des cent millions de piastres jetées dans le désert? On a voulu effrayer l'Angleterre en lui montrant que l'on peut atteindre le Hedjaz et l'Arabie entière par une autre voie que par le canal de Suez, et, soudain, le projet apparaissait comme irréalisable, avec son cortège de regrets et de déceptions. Je n'ai jamais été convaincu, quant à moi, de la possibilité de cette construction, si goûtée par la diplomatie russe, qui y voyait deux avantages: 1° en cas d'insuccès, l'appauvrissement de la Turquie; 2°, en cas de réussite, un moyen indirect contre l'Angleterre que les Turcs, munis d'un chemin de fer, pouvaient gêner en Arabie. Trop d'obstacles se dressaient entre Damas et La Mecque, mais les bruits qui courent maintenant n'en sont pas moins fâcheux. Il serait à souhaiter que cette œuvre, qui intéresse

TDV İSAM

Kütüphanesi Arşivi

No HHP-1402-3

On n'a pas la ressource — au moins quant à présent — d'opposer aux Chinois du Sud ceux du Nord qui ne savent pas encore émigrer. C'est d'une autre façon qu'il faudra diviser pour régner.

A côté de l'immigration chinoise — expédient nécessaire mais momentané et qui ne doit laisser d'autre trace qu'une tâche accomplie — il faut développer constamment, plus que jamais, par tous les moyens possibles, l'approvisionnement des mines du Rand en main-d'œuvre indigène noire.

Opposant constamment ainsi à la main-d'œuvre chinoise la main-d'œuvre noire, on demeurera suffisamment maître de la main-d'œuvre chinoise. D'ailleurs, pour ne pas offenser celle-ci — tout en la tenant en respect — telle mine, et même telle série de mines occupant des Chinois ne devra pas occuper de noirs et inversement. Même vivant côte à côte, ces deux races ne doivent pas se toucher. Le contact serait désastreux. Et ce n'est pas une des moindres difficultés du problème.

Ainsi, la main-d'œuvre chinoise qui, au Transvaal, ne sera pas, à aucun degré, une main-d'œuvre bon marché, pour être introduite en nombre, demandera du temps — beaucoup de temps — car la moindre maladresse perdrait toute la suite du mouvement (le Chinois étant aussi entêté qu'il est énergique, c'est-à-dire entreprenant et volontaire) et il ne faut agir qu'à coup sûr, après des expériences d'abord timides, sur une matière d'abord restreinte, qu'on agrandira peu à peu, au fur et à mesure que la certitude viendra. Enfin, cette main-d'œuvre chinoise du Transvaal, pour être maintenue et développée, demandera encore toute une série de ménagements continus, un effort d'observation toujours tendu, une grande souplesse de méthodes, adaptée aux résultats de l'observation, en un mot une longue uniformité de tact et l'unanimité vouloir, sans défaillances, sans jalousies, de toute la communauté minière du Transvaal, toujours constant, pendant une longue suite d'années.

(Traduit, commenté et adapté par)
Marcel LABORDÈRE.

LETTRE DE TURQUIE

Avant son départ de Constantinople, notre envoyé spécial en Macédoine, M. E. Napoleone, nous a adressé la lettre suivante :

Constantinople, 1^{er} novembre.

Dans les milieux turcs, la publication de la note austro-russe a causé de la stupeur et de l'indignation. On ne comprend pas que les deux puissances n'aient pas tenu compte à la Porte de la spontanéité avec laquelle elle avait accepté le premier projet de réformes, dont l'application, commencée immédiatement, eût pu devenir intégrale sans l'action déterminée des insurgés pour empêcher qu'il en fût ainsi.

On n'attribue d'ailleurs à l'Autriche qu'un rôle passif dans l'élaboration de l'acte diplomatique qui fait l'objet des négociations en cours et qui revêt les apparences d'une prime posthume à l'insurrection. Il y a en Turquie des hommes d'une éducation raffinée qui voient dans l'attitude de certaines puissances une vieille querelle de race et de religion, et qui ne seraient pas éloignés de taxer de barbarie les nations occidentales.

Quel Etat européen se chargerait de gouverner sans heurt et sans pression les nationalités disparates réunies sous l'égide du Croissant, et dont les plus orthodoxes ne sont pas les moins farouches? Le musulman n'est nullement intolérant; mais s'il résiste aux velléités d'indépendance des Macédoniens-Bulgares, on peut se représenter facilement ce que ferait, ou ce que fait la Russie en présence d'une révolution, ou seulement d'une agitation arménienne, polonaise, finlandaise, etc.

Je comptais voir avant mon départ M. Constans et lui demander le résultat de l'entrevue qu'il a eue avec le Sultan, vendredi dernier, au « Selamlık ». Malheureusement notre ambassadeur est toujours en villégiature à Therapia et je n'ai pu m'y rendre, étant encore souffrant des suites de mon voyage en Macédoine. Néanmoins, j'ai pu m'entretenir longuement avec différents personnages turcs. L'impression générale est très mauvaise; on dit que le Sultan ne peut accepter l'injonction des deux puissances et que, plutôt que de subir le contrôle des deux auxiliaires autrichien et russe, Hilmi pacha est résolu à démissionner.

Ce prétendu contrôle, qui n'a d'autre but que d'affaiblir l'autorité du gouvernement turc, semble destiné à préparer une sorte de mainmise des deux puissances. A ce point de vue, il est désirable que les autres puissances interviennent, de manière à enlever à cette espèce de partage temporaire sa signification brutale et à garantir collectivement le respect de la souveraineté ottomane. De la sorte, et en attribuant aux représentants des puissances la qualité de fonctionnaires ottomans, la Porte, qui a donné de grandes preuves de son esprit de conciliation, acceptera peut-être un contrat temporaire que le concert européen, y compris l'Allemagne, lui garantirait sans surenchère.

On s'étonne de la place prise en Turquie par l'Allemagne. C'est l'œuvre de la Russie.

Théa
pié
tion
Jea
elle c
tragé
logie
somb
cisme
émou
Rhin,
pas de
scepti
La
cience
la ma
jours t
mère,
un inn
de la b
moralé
L'au
matern
sympa
contre
vrai qu
hardt, c
séduite
ses pre
vibrant
sobres e
geste, u

Parni
brent le
attirant
L'un re
la jeune
Mère d
ped de
Tout
ces de
connu
beaux e
espéran
d'afflic
un fils
accuser
homme
M. Vec
après a
d'abr
son in
prouvé
n'aura
indig
de M
à le r
Et
heure
cœur.
homn
c'est e
fils se
de lui
nom
qui h
tions,
mépri
Ma
s'apai
vant
doute
Et al
l'un c
tion e
crifa
pardo
qui v
noux.
Ces
une i
reux
nous
cala d
dant,
littér
éloge
A e
empo
cette
fortes
sobrié

x mines
-se paie
-se paie
rareté
s ayant
ns ce ré-
n niveau
voir ou-
omni-
chinoise,
ous côtés
ne nous
s confé-
seront-
ang), en
és 10 d.,
llaat au
eurs à la
s petits
r-mêmes
la mine
rriture,
laire. A
les tra-
appren-
nois est
vers les
me, les
t l'ée
ports de
puis ce
s Etats
ore, s'il
n con-
e avec
toat à
er, de
ne, —
jours,
smaal,
forme
e qu'il
ces, ité
noise,
ouché
avenir
ouché
e pro-
chir X.
e prix
ise et
ravail
s sera
ren-
endia
guer
tural-
surer
meil-
ment
il à la
ière-
able,
mer-
esprit
nain-
c'est
n, ils
s, les
cons-
tions
leurs
asso-
mer-
tous
st un
rela-
s, ses
socia-
rans-
main-
pour-
s.

On n'attribue d'ailleurs à l'Autriche qu'un rôle passif dans l'élaboration de l'acte diplomatique qui fait l'objet des négociations en cours et qui revêt les apparences d'une prime posthume à l'insurrection. Il y a en Turquie des hommes d'une éducation raffinée qui voient dans l'attitude de certaines puissances une vieille querelle de race et de religion, et qui ne seraient pas éloignés de taxer de barbarie les nations occidentales.

Quel Etat européen se chargerait de gouverner sans heurt et sans pression les nationalités disparates réunies sous l'égide du Croissant, et dont les plus orthodoxes ne sont pas les moins farouches? Le musulman n'est nullement intolérant; mais s'il résiste aux velléités d'indépendance des Macédoniens-Bulgares, on peut se représenter facilement ce que ferait, ou ce que fait la Russie en présence d'une révolution, ou seulement d'une agitation arménienne, polonaise, finlandaise, etc.

Je comptais voir avant mon départ M. Constans et lui demander le résultat de l'entrevue qu'il a eue avec le Sultan, vendredi dernier, au « Selamlik ». Malheureusement notre ambassadeur est toujours en villégiature à Therapia et je n'ai pu m'y rendre, étant encore souffrant des suites de mon voyage en Macédoine. Néanmoins, j'ai pu m'entretenir longuement avec différents personnages turcs. L'impression générale est très mauvaise; on dit que le Sultan ne peut accepter l'injonction des deux puissances et que, plutôt que de subir le contrôle des deux auxiliaires autrichien et russe, Hilmi pacha est résolu à démissionner.

Ce prétendu contrôle, qui n'a d'autre but que d'affaiblir l'autorité du gouvernement turc, semble destiné à préparer une sorte de mainmise des deux puissances. A ce point de vue, il est désirable que les autres puissances interviennent, de manière à enlever à cette espèce de partage temporaire sa signification brutale et à garantir collectivement le respect de la souveraineté ottomane. De la sorte, et en attribuant aux représentants des puissances la qualité de fonctionnaires ottomans, la Porte, qui a donné de grandes preuves de son esprit de conciliation, acceptera peut-être un contrat temporaire que le concert européen, y compris l'Allemagne, lui garantirait sans surenchère.

On s'étonne de la place prise en Turquie par l'Allemagne. C'est l'œuvre de la Russie.

Par sa brutalité en toutes circonstances, ses dessein plus ou moins avoués, sa préoccupation, au surplus, d'annihiler l'influence française, la Russie a créé d'elle-même la nécessité d'une influence compensatrice. Quand le dernier consul russe à Monastir a trouvé la mort, il avait reçu de ses collègues maint avertissement. Il est de notoriété publique que cet agent russe usait volontiers du droit qu'il se croyait d'injurier et de frapper les soldats turcs. Un jour, il a frappé au visage un soldat albanais qui l'a tué. On ne peut s'en étonner.

On se souvient encore à Monastir de l'entrée chez Hilmi pacha du drogman russe, le revolver à la ceinture, tandis qu'un cawass attendait à la porte, la carabine chargée. Hilmi pacha ne se soucie pas d'auxiliaires aussi parfaitement civilisés.

On espérait ici que les grandes puissances, devant le caractère particulariste et intéressé de la note austro-russe, éviteraient d'y donner leur assentiment. En le donnant, à vrai dire, elles remettent la question sur son véritable terrain.

Il n'appartient ni à la Russie, ni à l'Autriche, de s'ingérer dans la politique intérieure de la Turquie. Et quant aux insurgés bulgares, fanatisés par une campagne savante, qui ont semé la guerre et la ruine dans la Macédoine, ils ne se rendaient pas compte qu'ils ne faisaient que servir d'instrument inconscient à une politique sans scrupule.

La Turquie n'a pas abusé de l'écrasante supériorité que lui donnaient ses quelques centaines de mille hommes rassemblés en Macédoine. « L'homme malade », qui ne l'est guère, sait se taire. Mais j'ai pu juger de près cette armée disciplinée et entraînée, et je la tiens pour une force de premier ordre.

L'opinion, bien mal renseignée à cet égard, s'entient à des journaux qui ne savent pas et aux rapports de consuls qui, fonctionnaires modèles, ne font pas un pas pour se renseigner.

Il serait piquant de voir — cela n'est pas impossible — la Bulgarie faite, comme la Grèce, un retour sur soi-même, comprendre à quelles compétitions elle fournit un aliment, et, finalement, se rapprocher de ce qui peut être, après tout, son centre d'attraction — Constantinople.

E. NAPOLEON.

Notre Service de Dépêche d'avant-bourse

Spécialement réservé à nos Abonnés

Nous croyons devoir rappeler à nos abonnés des départements que, sur leur demande, et moyennant un prix d'abonnement minimum, nous pouvons leur adresser par télégramme ou par téléphone, les nouvelles les plus importantes, susceptibles d'intéresser la Bourse.

indig
de M
à le r
Et
heure
cœur.
honn
c'est
fils s
de lut
nom
qui h
tions,
mépr
Ma
s'apai
vant
doute
Et al
l'un d
tion d
crifa
pard
qui v
noux
Ce
une i
reux
nous
cela d
dant,
littér
éloge
A d
empo
cette
fortes
sobrié
Auc
blée
Les
de 357
cice pr
Déd
portés
compte
Voic
dernier
Immob
Valeurs
tions
térés
Travail
A ppr
ment
Caution
Clients
Effets à
Cie du
pagn
lités.
Sucreri
saint
trou
tée...
Caisse
Débit
vaux
Particip
Agences
Débiteu
Profits
Capital
Amortiss
immeu
village
Réserve
naire
Obligatio
Exigibili
Crancier
vaux

La Macédoine et sa population

par M. D. M. Brancoff

Ce livre que je viens de recevoir agite de nouveau et d'une manière inattendue le grave problème de la population macédo-nienne. A plus d'un titre il nous intéresse, étant l'œuvre d'un écrivain qui semble très au courant des choses de Macédoine ; mais il est un autre côté de cet ouvrage, plus attrayant, parce que difficile, qui nous retient et appelle toute notre attention. C'est la tentative de l'auteur de vouloir établir, impartialement, (c'est lui-même qui nous le dit), le tableau exact des populations multiples qui vivent sur le sol macédonien. Ce tableau dressé au point de vue des intérêts bulgares ne laisse pas que d'étonner. Il est en contradiction violente avec toutes les données présentées tour à tour, et suivant leur intérêt national, par les Turcs, par les Grecs, par les Serbes, et voire même par les Roumains. Plus l'auteur, représentant l'une de ces nationalités, sent ou croit sentir qu'il détiendrait à lui seul la vérité, toute la vérité, plus il affirme avec force le caractère particulier de son parti-pris. Ainsi les écrivains grecs n'ont pas reculé devant la fausse parole. Leurs statistiques (la dernière donnée par M. Delyannis en décembre 1904, dans une interview au journal le Temps) étalent des énormités flagrantes. Nous y découvrons que les Turcs et les Bulgares sont en quantité inférieures aux Grecs de Macédoine, alors que les Koutzo-valaques à peine s'ils existent, moins nombreux que les juifs ; quant aux Serbes, leur nombre est si minime, qu'il vaut mieux ne pas en parler. La statistique turque présente la même absurde fausseté, par rapport aux populations grecque, bulgare, serbe et valaque. Voici maintenant, la statistique bulgare, apportée par M. Brancoff et dont nous allons nous occuper au courant de cet article, car elle non plus ne pas semble offrir une couleur d'impartialité bien nette.

Mais avant d'entreprendre la confrontation des tableaux que nous possédons, il ne me paraît pas sans intérêt de jeter un regard rapide sur l'ouvrage de M. Brancoff, ouvrage qui repose en entier sur une très riche documentation, tant littéraire que statistique. Le terrain où se place l'auteur est le problème ethnique et, en le posant, de tous les adversaires qui se dressent en pays macédoniens contre les Bulgares, il n'en choisit que deux, l'un : l'élément grec, très halilé, l'autre : l'élément turc, moins souple et d'esprit barbare. Il dénonce d'une part la violence administrative ottomane, la ruse qui a présidé à la démarcation intérieure des vilayets, des sandjaks qui y sont contenus et des cazas que referment ces derniers ; d'autre part il démasque les menées grossières des Grecs. A en croire M. Brancoff, la Macédoine actuelle n'est pas celle qui devrait être. Dans les statistiques grecques, la Macédoine n'a que deux vilayets, et le nombre des cazas est réduit à 40 : c'est la « Macédoine grecque ». Plus étendue, composée de trois vilayets, la « Macédoine géographique », dont le nombre des cazas, selon M. Brancoff, s'élève à 46, est la seule expression de la vérité ethnique. Mais, jusqu'à une justification internationale autre que celle donnée par les nations intéressées, c'est là une Macédoine bulgare, s'il m'est permis, sans injure aucune, de m'exprimer ainsi. M. Brancoff, dans sa démonstration n'a en vue que les intérêts bulgares, — n'est-il pas vrai ? Comment, alors, parler, sans entente préalable,

la question est complexe précisément parce qu'elle pivote, que M. Brancoff le veuille ou non, sur des traditions historiques. Avant l'invasion des slaves, et l'arrivée des Bulgares, dans la péninsule balkanique, la population était un mélange de Grecs et de koutzo-valaques, où ceux-ci étaient l'élément principal, autant par le nombre que par l'organisation. Ce passage de l'histoire mérite une attention spéciale et je compte bien que des hommes compétents sauront l'éclaircir un jour. En Macédoine, actuellement, les Bulgares ne sont pas la seule population opprimée, et les écrivains bulgares, de même que tous ceux qui embrassent la cause de leurs compatriotes, ne peuvent imprudemment présenter des revendications générales, contentant une partie seulement de la population macédo-nienne. Malgré le bon livre qu'il a écrit, M. Brancoff, il faut l'avouer, commet la même erreur de fond : il se laisse gagner par l'ivresse que provoque un patriotisme trop ardent.

Arrêtons-nous, enfin, à la statistique que nous offre M. Brancoff. La répartition des nationalités de Macédoine s'opère, dans son ouvrage, de la façon suivante : Bulgares : 1,172,136, Musulmans : 840,433, Grecs : 190,047, Koutzo-Valaques : 63,895, et Albanais : 12,006, à qui nous devons ajouter 12,604 Tziganes. Des Serbes, il n'en est point question.

Cette répartition, semble-t-il, est exigée par la physionomie « ethnique » de la Macédoine. Une scrupuleuse analyse de l'auteur relève que cette population peut être ethnographiquement divisée en 5 groupes, par cazas. Il en résulte que 22 cazas ne comprennent que des villages bulgares, avec une population de 616,046 ; les Grecs sont au nombre de 390, les Koutzo-Valaques : 2954, les Albanais : 70. Dans 15 autres cazas on retrouve : 797 villages purement bulgares, 79, bulgares-mixtes, avec 512,426 âmes, 96 villages grecs, et 13 grecs-mixtes, avec 76,688 habitants, 23 villages valaques, avec une population de 52,058 âmes, et 28 villages albanais, avec 11,846 habitants. Le troisième groupe contient deux cazas, comprenant 70 villages grecs, avec 30,145 âmes ; les valaques y sont au nombre de 300. Le quatrième groupe n'a que 4 cazas, avec 73 villages bulgares et 4 bulgares-mixtes, dont la population est de 43,044, puis 120 villages grecs avec 71,459 âmes, 9 villages valaques peuplés de 8,463 habitants, enfin 90 Albanais disséminés un peu partout. Le dernier groupe compte 3 cazas, ayant 2 villages bulgares, avec 620 habitants, 18 villages grecs, avec 18,385 habitants, et 1 village valaque qu'habitent 150 âmes.

Le même système de division, appliqué à la « Macédoine grecque » qui, comme nous l'avons vu, porte sur 40 cazas macédoniens, donne le résultat total suivant : Bulgares : 852,535, Grecs : 233,709, Valaques : 81,675, Albanais 26,148. Et M. Brancoff de conclure « Il résulte de ces chiffres que dans la Macédoine « grecque » également les Bulgares sont plus nombreux que chacune des trois autres nationalités chrétiennes prises isolément et plus nombreux même que les trois prises ensemble. »

Les statistiques connues jusqu'à ce jour et données comme officielles sont nombreuses. Elles ont ce grand mérite d'être toutes contradictoires et trois d'entre elles nous paraissent avec raison suspectes. M. Brancoff les confronte et moi-même je ne puis résister au plaisir de les copier ici, à titre de documents.

La statistique du Sylloge grec (1878) marque : Bulgares : 338,000, Grecs : 438,000, Valaques : 70,000, Turcs : 349,000, divers : 135,000. — total : 1,300,000 habitants de la Macédoine. M. Gaston Routier, le plus impartial, résume la population de 76 cazas macédoniens : Bulgares : 1,136,000, Grecs : 322,000, Valaques : 193,000, Albanais, 661,000, Turcs : 474,000, Tziganes : 69,000, Israélites : 93,000, total : 3,143,000. Le journal Hossir, de Salonique, trouve : Bulgares : 757,534, Valaques et Grecs, (Patriarchistes) : 627,962, Valaques et Serbes : 199,717, Turcs : 1,508,507, — total : 2,901,720. Le journal le Temps (décembre 1904) : Bulgares : 1,200,000, Grecs : 270,000, Valaques : 72,000, Albanais : 600,000, Turcs : 410,000, Israélites : 80,000, — total : 2,782,000. A ces statistiques, ajoutons celle de M. Brancoff que j'ai indiquée plus haut. Il ne convient pas de passer sous silence la statistique formulée par M. Delyannis, dans une interview que publia, en 1904 (2 décembre), le journal le Temps. On y distingue : Musulmans : 634,017, Grecs : 652,795, Bulgares : 332,102, Roumains : 12,038, Koutzo-Valaques serbians : 17,076, Juifs : 53,147, Tziganes : 8,911, divers : 5,573. Les dénominations dans cette statistique faite « de chic », sont délicieuses : « roumanisants », « serbians » ; — qu'entend-on par ces barbarismes ? Et puisque, en une contrée où l'action de tant de nations se donne carrière, il y a de ces alliages curieux, pourquoi n'y aurait-il pas de « grecisants », de « bulgarisants », que sais-je encore ? On n'est pas à bout

au nombre de 70,000, tantôt leur nombre atteint à 183,000 ; là ils retombent à 72,000, ici ils sont confondus avec les Serbes ; les uns disent avec M. Brancoff qu'ils ne sont que 63,895, les autres soutiennent (M. Delyannis) qu'ils peuvent à peine former un petit groupe mélange impur, de 29,000 âmes. Ces fluctuations inquiétantes ne sont pas sans vous mettre en mémoire certains chiffres assez importants et qui ne peuvent être négligés à cette heure. Des auteurs affirment que les Valaques de Macédoine se comptent par centaines de mille ; — on en a donné le chiffre 600,000, d'autres, et tout récemment un député italien, l'ont porté à 800,000 et plus. Il est inutile de se faire illusion. Les Koutzo-Valaques ne sont pas en si considérable quantité, mais certainement leur nombre doit être infiniment supérieur aux chiffres avancés par les écrivains grecs, turcs et bulgares.

Une autre question non moins vitale est encore la question scolaire. M. Brancoff la traite fermement et les documents qu'il nous soumet à ce sujet ne manquent pas d'apporter un solide appui à sa thèse. Le procès de l'hellénisme y est fait avec un certain caractère de vérité. Le tableau résumatif de l'état scolaire en Macédoine nous donne ce résultat : pour les écoles bulgares : 71 secondaires, 788 primaires, avec 1,350 instituteurs et institutrices et avec 45,033 élèves ; les Grecs ont : 37 écoles secondaires, 501 primaires, avec 994 instituteurs et 35,610 élèves ; les Valaques comptent 9 écoles secondaires, 34 primaires, avec 125 instituteurs et 2,207 élèves ; les Serbes : 13 écoles secondaires 122 primaires, avec 265 instituteurs et 3,612 élèves ; les Bulgares réunis ou protestants : 6 écoles secondaires, 20 primaires, avec 56 instituteurs et 775 élèves.

C'est là le tableau des écoles réparties dans les trois vilayets macédoniens : Salonique, Monastir et Cossova, ou la « Macédoine géographique ». Quelles que soient les précautions dont l'auteur entoure cette statistique, il est encore difficile de la prendre pour base d'analyse dans ce conflit insoluble qui a surgi entre les nationalités de Macédoine. Il y a là des intérêts trop différents les uns des autres par leurs origines, pour regarder le problème d'un seul côté, alors qu'il nous offre plusieurs coexistants aspects.

Dans le livre de M. Brancoff, trois de ces aspects sont ignorés : Roumain, Serbe, Albanais ; les Serbes sont violemment rejetés, — les deux autres éléments, grâce à des chiffres qui n'ont pas encore subi un contrôle sérieux, considérés comme une quantité négligeable, ne peuvent peser dans les revendications exigeantes de M. Brancoff. Mais nous savons que la gravité du conflit réside justement sur ce fait, à savoir que les nationalités moins nombreuses que les Bulgares, les Grecs et les Turcs, mais tout aussi vigoureuses, s'agitent aussi pour la liberté et luttent à la fois contre les abus administratifs, l'intolérance grecque et les prétentions bulgares. Trois grandes masses les écrasent, il est vrai, essaient de les étouffer. Si les Bulgares arrivaient à atteindre leur but, la lutte n'en continuerait pas moins contre eux et cette fois l'aiguillon du conflit serait sérieusement dangereux pour la paix dans la péninsule balkanique.

Nous avons vu que des statistiques diverses ont été répandues à profusion par l'Europe entière ; dans ces tableaux le nombre des Koutzo-Valaques subit une de ces diminutions arbitraires, injustifiées, qu'il est impossible d'admettre. Il est temps, je crois, pour le gouvernement roumain de mettre un peu de lumière dans cet étrange débat. Il serait utile de savoir au juste qui de M. Brancoff et de M. Delyannis et des autres dit la vérité. Je livre ces données à la sagesse des hommes compétents. A eux d'adresser, impartialement, au monde civilisé les doléances séculaires des masses humaines assujéties sur le sol macédonien. A eux de dresser aussi le tableau exact des nationalités de Macédoine, ou tout au moins de contrarier par la vérité, preuves en mains, les résultats qu'avancent toutes ces statistiques et qui concernent la population koutzo-valaque, que se disputent tour à tour Grecs, Turcs et Bulgares. L'heure presse, l'heure exige de nous cet éclaircissement, en toute franchise.

Paris.

Th. Co nel.

La Macédoine et sa population

par M. D. M. Brancoff

Ce livre que je viens de recevoir agite de nouveau et d'une manière inattendue le grave problème de la population macédoienne. A plus d'un titre il nous intéresse, étant l'œuvre d'un écrivain qui semble très au courant des choses de Macédoine; mais il est un autre côté de cet ouvrage, plus attrayant, parce que difficile, qui nous retient et appelle toute notre attention. C'est la tentative de l'auteur de vouloir établir, impartialement, (c'est lui-même qui nous le dit), le tableau exact des populations multiples qui vivent sur le sol macédonien. Ce tableau dressé au point de vue des intérêts bulgares ne laisse pas d'étonner. Il est en contradiction violente avec toutes les données présentées tour à tour, et suivant leur intérêt national, par les Turcs, par les Grecs, par les Serbes, et voire même par les Roumains. Plus l'auteur, représentant l'une de ces nationalités, sent ou croit sentir qu'il détiendrait à lui seul la vérité, toute la vérité, plus il affirme avec force le caractère particulier de son parti-pris. Ainsi les écrivains grecs n'ont pas reculé devant la fausse parole. Leurs statistiques (la dernière donnée par M. Delyannis en décembre 1904, dans une interview au journal le *Temps*) étalent des énormités flagrantes. Nous y découvrons que les Turcs et les Bulgares sont en quantité inférieures aux Grecs de Macédoine, alors que les Koutzo-valaques, à peine s'ils existent, moins nombreux que les Juifs; quant aux Serbes, leur nombre est si minime, qu'il vaut mieux ne pas en parler. La statistique turque présente la même absurdité faussée, par rapport aux populations grecque, bulgare, serbe et valaque. Voici maintenant, la statistique bulgare, apportée par M. Brancoff et dont nous allons nous occuper au courant de cet article, car elle non plus ne pas semble offrir une couleur d'impartialité bien nette.

Mais avant d'entreprendre la confrontation des tableaux que nous possédons, il ne me paraît pas sans intérêt de jeter un regard rapide sur l'ouvrage de M. Brancoff, ouvrage qui repose en entier sur une très riche documentation, tant littéraire que statistique. Le terrain où se place l'auteur est le problème ethnique et, en le posant, de tous les adversaires qui se dressent en pays macédoniens contre les Bulgares, il n'en choisit que deux, l'un: l'élément grec, très halile, l'autre: l'élément turc, moins souple et d'esprit barbare. Il dénonce d'une part la violence administrative ottomane, la ruse qui a présidé à la démarcation intérieure des vilayets, des sandjaks qui y sont contenus et des cazas que referment ces derniers; d'autre part il démasque les menées grossières des Grecs. A en croire M. Brancoff, la Macédoine actuelle n'est pas celle qui devrait être. Dans les statistiques grecques, la Macédoine n'a que deux vilayets, et le nombre des cazas est réduit à 40: c'est la "Macédoine grecque". Plus étendue, composée de trois vilayets, la "Macédoine géographique", dont le nombre des cazas, selon M. Brancoff, s'élève à 46, est la seule expression de la vérité ethnique. Mais, jusqu'à une justification internationale autre que celle donnée par les nations intéressées, c'est là une Macédoine bulgare, s'il m'est permis, sans injure aucune, de m'exprimer ainsi. M. Brancoff, dans sa démonstration n'a en vue que les intérêts bulgares, n'est-il pas vrai? Comment, alors, parler, sans entente préalable, d'une "Macédoine géographique"?

La documentation qui sert de base au livre présent est incontestablement sérieuse et utile, mais elle ne l'est que pour une période de temps trop restreinte et par trop récente, ne remontant pas au-delà du siècle passé. Et c'est là une grave erreur de méthode. Car, de ce fait, toute préoccupation historique est écartée. Le problème doivent dès lors plus aisé pour la démonstration bulgare. Or, en Macédoine,

1) Chez Plon-Nourrit, éditeurs-libraires, 10 rue Garancière 10, Paris (XI-e).

190,047, Koutzo-Valaques: 63,895, et Albanais: 12,006, à qui nous devons ajouter 12,604 Tziganes. Des Serbes, il n'en est point question.

Cette répartition, semble-t-il, est exigée par la physionomie "ethnique" de la Macédoine. Une scrupuleuse analyse de l'auteur relève que cette population peut être ethnographiquement divisée en 5 groupes, par cazas. Il en résulte que 22 cazas ne comprennent que des villages bulgares, avec une population de 616,046; les Grecs sont au nombre de 390, les Koutzo-Valaques: 2954, les Albanais: 70. Dans 15 autres cazas on retrouve: 797 villages purement bulgares, 79, bulgares-mixtes, avec 512,426 âmes, 96 villages grecs, et 13 grecs-mixtes, avec 76,688 habitants, 23 villages valaques, avec une population de 52,055 âmes, et 28 villages albanais, avec 11,846 habitants. Le troisième groupe contient deux cazas, comprenant 70 villages grecs, avec 30,145 âmes; les valaques y sont au nombre de 300. Le quatrième groupe n'a que 4 cazas, avec 73 villages bulgares et 4 bulgares-mixtes, dont la population est de 43,044, puis 120 villages grecs avec 71,459 âmes, 9 villages valaques peuplés de 9,463 habitants, enfin 90 Albanais disséminés un peu partout. Le dernier groupe compte 3 cazas, ayant 2 villages bulgares, avec 620 habitants, 18 villages grecs, avec 18,385 habitants, et 1 village valaque qu'habitent 150 âmes.

Le même système de division, appliqué à la "Macédoine grecque" qui, comme nous l'avons vu, porte sur 40 cazas macédoniens, donne le résultat total suivant: Bulgares: 852,535, Grecs: 233,709, Valaques: 91,673, Albanais 26,148. Et M. Brancoff de conclure "Il résulte de ces chiffres que dans la Macédoine "grecque" également les Bulgares sont plus nombreux que chacune des trois autres nationalités chrétiennes prises isolément et plus nombreux même que les trois prises ensemble."

Les statistiques connues jusqu'à ce jour et données comme officielles sont nombreuses. Elles ont ce grand mérite d'être toutes contradictoires et trois d'entre elles nous paraissent avec raison suspectes. M. Brancoff les confronte et moi-même je ne puis résister au plaisir de les copier ici, à titre de documents.

La statistique du Syllogue grec (1878) marque: Bulgares: 338,000, Grecs: 438,000, Valaques: 70,000, Turcs: 349,000, divers: 135,000.—total: 1,330,000 habitants de la Macédoine. M. Gaston Routier, le plus impartial, résume la population de 76 cazas macédoniens: Bulgares: 1,136,000, Grecs: 322,000, Valaques: 153,000, Albanais, 661,000, Turcs: 474,000, Tziganes: 69,000, Israélites: 93,000, total: 3,148,000. Le journal *Hesperis*, de Salonique, trouve: Bulgares: 757,534, Bulgares et Grecs, (Patriarchistes): 627,962, Valaques et Serbes: 199,717, Turcs: 1,508,507.—total: 2,901,720. Le journal le *Temps* (décembre 1904): Bulgares: 1,200,000, Grecs: 270,000, Valaques: 72,000, Albanais: 600,000, Turcs: 410,000, Israélites: 80,000.—total: 2,782,000. A ces statistiques, ajoutons celle de M. Brancoff que j'ai indiquée plus haut. Il ne convient pas de passer sous silence la statistique formulée par M. Delyannis, dans une interview que publia, en 1904 (2 décembre), le journal le *Temps*. On y distingue: Musulmans: 634,017, Grecs: 652,795, Bulgares: 332,102, Roumanisants: 12,038, Koutzo-Valaques serbisants: 17,076, Juifs: 53,147, Tziganes: 8,911, divers: 5,573. Les dénominations dans cette statistique faite "de chic", sont délicieuses: "roumanisants", "serbisants"; — qu'entend-on par ces barbarismes? Et puisque, en une contrée où l'action de tant de nations se donne carrière, il y a de ces alliages curieux, pourquoi n'y aurait-il pas de "grecisants", de "bulgarisants", que sais-je encore? On n'est pas à bout d'invention, si l'on veut.

Plus nous continuons à consulter des statistiques de cette allure, plus nos constatations que c'est là un épouvantable imbroglio, si fleuri de fantaisie que les auteurs eux-mêmes finissent par ne plus s'y reconnaître. Mais il y a un point qui est de nature à inquiéter les Roumains. Une disproportion flagrante qui s'affirme avec les chiffres donnés par les statistiques, quant aux Koutzo-Valaques de Macédoine, trouble un peu le problème macédonien. Le nombre des Roumains du Pinde diminue, ou augmente, suivant que le vent souffle du côté grec, bulgare ou turc. Tantôt ils sont

en Macédoine nous donne ce résultat: pour les écoles bulgares: 71 secondaires, 788 primaires, avec 1,350 instituteurs et institutrices et avec 45,033 élèves; les Grecs ont: 37 école secondaires, 501 primaires, avec 994 instituteurs et 35,610 élèves; les Valaques comptent 9 écoles secondaires, 34 primaires, avec 125 instituteurs et 2,207 élèves; les Serbes: 13 écoles secondaires 122 primaires, avec 265 instituteurs et 3,612 élèves; les Bulgares réunis ou protestants: 6 écoles secondaires, 20 primaires, avec 56 instituteurs et 775 élèves.

C'est là le tableau des écoles réparties dans les trois vilayets macédoniens: Salonique, Monastir et Cossova, ou la "Macédoine géographique". Quelles que soient les précautions dont l'auteur entoure cette statistique, il est encore difficile de la prendre pour base d'analyse dans ce conflit insoluble qui a surgi entre les nationalités de Macédoine. Il y a là des intérêts trop différents les uns des autres par leurs origines, pour regarder le problème d'un seul côté, alors qu'il nous offre plusieurs aspects.

Dans le livre de M. Brancoff, trois de ces aspects sont ignorés: Roumain, Serbe, Albanais; les Serbes sont violemment rejetés, — les deux autres éléments, grâce à des chiffres qui n'ont pas encore subi un contrôle sérieux, considérés comme une quantité négligeable, ne peuvent peser dans les revendications exigeantes de M. Brancoff. Mais nous savons que la gravité du conflit réside justement sur ce fait, à savoir que les nationalités moins nombreuses que les Bulgares, les Grecs et les Turcs, mais tout aussi vigoureuses, s'agitent aussi pour la liberté et luttent à la fois contre les abus administratifs, l'intolérance grecque et les prétentions bulgares. Trois grandes masses les écrasent, il est vrai, essaient de les étouffer. Si les Bulgares arrivaient à atteindre leur but, la lutte n'en continuerait pas moins entre eux et cette fois l'acuité du conflit serait sérieusement dangereuse pour la paix dans la péninsule balkanique.

Nous avons vu que des statistiques diverses ont été répandues à profusion par l'Europe entière; dans ces tableaux le nombre des Koutzo-Valaques subit une de ces diminutions arbitraires, injustifiées, qu'il est impossible d'admettre. Il est temps, je crois, pour le gouvernement roumain de mettre un peu de lumière dans cet étrange débat. Il serait utile de savoir au juste qui de M. Brancoff et de M. Delyannis et des autres dit la vérité. Je livre ces données à la sagesse des hommes compétents. A eux d'adresser, impartialement, au monde civilisé les doléances séculaires des masses humaines assujetties sur le sol macédonien. A eux de dresser aussi le tableau exact des nationalités de Macédoine, ou tout au moins de contrarier par la vérité, preuves en mains, les résultats qu'avancent toutes ces statistiques et qui concernent la population koutzo-valaque, que se disputent tour à tour Grecs, Turcs et Bulgares. L'heure presse, l'heure exige de nous cet éclaircissement, en toute franchise.

Paris.

Th. Co nel.

Le Petit Parisien

VINGT-NEUVIÈME ANNÉE. — N° 10.156.

Le plus fort Tirage des Journaux du Monde entier

JEUDI 18 AOUT 1904.

DIRECTION
18, rue d'Enghien, PARIS (10^e)

ABONNEMENTS
SEINE ET SEINE-ET-OISE
Trois Mois..... 5 fr.
Six Mois..... 9 fr.
Un An..... 18 fr.

SIX PAGES 5 centimes SIX PAGES

TOUTES LES SEMAINES
Le Supplément Littéraire illustré en couleurs (huit pages)
Le Numéro : 5 centimes

ABONNEMENTS
Départements
0 fr. Trois Mois..... 9 fr.
14 fr. Six Mois..... 18 fr.
22 fr. Un An..... 30 fr.
Étranger

ANNONCES
Les Annonces et Réclames sont reçues
à l'OFFICE D'ANNONCES
(TÉLÉPHONE N° 117-00)
10, Place de la Bourse, PARIS (2^e)

TÉLÉPHONE N° 102.75 — 102.73 — 115.00
Les Manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

guée de la nôtre, qu'il ne semble pas qu'elle puisse la pénétrer ni la subir. L'on ne connaîtra jamais la profondeur du dédain que le Chinois professe à l'égard de l'Européen.

Je me trouvais, par hasard, dans la cour du Grand-Hôtel à l'arrivée de Li-Hung-Tchang, le célèbre ministre chinois; il était assis dans la première voiture avec le chef du protocole, du second landau de la présidence surgissait un énorme panier rempli de poulets sacrés; après eux, dans les autres voitures, se tenaient nos ministres. Et je verrai toujours le regard chargé de mépris du diplomate géant, se détournant de la foule pour fixer la cage d'osier qui renfermait la destinée de son inhumaine patrie.

JEAN FROLLO

M^{me} CARLIER

Mariage de l'Héroïne de Sivas. — Décorée pour « Faits de Guerre ». — L'Orgueil du Nord. — Mme Carlier continuera de s'appeler Carlier.

Cet après-midi, à cinq heures, à la mairie de Passy, sera célébré le mariage de Mme Carlier, la jeune héroïne au corsage de qui l'an dernier le grand chancelier de la Légion d'honneur épingla lui-même la croix qu'elle avait si vaillamment gagnée en Arménie aux côtés de son mari, le consul Maurice Carlier, mort victime de son dévouement.



Je me suis mise à rire : « Moi je ne vois pas si noir que toi : je reste ! »

14 octobre. — Ça approche. On tue aux environs. Nous organisons notre défense. La bonne d'enfant (une Française des environs de Langres, Lucie) et moi emplissons des sacs de sable pour boucher les fenêtres, puis Panayoti (le premier cawas) m'a fait une cible dans le jardin et m'apprend à tirer. Lui, ça lui va de sentir la poudre; moi, les premiers coups je détournais la tête, si bien que j'ai failli lui tirer dans la figure. Maintenant je ne tire pas trop mal.

5 novembre. — Les massacres sont commencés à Karahissar. A Erzeroum, les détails que nous apprenons sont horribles. Je fais au bazar de grandes provisions.

12 novembre. — On s'attend à quelque chose pour aujourd'hui. Dans l'église il y a trois mille réfugiés avec les prêtres et deux archevêques.

A midi, nous chiffrons une dépêche pour Constantinople, Jean jouait en bas, quand retentit dans l'escalier le pas rapide de Panayoti qui ouvre la porte : « Cette fois, ça y est ! »

Et aussitôt quantité de coups de fusil. Maurice, d'un bond, est dans sa chambre, saisit sa carabine et distribue ses ordres : « Toi, Panayoti, garde la rue; toi, Mahemet, cours à l'église. »

Et il me remet un fusil; alors je confie bébé à Lucie.

Que c'est simplement dit ! Continuons :

Une troupe de bandits arrive sur nous (le mari et la femme sont descendus dans la rue défendre la porte par où se précipitent, affolés, les Arméniens). Maurice me dit : « Tire en même temps que moi. » Nous tirons tous les deux.

Profitant d'une accalmie, le consul part avec ses deux cawas à travers la ville voir ce que deviennent les missions françaises.

Sur la terrasse du consulat, Mme Carlier, restée seule, veille, le revolver au poing, protégeant cinq cents réfugiés. Passe le gouverneur, très escorté. Il la salue en souriant; à la voir si tranquille, il croit pouvoir se permettre une plaisanterie goguenarde : « Puisque vous avez consenti à ce que M. le consul s'éloigne, madame, c'est que vous reconnaissez que mes Kurdes ne sont pas dangereux. »

— Non, riposte cette jeune femme de vingt-deux ans, non, « quand on a cela (elle montre un revolver), pas dangereux du tout ! »

Et cet état de choses dure six mois !

Une nuit, par vingt degrés de froid, un incendie se déclare. C'est un ingénieur turc qui s'est opposé aux massacres et que la populace veut brûler avec ses femmes. Le consul accourt, ramène chez lui toute cette pauvre famille et retourne au feu. Il y est frappé d'une congestion dont il mourra peu après.

Noble dévouement

Depuis sa décoration, Mme Carlier, refusant les avances du monde, s'est consacrée aux dispensaires ouvriers et ambulances urbaines. Ayant passé ses examens d'assistante d'opérations chirurgicales, elle accepta en février dernier de partir en Mandchourie à la tête d'une ambulance. Mais les Russes acceptèrent l'argent et le matériel et refusèrent le personnel de médecins et de dames ambulancières françaises.

du Nom. — Mme Carlier continuait à s'appeler Carlier.

Cet après-midi, à cinq heures, à la mairie de Passy, sera célébré le mariage de Mme Carlier, la jeune héroïne au corsage de qui l'an dernier le grand chancelier de la Légion d'honneur épingla lui-même la croix qu'elle avait si vaillamment gagnée en Arménie aux côtés de son mari, le consul Maurice Carlier, mort victime de son dévouement.



Mme Carlier et son fils

Souvent sollicitée de se remarier, dans l'intérêt de son enfant, le petit Jean Carlier, né à Sivas au milieu des troubles, la jeune femme répondait qu'elle ne se résignerait jamais à renoncer au nom que son mari avait illustré. Et, en effet, elle ne renonce pas à ce nom puisqu'elle épouse... le frère même de son mari, le capitaine André Carlier, du 51^e de ligne, en garnison à Beauvais.

Citée à l'Ordre du Jour

Comme celle qui continue à s'appeler Mme Carlier est la seule jeune femme française ayant reçu la croix « pour faits de guerre », comme à ce titre elle jouit en France — et ailleurs — d'une grande considération (l'an dernier, à Strasbourg, où elle a coutume de passer ses étés, Mme Carlier fut saluée par toute la population et même par plusieurs officiers allemands), on nous saura gré de rappeler en quelques lignes les traits qui lui valurent — fait jusqu'alors sans précédent — d'être mise à l'ordre du jour du corps consulaire par l'ambassadeur de France à Constantinople au lendemain des événements qui venaient d'ensanglanter l'Arménie.

On sait que Mme la baronne de Rothorn, une Autrichienne, eut le même honneur à la suite de sa défense, les armes à la main, de la légation de France à Pékin.

Mme Carlier a publié un petit livre afin de montrer qu'elle n'avait rien fait de plus que d'assister son mari « le modèle des consuls », avait dit M. Paul Cambon. C'est à ce petit livre, plein de photographies rapportées de là-bas, *Au Milieu des Massacres, Journal de la Femme d'un Consul de France en Arménie*, que nous emprunterons quelques passages caractéristiques.

3 octobre 1895. — Maurice, sorti ce matin, est rentré soucieux. Je n'ai pu lui arracher un mot, lui toujours gai d'ordinaire. Soudain, en déjeunant, d'un ton qui ordonne : « Ma petite, écoute la consigne : tu pars demain pour l'Europe avec Jean. — Ah bah ! et pourquoi ? — Parce qu'on va se battre et que, si je dois ma peau au gouvernement, je ne lui dois pas celle de ma femme et de mon Jean-Jean.

Profitant d'une accalmie, le consul part avec ses deux cawas à travers la ville voir ce qui devient les missions françaises. Sur la terrasse du consulat, Mme Carlier, restée seule, veille, le revolver au poing, protégeant cinq cents réfugiés. Passe le gouverneur, très escorté. Il la salue en souriant ; à la voir si tranquille, il croit pouvoir se permettre une plaisanterie goguenarde : « Puisque vous avez consenti à ce que M. le consul s'éloigne, madame, c'est que vous reconnaissez que mes Kurdes ne sont pas dangereux. — Non, riposte cette jeune femme de vingt-deux ans, non, « quand on a cela (elle montre un revolver), pas dangereux du tout ! »

Et cet état de choses dure six mois ! Une nuit, par vingt degrés de froid, un incendie se déclare. C'est un ingénieur turc qui s'est opposé aux massacres et que la populace veut brûler avec ses femmes. Le consul accourt, ramène chez lui toute cette pauvre famille et retourne au feu. Il y est frappé d'une congestion dont il mourra peu après.

Noble dévouement

Depuis sa décoration, Mme Carlier, refusant les avances du monde, s'est consacrée aux dispensaires ouvriers et ambulances urbaines. Ayant passé ses examens d'assistante d'opérations chirurgicales, elle accepta en février dernier de partir en Mandchourie à la tête d'une ambulance. Mais les Russes acceptèrent l'argent et le matériel et refusèrent le personnel de médecins et de dames ambulancières françaises.

Il vaut mieux que son offre généreuse ait été refusée. Après avoir tant donné aux autres, Mme Carlier a le droit de penser enfin à elle-même et à son enfant. Ses amis applaudissent à son mariage avec un galant homme très aimé dans son régiment. Nous sommes sûrs d'être les interprètes des sentiments de nos lectrices en joignant nos félicitations à celles des amis de la jeune femme. Il paraît que la colonie arménienne doit présenter ses hommages à Mme Carlier lors de la cérémonie religieuse qui aura lieu samedi dans la chapelle des Invalides.

VENGEANCE CORSE

Après le Crime. — Tué par son Complice. Rasoir et Revolver.

Ajaccio, 17 août.

Le nommé Marcaggi, âgé de vingt-trois ans, sans profession, qui, il y a quinze jours, tira à Ajaccio deux coups de revolver sur un de ses amis qu'il accusait de lui avoir volé une paire de bottines, a été tué hier soir dans les circonstances suivantes :

Marcaggi avait formé une association avec deux autres rôdeurs comme lui, Lucchesi et Lombardi, âgés de vingt-et-un et de vingt ans. Après le crime d'Ajaccio, les trois complices se rendirent à Bastia, à pied, espérant trouver là l'occasion de s'enfuir pour le continent. Marcaggi, très autoritaire, menait rudement ses affiliés, leur refusant même l'argent volé en commun. En se promenant, et d'une manière indifférente, hier, Marcaggi sortit de sa poche un rasoir appartenant à Lombardi pour se tailler les ongles. Lombardi protesta et, en retirant l'arme des mains de Marcaggi se coupa l'extrémité du nez. Furieux, il se retira, menaçant de se venger terriblement. Marcaggi et Lucchesi rirent et s'endormirent sur une charrette.

Une heure après, Lombardi survint doucement, s'approcha de Marcaggi et lui déchargea à bout portant deux coups de re-

Toutefois, il faut être raisonnable... Vous nous le promettez ?...

— Oui, madame la comtesse... oui, mademoiselle Yvonne.

Sa tête retomba sur l'oreiller. Un instant après, quand elle la releva, Madeleine et la jeune fille avaient quitté la mansarde.

— Les saintes femmes... murmura Julie... puisse le Ciel les récompenser un jour en leur rendant les deux enfants dont elles portent le deuil...

Elle songea : — Moins qu'elles... dans ma détresse... dans mon malheur... je suis à plaindre... car dans quelques heures, dans quelques minutes peut-être, Antoine va revenir... Je vais voir mon petit Gustave... le serrer sur mon cœur... lui prodiguer toutes les caresses... tous les baisers qui me montent aux lèvres.

Elle avait clos les paupières, enivrée par la douceur d'un rêve où s'éperdait son âme depuis longtemps morte à toute joie. La pauvre femme ! si elle avait su quel réveil l'attendait !...

Tout à coup, elle jeta un faible cri. La porte venait de s'ouvrir.

Et, dans son encadrement, la silhouette d'un homme se dessinait.

— Antoine... balbutia-t-elle... défaillante de bonheur.

Car, derrière le père, l'enfant allait apparaître certainement.

Eperdue, la malheureuse se soulevait. Déjà ses bras se tendaient...

Mais elle étouffa une plainte... et ses yeux, démesurément agrandis, reflétèrent une stupeur sans nom.

L'ex-valet de chambre avait refermé la porte.

Il était seul.

MAZIO
VISTA
OM

navale contre Port-Arthur a commencé ce matin à quatre heures.

On croit que la principale ligne des fortifications russes, du côté de la terre, a été entamée.

Faute de Munitions

Saint-Petersbourg, 17 août.

La certitude de la prochaine prise de Port-Arthur est plus grande tous les jours. Ce n'est un secret pour personne que tandis que les provisions de bouche sont abondantes, les munitions, dont on a usé une quantité considérable depuis le début de la guerre, deviennent rares. Le *Viestnik* parle d'un nouvel assaut subi il y a quatre jours, dont on ignore les résultats.

Chefou, 17 août.

La flotte russe est rentrée à Port-Arthur sans avoir rencontré les navires japonais.

ger qui publia récemment un livre de commentaires sur le droit naval en temps de paix et guerre très remarquable, et je lui ai demandé son opinion sur l'affaire du *Reshitelny*.

— Je pense, m'a-t-il répondu catégoriquement, que tout le monde a tort dans cette affaire.

Les Russes n'étaient pas de simples réfugiés puisqu'ils allaient porter des dépêches importantes ainsi que le commandant l'avoue lui-même. Or, en temps de guerre, toute estafette arrêtée est fusillée. Pourquoi n'en serait-il pas de même sur mer ? Cependant les Russes désarmèrent leur bâtiment mais ils ne le firent pas correctement puisqu'ils avaient encore des poudres à bord. Enfin en désarmant le bâtiment ils auraient dû mettre à bord une garde chinoise et les Chinois auraient dû de fait avertir les Japonais, mais les Russes ne voulurent pas avoir l'air de demander du secours aux Chinois. Ceux-ci n'osèrent pas user de contrainte avec les

lation depuis le 14 août ; ils sont exempts d'impôt.

Le grand-duc Cyrille

Berlin, 17 août.

On télégraphie de Cobourg au *Berliner Tageblatt* que le grand-duc Cyrille est parti pour Saint-Petersbourg, d'où il se rendra sur le théâtre de la guerre.

NOUVELLES MILITAIRES

Tournée d'Inspection

On mande de Rodez :

Le général Robert, commandant la 31^e division d'infanterie, est en train de passer l'inspection du 81^e de ligne, à Rodez. Le général Robert profite de son passage pour faire exécuter, sous ses yeux, aux troupes, des exercices divers.

Ainsi le régiment s'est rendu ce matin à Lioujas, qui se trouve à douze kilomètres de Rodez ; hier il a fait une autre assez longue marche. Bien que la chaleur soit accablante, les hommes ne sont nullement fatigués.

Manceuvres de Brigade

On nous télégraphie de Guéret :

Les troupes composant la 45^e brigade d'infanterie effectueront d'importantes manœuvres du 2 au 11 septembre prochain, sous la direction du général Plazenet.

Voici la liste des cantonnements qui seront occupés pendant ces manœuvres : 2 et 3 septembre, Bourgneuf ; 4 septembre, Pontarion ; 5 et 6 septembre, Sardent ; 7 septembre, Bourgneuf ; 8 septembre, Biouvac aux environs de Saint-Léonard ; 9 septembre, Moissannes ; 10 septembre, Bourgneuf (dislocation).

Les réservistes prendront part à ces manœuvres.

Les Sous-Officiers du Génie

Voici la liste par ordre de mérite des sous-officiers du génie classés pour le grade d'officier d'administration de 3^e classe du génie à la suite du concours de 1904 :

Leguay, du 5^e, à Versailles ; Marchal, du 5^e, à Versailles ; Marcouire, du 2^e, à Montpellier ; Caron, du 5^e, à Versailles ; Chohey, du 2^e, à Montpellier ; Ducrot, du 5^e, à Versailles ; Le Chaton, du 6^e, à Angers ; Gabert, du 7^e, à Avignon ; Houberton, du 5^e, à Versailles ; Froissart, du 6^e, à Angers ; Lafon, du 2^e, à Montpellier ; Gaillard, du 7^e, à Avignon ; Feu, du 2^e, à Montpellier ; Nivert, du 7^e, à Avignon ; Lanote, du 3^e, à Arras ; Guilhendou, du 3^e, à Arras ; Dalenne, du 5^e, à Versailles ; Picardal, du 3^e, à Arras.

EN MACÉDOINE

CONVERSATION AVEC M. BORIS SARAFFOFF

Les Réformes en Macédoine. — L'Accord turco-bulgare. — Le Rapprochement entre la Bulgarie et la Serbie. — L'Autonomie macédonienne.

DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER (PAR LETTRE)

Budapest, 14 août.

J'ai eu récemment l'occasion d'interviewer, à Sofia, M. Boris Saraffoff, l'organisateur et le chef de l'« organisation intérieure macédonienne », dont on se rappelle le rôle prépondérant pendant la grande insurrection de l'année dernière. Ce jeune homme de trente-deux ans fera, certainement, encore beaucoup parler de lui.

Nous connaissons depuis cinq ans, nous

tribunaux ; peut-être même sera-t-il condamné pour la forme. Mais, en réalité, on récompensera sa conduite.

Le programme de Mirzesteg stipule, entre autres, que les villages incendiés par les troupes turques devront être reconstruits ; et le gouvernement ottoman a été invité à fixer une somme suffisante à cet effet. Or, les Turcs n'ont point fait honneur à leurs engagements. Si des secours n'avaient pas été envoyés de l'étranger, surtout d'Angleterre, la population macédonienne serait déjà morte de faim et de froid. Mais ces sommes sont épuisées, et la famine commence à régner à Ochrída et dans d'autres districts de la province de Monastir.

Dans ces conditions, comment voulez-vous que la tranquillité tant souhaitée se rétablisse en Macédoine ? Nous avons pris la résolution de nous tenir tranquilles pendant toute une année, pour qu'on ne nous accuse pas de troubler l'action réformatrice de l'Europe. Mais la patience des populations est lasse d'attendre ce qu'elle sait ne pouvoir arriver, et c'est pourquoi de nouveaux attentats ont été récemment commis sur les voies ferrées sans que nous y fussions pour rien. Ce sont des actes de vengeance, des protestations sanglantes contre les violences des autorités ottomanes. Nous sommes impuissants à les empêcher. Veuillez l'Europe les considérer comme les signes avant-coureurs d'une nouvelle révolution. La voilà prévenue.

VERS LA RÉVOLUTION

Cette révolution, rien ne l'empêchera d'éclater, et ceux qui comptent sur l'accord turco-bulgare pour contenir les Macédoniens se trompent étrangement. Cet accord n'est à mes yeux qu'une simple comédie, car ni les Turcs, ni les Bulgares ne sont capables de tenir les engagements qu'ils s'imposèrent.

En outre, l'amnistie accordée par le gouvernement ottoman n'a été appliquée qu'aux gens emprisonnés tout à fait injustement. Mais tous ceux qui prirent une part quelconque à l'insurrection continuent d'être écroués dans les prisons turques ; et si même quelques-uns ont été relâchés, on les a de nouveau emprisonnés sous un prétexte quelconque.

Dans quelques localités, les écoles bulgares ont été rouvertes ; mais, je vous en prie, à quoi peuvent servir les écoles dans ces temps terribles ?... La question macédonienne traverse maintenant sa période de révolution ; la population souffre de la faim et gémit sous l'oppression des autorités ; tous nos congénères éclairés et instruits pourrissent dans les cachots... Vraiment, le gouvernement bulgare n'a pas obtenu grand chose avec la réouverture des écoles !

Le cabinet Pétroff fait tout ce qu'il peut pour empêcher le passage d'armes et de substances explosibles en Turquie. Il en a certainement la bonne volonté, mais pas les moyens. Il lui faudrait, pour réussir, cent mille soldats le long de la frontière ; eh bien, il ne le saurait pas !... Au surplus, le gouvernement bulgare ne pourrait exercer absolument aucune influence sur les événements en Macédoine : il a eu beau faire des efforts dans ce sens, l'organisation intérieure les a toujours contrecarrés avec succès. Il ne peut donc ni rétablir la tranquillité, ni soulever l'insurrection. Cela étant, les accords intervenus ou à intervenir entre la Bulgarie et la Turquie, au sujet de la question macédonienne, ne sauraient avoir aucune importance pratique.

Vous savez qu'il y a, à Sofia, un parti qui, d'accord avec certaines sphères officielles, cherche à traiter les affaires de Macédoine en se plaçant au point de vue national bulgare. Ce parti a pour chef le général Zontcheff et ne compte que dix à quinze officiers de réserve ; quant à son influence en Macédoine, elle s'arrête à quelques kilomètres de la frontière.

par deux fois, et se sont rendus à l'hôtel Weimar, où a eu lieu ce soir, un grand dîner.

L'empereur François-Joseph partira demain pour Carlsbad.

Marienbad, 17 août.

Au dîner offert par le roi Edouard VII en l'honneur de l'empereur François-Joseph, les deux monarques ont échangé des toasts extrêmement chaleureux, relevant l'amitié traditionnelle les unissant.

Le roi Edouard a remercié de la visite dont il est profondément touché.

François-Joseph a exprimé ses remerciements particuliers de pouvoir saluer le roi à Marienbad, car il n'aurait pas pu faire un long voyage en Angleterre.

Ce soir Marienbad est illuminé.

MORT DU COMTE HOYOS

Londres, 17 août.

Le comte Hoyos qui fut jusqu'à ces derniers temps à la tête de l'ambassade d'Autriche

teurs sont autorisés à disposer pour secourir les membres dans la détresse : des prêts peuvent également être faits pour permettre à l'employé de se rendre peu à peu propriétaire de la maison qu'il habite.

Une autre société, la London Clerk's Association assure de plus contre le chômage la vieillesse, et procure aux patrons, sans aucun frais, des employés d'autant plus sérieux et capables que, n'entre pas qui vet dans cette association. Les renseignements pris sur le candidat doivent être bons, l'employé, au moment de sa présentation, doit se trouver depuis plus de douze mois dans la même place.

Avec une cotisation de 2 fr. par mois, subvention en cas de chômage se monte 20 francs par semaine pour le premier mois à 10 francs par semaine pour les neuf semaines suivantes, et à 5 francs par semaine pour les 13 suivantes.

Les membres qui atteignent soixante ans ont droit à la retraite, dans le m

Leguay, du 5^e, à Versailles; Marchal, du 5^e, à Versailles; Marcouire, du 2^e, à Montpellier; Caron, du 5^e, à Versailles; Chohey, du 2^e, à Montpellier; Ducrot, du 5^e, à Versailles; Le Chaton, du 6^e, à Angers; Gabert, du 7^e, à Avignon; Houberton, du 5^e, à Versailles; Froissart, du 6^e, à Angers; Lafon, du 2^e, à Montpellier; Gaillard, du 7^e, à Avignon; Feu, du 2^e, à Montpellier; Nivert, du 7^e, à Avignon; Lanote, du 3^e, à Arras; Guilhendou, du 3^e, à Arras; Dalenne, du 5^e, à Versailles; Picardat, du 3^e, à Arras.

EN MACÉDOINE

CONVERSATION AVEC M. BORIS SARAFFOFF

Les Réformes en Macédoine. — L'Accord turco-bulgare. — Le Rapprochement entre la Bulgarie et la Serbie. — L'Autonomie macédonienne.

DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER
(PAR LETTRE)

Budapest, 14 août.

J'ai eu récemment l'occasion d'interviewer, à Sofia, M. Boris Saraffoff, l'organisateur et le chef de l'« organisation intérieure macédonienne », dont on se rappelle le rôle prépondérant pendant la grande insurrection de l'année dernière. Ce jeune homme de trente-deux ans fera, certainement, encore beaucoup parler de lui.

Nous connaissant depuis cinq ans, nous avons causé longuement et familièrement, sous les grands arbres du parc Alexandre. Ce qu'il m'a dit de plus important est reproduit ci-après.

N'ayant ni à confirmer ni à infirmer les déclarations de M. Saraffoff, je me borne à les reproduire fidèlement. Mais je crois devoir appeler sur elles, car elles me semblent graves, l'attention des sphères compétentes :
Caveant consules !



Boris Saraffoff

M. Boris Saraffoff m'a parlé en ces termes :

— Les Turcs se sont entendus, suivant leur habitude, à réduire les réformes de Mürzsteg à leur minimum ; et encore ce minimum même n'est pas appliqué ! Voyez ce qui a été fait : non seulement les réformes ne sont pas introduites, mais encore la situation empire de jour en jour en Macédoine.

L'organisation de la gendarmerie, qui devait être la partie essentielle — le pivot — des réformes, n'avance guère. Les Turcs se sont bornés à enrôler un certain nombre de gens tarés qui leur servaient précédemment d'espions, et à leur donner des uniformes et des armes. Voilà tout.

Pareille gendarmerie ne peut naturellement profiter qu'au gouvernement ottoman, et nullement à la population macédonienne, qu'elle maintient sous son joug. D'ailleurs, comment cette institution pourrait-elle être de quelque utilité à la population, du moment qu'elle est dirigée de fait par des officiers turcs ?

On parle des officiers étrangers... Ils sont seulement vingt-cinq et dispersés d'un bout à l'autre du pays. Ils ne peuvent, pour ce double motif, ni contrôler le fonctionnement de la gendarmerie, ni empêcher les abus systématiques des autorités ottomanes.

SITUATION LAMENTABLE

Je vous le répète : la situation empire en Macédoine... Ces derniers temps, des bandes turques ont aussi commencé à parcourir le pays semant partout la terreur et les ruines. D'après des informations que j'ai tout lieu de croire exactes, ces bandes sont organisées et armées par l'inspecteur général, Hilmi pacha, lui-même. Il s'agit de terroriser la population d'une façon non officielle, et de l'obliger à émigrer ou à courber tout à fait la tête.

Au surplus, les abus et les excès ne sont pas rares dans la Turquie officielle également. Rappelez-vous l'incident de Gumendjé. Quelques hommes de notre organisation s'étant installés dans cette localité, le kaimakam, qui n'osait pas les attaquer directement, fit tuer plusieurs habitants et saccager les habitations les plus aisées. Puis trente-cinq maisons furent incendiées pour faire disparaître les traces du pillage. Et quelles mesures ont été prises ?... On dit que le kaimakam a été traduit devant les

tribunaux locaux ; les écoles bulgares ont été rouvertes ; mais, je vous en prie, à quoi peuvent servir les écoles dans ces temps terribles ?... La question macédonienne traverse maintenant sa période de révolution ; la population souffre de la faim et gémit sous l'oppression des autorités ; tous nos congénères éclairés et instruits pourrissent dans les cachots... Vraiment, le gouvernement bulgare n'a pas obtenu grand chose avec la réouverture des écoles !

Le cabinet Pétroff fait tout ce qu'il peut pour empêcher le passage d'armes et de substances explosibles en Turquie. Il en a certainement la bonne volonté, mais pas les moyens. Il lui faudrait, pour réussir, cent mille soldats le long de la frontière ; eh bien, il ne le saurait pas !... Au surplus, le gouvernement bulgare ne pourrait exercer absolument aucune influence sur les événements en Macédoine ; il a eu beau faire des efforts dans ce sens, l'organisation intérieure les a toujours contrecarrés avec succès. Il ne peut donc ni rétablir la tranquillité, ni soulever l'insurrection. Cela étant, les accords intervenus ou à intervenir entre la Bulgarie et la Turquie, au sujet de la question macédonienne, ne sauraient avoir aucune importance pratique.

Vous savez qu'il y a, à Sofia, un parti qui, d'accord avec certaines sphères officielles, cherche à traiter les affaires de Macédoine en se plaçant au point de vue national bulgare. Ce parti a pour chef le général Zontcheff et ne compte que dix à quinze officiers de réserve ; quant à son influence en Macédoine, elle s'arrête à quelques kilomètres de la frontière.

FAUSSES ACCUSATIONS

Profondément vexé de constater que tous ses efforts depuis trois ans sont demeurés complètement infructueux par suite de l'opposition de notre organisation, le général Zontcheff cherche maintenant à nous discréditer dans le pays et à l'étranger, en faisant dire à son journal *Riformi* que nous sommes des « massacreurs » et des « brigands ». Il prétend encore que j'aurais abusé des fonds du comité macédonien, bien que mes comptes aient été souvent contrôlés et trouvés en règle ; puis il a émis des accusations analogues contre des professeurs de la haute école de Sofia, chargés de distribuer les secours aux réfugiés... En un mot, le général Zontcheff s'attaque, à tort et à travers, à tout le monde. Nous le laissons dire et écrire ce qu'il veut, sans y faire attention. Vous connaissez le proverbe oriental : « Les chiens aboient, la caravane passe ! »

Pour ce qui est du rapprochement serbo-bulgare et de l'influence qu'il pourrait avoir sur la question macédonienne, je me borne à vous dire que c'est bien du bruit pour rien. Les hommes d'Etat serbes ne peuvent s'émanciper non plus de leurs aspirations nationales sur la Macédoine ; et je crois que c'est même la seule question où ils marchent fidèlement dans la voie tracée par feu le roi Milan. Mais, pour parler en toute sincérité, tant que la question nationale n'aura pas été éliminée, jamais les Bulgares et les Serbes ne pourront se mettre d'accord sur la Macédoine ».

En terminant l'entretien, M. Saraffoff m'a dit en guise de conclusion :

— Je ne me laisserai jamais de déclarer que, pour la grande majorité de nos congénères éclairés, la question macédonienne n'est pas une question nationale, mais une question sociale. Nous luttons pour l'autonomie de la Macédoine, et ne déposerons les armes que quand nous l'aurons obtenue. Plus la solution se fera attendre, plus le sang coulera. Veuillez bien le dire très haut et très nettement à l'Europe !

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

ORIENT

La regueme emotion provoquée par la reprise des massacres du Sassoun et par l'application dérisoire en Macédoine des réformes si insuffisantes du programme austro-russe s'est traduite non seulement par des débats dans les divers Parlements des pays libéraux d'Europe, mais par une conférence interparlementaire à Londres. Sur la convocation de l'Association anglo-américaine, dont le président est M. F. Stevenson, et avec le concours du Comité dit des Balkans, des représentants de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie, se sont réunis pour étudier les moyens d'obtenir la coopération effective des trois grandes puissances occidentales.

Un député anglais, M. Bryce, ex-sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, présidait avec, à la vice-présidence, un député français, M. Francis de Pressensé, et un grand nombre de membres des deux Chambres du Parlement britannique avaient tenu à honneur d'apporter à cette cause si digne d'intérêt l'appui de leur présence et de leur parole.

Après que le président et le vice-président eurent développé l'ordre du jour et tracé à larges traits le programme de l'action nécessaire, l'assemblée a successivement entendu des hommes comme l'évêque de Rochester, le docteur Talbot, un des chefs de la Haute-Eglise; l'évêque de Hereford, le docteur Percival, le vaillant champion de toutes les libertés; le comte d'Aberdeen, l'ancien vice-roi d'Irlande, deux fois gouverneur général du Canada, le fidèle disciple de Gladstone; le professeur Westlake, l'éminent maître du droit international; lord Stanmore, ex-gouverneur de colonies; sir John Kennaway, l'un des membres les plus respectés du parti conservateur aux Communes; sir Thomas Powell Buxton, le digne héritier d'un des grands noms de l'abolitionnisme; M. O'Connor Power, ancien député *home ruler* irlandais; M. T.-P. O'Connor, le spirituel journaliste et député; le docteur Agar Beet, l'un des représentants du non-conformisme. La France et l'Italie se sont associées à cet utile débat.

Ce qui est ressorti de cette conférence, c'est qu'il y a *unanimité* parmi les hommes politiques des trois nations libérales pour reconnaître l'urgence d'une action commune et énergique en Turquie. L'entente si heureusement et si cordialement rétablie entre les trois puissances, qui ne sauraient se brouiller sans le plus grave dommage pour la cause de la civilisation, du progrès et de l'humanité, doit tout ensemble s'affirmer et se consolider en servant au rétablissement de l'ordre et de la paix dans un empire que ne troublent et ne désolent que les folles entreprises du despotisme.

Il s'agit, non de mettre en péril un *statu quo* qu'à tort ou à raison la diplomatie envisage comme nécessaire à la sécurité et à l'équilibre de l'Europe, mais, en respectant les cadres territoriaux actuels, d'appliquer les dispositions d'un traité qui est la charte fondamentale et l'unique titre juridique de l'existence de la Turquie. Il s'agit de faire payer à une indépendance dont le sultan n'a su faire qu'un usage meurtrier la rançon d'une intégrité qui n'a d'autre objet et d'autre raison d'être que d'écarter les convoitises égoïstes.

Il s'agit, sans distinction de races ni de religions, de se servir des traités, notamment des articles 23 et 61 de celui de Berlin, pour assurer aux populations, sous le contrôle de l'Europe, les garanties élémentaires de la vie, de la sécurité et de la liberté. Sur tous ces points essentiels, un accord parfait s'est manifesté entre les délégués à la conférence.

Si réelle que soit l'importance d'une démonstration de ce genre qui atteste l'unité de sentiments et de vues des nations à la tête du progrès, l'objet propre de cette réunion n'était pas de témoigner une fois de plus d'un état d'âme bien connu: c'était d'organiser une action concertée et identique sur les gouvernements respectifs à l'effet d'encourager leurs bonnes volontés, de rallumer leur zèle et d'obtenir d'eux une démarche commune de nature à arracher à la Porte les révocations et les réformes nécessaires.

Lord Lansdowne, dans une communication officielle à la conférence, a pris, avec toute la prudence dont la diplomatie ne croit jamais devoir se départir, des engagements moraux qu'il dépend de l'opinion et d'elle seule de faire tenir. Il n'est pas permis de douter que M. Delcassé professe les mêmes sentiments, auxquels il a souvent donné une expression publique et officielle, et dont l'affirmation tout au moins théorique a honorablement distingué sa gestion de celle de certains de ses prédécesseurs.

A l'heure actuelle, devant la reprise de l'extermination systématique des Arméniens du Sassoun et devant la comédie manifeste des prétendues réformes macédoniennes, il faut et il suffit que les puissances libérales, avec la sanction d'ailleurs certaine des cabinets non inféodés à une triste politique de pourboires en Orient, se mettent d'accord sur les points suivants: révocation de Jekki pacha et de Ferid bey; — application de l'article 61 par l'exécu-

tion du protocole de 1895; — accroissement de la gendarmerie internationale en Macédoine; — institution d'un contrôle effectif dans les deux régions. Une fois ce modeste programme arrêté, il suffira de le signifier à la Porte et de lui faire entrevoir, en cas de résistance, une de ces démonstrations navales qui, depuis le traité de Berlin, ont à cinq reprises différentes été mises en œuvre et qui ont toujours réussi.

HHP.1402-9

Hongrie ont entretenu le ministre des affaires étrangères de la nécessité d'augmenter le nombre des officiers étrangers de la gendarmerie, afin d'étendre l'organisation appliquée au vilayet d'Andrinople.

٧٤٣٦ Constantinople, via Sofia, 15 juillet, 9 h. 20.
Un iradé accorde un nouveau délai d'un mois aux rebelles bulgares qui voudraient profiter de l'amnistie. Les ambassadeurs de Russie et d'Autriche-

TDVISAM

Kütüphanesi Arşivi

No HHP.1402-10

نامه مطبوعه سنه ۱۳۰۷
Sofia, 22 juillet, 9 h. 26.

La dislocation des rédifs semble devoir être une véritable comédie. On renvoie bien les rédifs de première classe, c'est-à-dire environ 100 bataillons mécontents et non payés, dont quelques-uns se sont mutinés, mais on les remplace déjà par les rédifs de seconde classe et les anciens islavés. Dans la Vieille-Serbie on ne conserve que quelques bataillons de nizams comme pour laisser libre carrière aux Albanais. Les puissances ont immédiatement protesté.

L'exarque bulgare à Constantinople, Mgr Joseph, a dû protester auprès de la Porte contre le fait que les prêtres et les maîtres d'écoles bulgares, rapatriés en Macédoine, sont empêchés d'exercer leurs fonctions par les autorités turques. C'est là un des vieux moyens de la diplomatie turque; on fait une concession en principe, quitte à ne pas l'exécuter dans la pratique. 4HP.1403-8

AFFAIRES DE MACÉDOINE

(Dépêches de nos correspondants particuliers)

Constantinople, *viâ* Sofia, 19 juillet, 9 h. 10.

Les dernières démarches des ambassadeurs d'Autriche et de Russie ont eu pour résultat un iradé du sultan qui ordonne d'étendre à dix villages du vilayet de Monastir le nouveau mode de perception des dîmes et d'apporter les meilleurs soins au choix des officiers de gendarmerie.

Sofia, 19 juillet, 9 h. 15.

Les nouvelles parvenues depuis quelques jours à Sofia des provinces macédoniennes deviennent inquiétantes. On prétend que le brigandage turc s'accroît, que les fugitifs rapatriés sont exposés à de nouvelles persécutions de la part des Turcs et que la population macédonienne (spécialement dans le district d'Ochrida) se trouve dans la plus grande misère. En présence de cette situation, les agitateurs des bandes qui travaillent à une nouvelle insurrection trouveraient de l'écho dans les masses de la population, de sorte que la possibilité d'un nouveau et grand soulèvement redeviendrait menaçante.

A la vérité l'agitation aurait moins de succès dans le vilayet de Monastir qui a été le plus éprouvé par les troubles de l'année dernière; mais dans les autres provinces il y aurait suffisamment de moyens pour arriver au but poursuivi. Les éléments extrêmes refuseraient de se soumettre à la direction suprême du mouvement qui voudrait éviter l'emploi de moyens condamnable ne pouvant que nuire à la cause macédonienne, et ils auraient l'intention d'agir pour leur propre compte. C'est à quelques-uns de ces exaltés qu'on attribue les derniers attentats qui ont été sévèrement blâmés à Sofia.

Salonique, 19 juillet, 8 h. 30.

Le bruit court que des bandes zonchevistes auraient attaqué des bandes de l'Organisation intérieure macédonienne. D'autre part des Bulgares auraient enlevé un jeune musulman âgé de quatorze ans, fils d'un notable musulman, et demandent une rançon considérable.

Ces bruits sont sans doute répandus par les Turcs et les Grecs pour exciter l'opinion européenne contre les Macédoniens Bulgares. A Constantinople, par contre, on fait courir le bruit que ce sont des excitations européennes, peut-être autrichiennes, qui font se réveiller les mouvements des bandes qu'on constate.

444. 1402 - 11

قائمه مقدمات
Constantinople, vid Sofia, 8 juillet, 9 h. 20.

Quoique le gouvernement ottoman ait décidé le licenciement de quatre divisions de 16 bataillons chacune parmi les troupes d'Anatolie actuellement en Macédoine, le ministre de la guerre a fait opposition, disant que ce serait double dépense, si les événements forçaient à les rappeler.

La réapparition de bandes d'insurgés vient appuyer cette opposition du ministre. Par exemple, samedi dernier, une bande bulgare a brûlé le village turc de Paskhakieuk, dans le district de Kuprili.

Beaucoup d'habitants ont péri dans les flammes. Ordre a été reçu de mobiliser immédiatement les « ilavehs » dans trois vilayets.

Sofia, 8 juillet, 8 heures.

HHP. 1402-12
Le journal officieux le *Novi-Vek* annonce que l'inspecteur général Hilmi pacha vient d'ordonner, par une circulaire aux autorités turques, d'empêcher les populations bulgares en Macédoine de reconnaître l'exarchat et de les engager à rester dans le patriarcat oecuménique. Bien que la grande majorité des Bulgares appartiennent à l'exarchat, cette mesure n'en risque pas moins de provoquer bien des désordres en Macédoine. Probablement la Porte cherche par là à donner aux Grecs une compensation pour les faveurs qu'elle a accordées récemment aux Roumains en faisant payer purement et simplement cette compensation par les Bulgares.

AFFAIRES DE MACÉDOINE

(Dépêche de notre correspondant particulier)

Sofia, 13 juillet, 8 h. 35.

Les attentats à la dynamite sur les lignes de chemin de fer de Macédoine se réduisent à deux, et sans présenter la gravité de celui du 26 août de l'année dernière où, à Kuleue-Bourgas, à 30 kilomètres d'Andrinople, six personnes furent tuées et dix-huit blessées.

Le premier attentat, qui a échoué d'ailleurs, comme je vous l'ai mandé hier, avait été préparé non pas à Kumanovo, près Uskub, mais à une cinquantaine de kilomètres de Salonique, entre Amatovo et Karasouli. Il fut découvert à temps. 10 à 15 kilogrammes de dynamite, reliés par des mèches, furent trouvés sur les rails.

Le second attentat a été exécuté non loin de Dédagatch, entre Badoma et Kirka-Kœj, sur un pont de deux mètres qu'on fit sauter, ce qui provoqua le déraillement d'un train mixte. La machine, le tender et six wagons furent fortement endommagés, et un garde-frein fut blessé.

Les attentats sont généralement réprochés à Sofia, non pas seulement par les Bulgares, mais par nombre de Macédoniens. Mais ils sont considérés en même temps, et ce point mérite d'être relevé, comme un signe grave de la possibilité prochaine d'un soulèvement, d'une insurrection même, que les extrémistes, qui agissent fort sur les populations, forceraient pour ainsi dire l'« Organisation intérieure » à

TDV İSAM

Kütüphanesi Arşivi

No HHP. 1402-13

26 Constantinople, *via* Sofia, 1^{er} août, 8 h. 45.

A Constantinople, on voit d'un œil très favorable la formation de petites bandes grecques (80 hommes environ), qui entrent en Macédoine pour combattre les actes de violence des insurgés bulgares contre l'élément grec. Ces bandes sont armées de fusils Gras et portent sur leurs coiffures ces trois lettres E. M. K. (*Ellenikon makedonika komitaton.*)

La police, sous prétexte que des hauts fonctionnaires turcs ont reçu des lettres de menace, a fait de nombreuses arrestations parmi les Arméniens de la capitale.

Sofia, 1^{er} août, 9 h. 15.

Les relations se tendent de nouveau entre la Turquie et la Bulgarie. D'après le cabinet de Sofia, la Porte a manqué à sa parole en n'exécutant que les points les plus insignifiants de l'arrangement Natchevitch et en laissant les plus importants en suspens. En outre la Turquie continue ses concentrations de troupes le long de la frontière bulgare. Tout récemment elle créait une nouvelle division de nizams avec siège à Kirkilissi, entre Andrinople et la mer.

La Porte se rend compte sans doute que ses projets contre la population bulgare en Macédoine amèneront des troubles, ou que ces troubles naitront par la force des choses, et qu'elle ne pourra plus compter, comme jadis, sur la bonne volonté du gouvernement bulgare. C'est pour cela qu'elle arme et qu'elle mobilise à outrance. Les rapports officiels entre la Turquie et la Bulgarie ne sont cependant pas mauvais.

HHP. 1402 - 14

TDV İSAM
Kütüphanesi Arşivi

No HHP. 1402-15

décréter. Les choses n'en sont pas encore là. L'« Organisation », malgré les difficultés qu'on lui oppose de toutes parts, surtout du côté des zontchevistes, ses plus grands ennemis en Macédoine, est encore maîtresse de la situation, mais en plein dans la période préparatoire de la révolution, elle ne juge pas encore le moment de l'action venu.

(Service Havas)

Vienne, 13 juillet.

La plupart des journaux s'occupent des attentats commis contre les chemins de fer en Macédoine.

Le *Fremdenblatt* dit que ces attentats ne compromettront pas l'œuvre des réformes. La seule impression que leurs auteurs produisent en Europe, c'est qu'ils méritent un châtement exemplaire.

La *Zeit* ne se montre pas trop pessimiste. Pourtant, selon elle, la diplomatie devrait se préoccuper davantage de trouver les moyens d'apaiser les esprits en Macédoine et en Bulgarie.

La *Deutsche Zeitung* dit qu'il n'y a pas lieu d'avoir de sérieuses craintes. Il est certain que les dispositions belliqueuses existent en Bulgarie et que la Turquie ne demanderait pas mieux que de châtier la Bulgarie; mais la décision des puissances qu'en cas de guerre aucun belligérant n'obtiendrait d'augmentation de territoire, suffit à écarter tout danger de guerre.

La *Reichswehr* trouve le programme de réformes insuffisant et critique la politique du comte Goluchowski.

La *Deutsches Tagblatt* demande que les auteurs des attentats soient traités comme de vulgaires anarchistes.

La *Wiener Morgen Zeitung* considère qu'il ne faut pas exagérer la situation et que la Macédoine va demeurer tranquille pendant quelque temps.

L'*Extrablatt* seul voit la situation en noir. « La moisson, dit-il, est terminée et l'insurrection va recommencer. »

Vienne, 13 juillet.

On mande de Sofia au *Neues Tagblatt* que Sarafof serait gravement malade.

Le chef de bandes Stojce, poursuivi depuis des années, vient de faire sa soumission à Uskub et renonce à la lutte.

تاریخچه

AFFAIRES DE MACÉDOINE

(Dépêches de nos correspondants particuliers)

Sofia, 13 août, 9 h. 15.

TDVISAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP.1402-

16

Du côté turc on assure que, d'après des lettres trouvées sur une institutrice bulgare, Mlle Cebkarof, récemment arrêtée à Salonique, les Macédoniens auraient le dessein de capturer prochainement un fonctionnaire des chemins de fer, ou un riche marchand, pour en obtenir une rançon considérable, comme on l'a fait avec Mrs Stone, et remplir à nouveau la caisse de l'« Organisation intérieure » que des dons et des collectes venues d'Angleterre alimentent habituellement, mais encore insuffisamment.

Salonique, 13 août, 8 h. 25.

L'inspecteur général Hilmi pacha s'étant rencontré dernièrement à Monastir, au consulat de Grèce, avec le métropolitain grec, Mgr Joachim, ce dernier s'est plaint de ce que les autorités turques restent témoins passifs des persécutions auxquelles les Grecs de Macédoine sont exposés. Et pourtant, l'année passée, les Grecs avaient, par leur attitude correcte, rendu des services signalés au gouvernement impérial. Hussein Hilmi fit observer que le clergé grec n'avait aucun droit de se plaindre de l'administration turque, grâce à laquelle seule il peut exister et agir. Le métropolitain répondit qu'au contraire les Turcs doivent au clergé grec, et à l'élément grec en général, que la Macédoine soit encore turque. Hussein Hilmi, que cette réponse mit dans une violente colère, quitta le consulat pour se plaindre du métropolitain dans un rapport au sultan.

Constantinople, *via* Vienne, 13 août, 9 h. 20.

Répondant à la dernière note de la Porte, les ambassadeurs d'Autriche et de Russie insistent sur l'augmentation des officiers de la gendarmerie en Macédoine, et se refusent à toute discussion.

AFFAIRES DE MACÉDOINE

TDV İSAM
Kütüphanesi Arşivi

(Dépêches de nos correspondants particuliers)

سوفيا

Sofia, 16 juillet, 8 h. 10.

L'organe gouvernemental le *Novek*, pourtant si favorable à la politique d'entente turco-bulgare, consacre un long article aux récents attentats qu'il déplore comme suscitant des représailles de la part des Turcs, comme arrêtant l'œuvre des réformes et, comme enlevant à la cause macédonienne les sympathies de l'Europe. Mais il termine cet article par ces mots bien significatifs :

« Il n'incombe aucune responsabilité à la Bulgarie du fait de ces attentats, sa frontière étant littéralement fermée aux révolutionnaires ; toute la responsabilité retombe sur la Turquie, qui se montre incapable d'empêcher ces attentats. »

Le langage sévère et tout nouveau de la part du cabinet Petrof-Petkof à l'égard de la Porte ne manquera certainement pas d'étonner, d'inquiéter même, mais il aura été très probablement tenu plutôt pour aller au-devant des accusations de la Porte que pour se livrer à des provocations contre elle.

Sofia, 16 juillet, 9 h. 15.

Les Turcs, depuis les derniers attentats, ont recommencé la série de leurs perquisitions et de leurs arrestations dans toute l'élite intellectuelle macédonienne, parmi les amnistiés, les rapatriés, etc., de façon qu'il ne restera bientôt plus à ceux-ci qu'à se jeter dans les bandes comme l'année dernière, puisque la Bulgarie leur est fermée, et à se lancer dans l'insurrection. Du reste pourraient-ils compter sur les agents civils austro-russes et les officiers européens auxquels l'inspecteur général, les Turcs et les Grecs cachent le véritable état des choses.

Le sultan et ses ministres accordent cependant depuis quelques jours toute leur attention non aux Macédoniens, mais aux Arméniens, à la suite des lettres de menaces du comité Hintchak, dans la crainte de nouveaux attentats à Constantinople même, comme en 1896, et de représailles et de massacres de chrétiens sans distinction par la populace musulmane.

No HHP.1402-17

Des toasts ont été portés à la santé du roi Christian, du président Loubet et des marines danoise et française.

Turquie HHP. 1452-18

Le marquis de Lansdowne vient d'adresser à M. Stevenson, député libéral et président de l'Association anglo-arménienne, une lettre sur la situation dans le district de Mouch. Lord Lansdowne dit :

Du dernier rapport du vice-consul de la Grande-Bretagne à Mouch, en date du 6 juillet, il résulte que la situation dans ce district s'est sensiblement améliorée. Le vice-consul annonce que les autorités turques s'attachent à subvenir aux besoins des réfugiés qui sont retournés chez eux, que l'on a nommé un fonctionnaire à l'effet de surveiller l'œuvre du rapatriement dans les villages, que le vali (gouverneur) s'est engagé à opérer l'arrestation d'un trop célèbre Kurde et d'autres mal-fauteurs de la région.

44P. 1402-79
DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

DES CORRESPONDANTS PARTICULIERS DU Temps

vienn Vienne, 29 juillet, 8 h. 40.

L'empereur François-Joseph et le roi Edouard seront accompagnés, lors de leur prochaine entrevue à Marienbad, de leurs ministres des affaires étrangères, le comte Goluchowski et le marquis de Lansdowne, ainsi que de l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne, sir F.-R. Plunkett. Aussi veut-on donner une signification politique à cette entrevue. Si tel devait être le cas, il ne pourrait être question entre l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie que des Balkans et de la Russie, mais sans parler de l'accord balkanique austro-russe de 1897. Il ne faut pas oublier que l'Angleterre a tout autant d'intérêt à tenir l'Autriche-Hongrie éloignée de Salonique que la Russie de Constantinople.

Sofia, 29 juillet, 9 h. 30.

On proteste avec la dernière énergie dans les mi-

FEUILLETON DU Temps

DU 30 JUILLET 1904

(2)

NOUVELLES DU JOUR

Le roi de Grèce est arrivé hier soir à Aix-les-Bains, accompagné de MM. de Thon, intendant général, de Reineck, Paoli et Poncet.

M. Mottet, maire d'Aix-les-Bains, a souhaité la bienvenue au roi. De nombreuses notabilités étaient venues sur le quai pour le saluer. La société de gymnastique formait la haie jusqu'à la sortie. Un bouquet a été offert au nom de la municipalité par une jeune pupille.

Le roi s'est rendu en landau avec sa suite à son hôtel. Les autorités et les invités suivaient dans quatre voitures.

La ville était brillamment pavoisée et illuminée; sur le parcours, la foule acclamait le roi.

La chambre de commerce d'Angoulême, désireuse de donner à M. Gérard, député de la Charente, un témoignage d'estime et de sympathie, a décidé de lui offrir un banquet à l'occasion de sa nomination de commissaire général adjoint du gouvernement français pour l'Exposition de Saint-Louis.

M. Gérard devant s'embarquer le 13 août prochain pour l'Amérique, ce banquet aura lieu lundi prochain 1^{er} août, à midi.

Le comité départemental de participation de la Charente à l'Exposition de Liège, dont M. Gérard est le vice-président, s'associera à cette manifestation à

Constantinople, vid Vienne, 27 juillet, 8 h. 35.

Le patriarcat œcuménique de Constantinople refusant toute concession aux Koutzo-Valaques de Macédoine, le gouvernement roumain s'est tourné vers la Porte pour en obtenir les plus indispensables.

Les Koutzo-Valaques, individuellement aussi bien que comme nation, ne sont pas reconnus officiellement en Turquie. Les inconvénients de cet état de choses ont été reconnus par la Roumanie et, au lieu d'attendre que le patriarcat change d'attitude ou que la Porte obtienne des concessions religieuses de la part du patriarcat, la Roumanie demande à la Porte pour les Koutzo-Valaques un *kapoukehaia* ou *vekil*, c'est-à-dire un « représentant laïque » auprès de la Porte.

L'avantage principal de la représentation civile consisterait en ce que le patriarcat œcuménique, voyant la Porte reconnaître officiellement les Koutzo-Valaques, serait obligé, s'il veut éviter une séparation schismatique, de renoncer à son attitude intransigeante.

HHP. 1402 - 20

La Porte a accueilli avec bienveillance la demande de la Roumanie, mais elle hésite encore par suite de certaines inquiétudes à y faire droit. Du côté roumain, on espère que cette demande sera appuyée par les cercles diplomatiques compétents.

On dit que le prince Ferdinand aura une entrevue avec Fethy pacha, ministre de Turquie à Belgrade et diplomate très distingué. Le bruit mérite d'être relevé, car il renferme en raccourci toute la politique étrangère actuelle de la Bulgarie : le cabinet de Sofia s'efforce, en effet, d'arriver à une entente avec la Turquie, sur la base de l'arrangement Natchevitch, encore incomplètement inexécuté. A défaut de cette entente, il voudrait en appeler non aux puissances réformatrices intéressées, mais aux puissances occidentales, et en particulier à l'Angleterre, qui montre le plus d'intérêt et le plus de sympathie à la cause macédonienne et à celle du bulgarisme.

lieux bulgares contre l'accusation, portée contre le gouvernement par les Turcs, de tolérer que des bandes se forment en Bulgarie et passent en Macédoine. Comment exiger que les Bulgares tiennent leur frontière fermée, alors que les Turcs n'y parviennent pas eux-mêmes, bien qu'ils aient toute une armée sur le pied de guerre en Macédoine et en particulier sur les frontières de Bulgarie?

On ajoute que depuis plusieurs mois les Macédoniens résidant en Bulgarie se montrent relativement très tranquilles, même Boris Sarafof, et qu'ils n'envoient que peu de bandes en Macédoine et, encore, homme par homme, pour maintenir les cadres de l'Organisation intérieure.

On a été quelque peu impressionné, ici, par le fait qu'une nouvelle division de nizams sera formée dans le corps d'armée d'Andrinople avec siège à Kirkilissé, point stratégique de la plus haute importance.

On ne cesse de compléter les armements en Bulgarie, malgré un désir très réel de s'entendre avec la Turquie, et on se préoccupe surtout en ce moment de l'acquisition en Allemagne de canons à tir rapide, car, dit-on, Berlin sert diplomatiquement à Constantinople de trait d'union entre la Bulgarie et la Turquie.

تاریخ ۳۱ جولائی ۱۹۰۲ء Constantinople, 31 juillet.

Le maréchal Abdoullah pacha, commandant militaire et vali intérimaire de l'Yémen, a été rappelé pour n'avoir pas su prévenir la famine et l'intervention anglaise pour venir au secours des affamés. Il est remplacé par le général Abdoullah, officier capable, ayant fait ses études en Allemagne. Il est parti mercredi par le yacht impérial.

HMP. 1402-23

Le gouvernement anglais ne jugerait pas urgent d'augmenter le nombre d'officiers étrangers de gendarmerie pour le district de Drama où, actuellement, cinq Anglais organisent la gendarmerie et la police.

H.P. 1402-24

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

DES CORRESPONDANTS PARTICULIERS DU Temps

سوفيا

Constantinople, via Sofia, 23 juillet, 8 h. 40.

Toutes les informations provenant de la Macédoine indiquent le profond découragement de la population et prévoient un soulèvement général pour la fin du mois d'août, après les récoltes.

Vienna 23 juillet 8 h. 40

تاریخ ۶ جولائی

Salonique, 6 juillet.

Suivant un ordre venu de Constantinople, le maréchal commandant le 3^e corps d'armée, a avisé la Compagnie des chemins de fer orientaux qu'elle eut à préparer du matériel pour transporter incessamment 25,000 hommes, sans doute à cause du licenciement des rédifs.

Hier, a Goumendjé, 20 insurgés, qui étaient cachés dans une maison bulgare, ont tué plusieurs des soldats qui les cernaient en lançant des bombes.

Une explosion de dynamite dans la maison cernée a tué tous les insurgés et a provoqué un incendie qui a détruit 39 maisons.

HHP. 1402-25

lation divisée, surtout par des questions religieuses. Il leur faut beaucoup de tact pour écouter toutes les plaintes sans épouser les querelles de parti. Il leur faut aussi bien mesurer leurs actes et leurs paroles pour ne donner lieu à aucune plainte de la part de l'autorité.

» Comprenez-vous aussi que ces officiers, étrangers aux mœurs et aux langues du pays, ont été accueillis par les indigènes comme des sauveurs, des protecteurs ? Ils ont été accablés de plaintes, de réclamations contre l'autorité locale, les soldats, la justice, les dimiers. On les a même priés de régler des questions d'intérêts particuliers.

» En hommes de cœur, ils ont accueilli les réclamants, ont pris les pétitions, sont intervenus auprès des autorités pour régler des questions locales. C'est alors qu'en haut lieu on s'est ému ; on a eu peur de voir les officiers étrangers s'immiscer dans les questions administratives. On a lancé alors la fameuse circulaire défendant aux autorités locales d'écouter les observations des officiers étrangers dont le seul rôle est d'instruire les gendarmes.

» Après bien des discussions, la question des pétitions est définitivement réglée ; mes officiers recevront toutes celles qui se présenteront, les classeront suivant leur objet, me les transmettront. Après les avoir annotées, j'expédierai celles qui se rapporteront à l'armée, à la gendarmerie, au général Degiorgis pacha, et les autres au consul de France à Salonique. Celui-ci les enverra à son tour aux agents civils.

» Voilà ce que nous avons fait jusqu'à ce jour : au point de vue matériel c'est peu, mais l'effet moral est énorme. »

Je crois devoir ajouter à ces déclarations si intéressantes du colonel Vêran les réflexions suivantes : Ce n'est que petit à petit que les réformes peuvent s'effectuer. Mais les officiers étrangers sont trop peu nombreux dans chaque secteur. Il faudrait un officier et un sous-officier par caza-arrondissement et même un agent civil relevant d'un agent placé auprès de chaque mutessarif. Tous ces fonctionnaires civils relèveraient des deux agents civils placés auprès d'Hilmi pacha.

Au premier abord cela paraît être la mainmise sur la Macédoine et vouloir enlever aux Turcs toute autorité. C'est une erreur. On a reconnu qu'il fallait d'urgence des réformes dans toutes les branches des administrations civiles et militaires ; dès lors qu'on prenne immédiatement des mesures énergiques pour réformer dans le plus court délai possible. Puis lorsque la machine gouvernementale turque fonctionnera sans trop de heurts, on pourra retirer tous les agents étrangers.

Il n'est pas admissible qu'au XX^e siècle, dans une partie de l'Europe, en Macédoine, il y ait des massacres en permanence. Il y a dans cette contrée une malheureuse population qui souffre et qu'il faut secourir. Ce ne sont pas des palliatifs qu'il faut employer, ce sont des remèdes énergiques.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

strielles ou commerciales ayant leur objet dans les pays où elle possède des établissements.

Un autre décret autorise la Banque de l'Afrique occidentale française à créer une succursale à Monrovia, capitale de la république de Libéria.

Guinée française

Le territoire de Lobé, dans le Fouta-Djallon, qui, pendant longtemps avait constitué une espèce de protectorat particulier, gouverné par le chef Alfa Yaya, a été divisé en un certain nombre de cercles et organisé d'une façon régulière au point de vue administratif. L'influence et les pouvoirs d'Alfa Yaya et de sa famille se trouvent par là même restreints dans une assez grande proportion.

HHP.1402-26

LETTRES DE MACEDOINE

نامه مخصوصه
نامه مخصوصه
(De notre correspondant particulier)

La réorganisation de la gendarmerie en Macédoine.
Une interview du colonel Vêran

C'est au moment où les ambassades des grandes puissances appuient la récente démarche de MM. de Calice et Zinoviev, insistant sur l'urgence de hâter la réorganisation de la gendarmerie en Macédoine, que j'ai cru intéressant d'aller faire une excursion dans le secteur français pour voir quels sont les résultats obtenus par le colonel Vêran.

Au point de vue de la réorganisation proprement dite, il a fait peu de chose, par suite de la lenteur administrative. Malgré cela, le colonel Vêran n'est pas resté inactif, et voici ce qu'il a fait :

Le colonel Vêran est un officier distingué, au caractère fortement trempé, que rien ne découragera et qui remplira jusqu'au bout la mission qu'on lui a confiée.

Aussitôt son arrivée à Serrès, le chef de la mission française a envoyé les officiers placés sous ses ordres dans leurs postes respectifs munis de cette seule consigne : observer attentivement, se rendre compte de la situation et se tenir sur une juste réserve.

Le colonel Vêran a parcouru, à cheval, la plus grande partie de son secteur ; il est allé voir chacun de ses officiers ; et voici comment il m'a retracé ses impressions de voyage :

« Mon secteur est traversé du nord au sud par la vallée de la Strouma, sauvagement pittoresque. Les routes sont rares et mal entretenues ; elles consistent, le plus souvent, en sentiers tracés au hasard, qui deviennent de vrais sentiers de chèvres, car ils courent sur les flancs des montagnes, longent des précipices très profonds. C'est par ces sentiers que les indigènes circulent. Les dangers sont fréquents ; mais les petits chevaux du pays sont tellement adroits, que les cavaliers peuvent se fier entièrement à eux. Vous devez comprendre combien les transactions commerciales sont difficiles dans ces conditions.

» Vous connaissez assez bien le pays pour savoir que l'on n'y trouve ni hôtels ni même la plus petite auberge ; et si les chambres des kans sont complètement dénuées de meubles, elles sont tellement garnies de vermine, qu'elles sont inhabitables, surtout en été.

» La plupart du temps, j'ai couché dehors ; et je dois dire que partout j'ai été accueilli aussi bien que possible ; car les villageois, quoique généralement pauvres, sont très hospitaliers. Partout aussi où j'ai rencontré des beys ou des officiers turcs, j'ai reçu la plus aimable hospitalité.

» J'ai été malheureusement obligé de constater combien l'autorité locale est dure envers ses administrés.

st
cl
d

el
v
r

al
la
A
It
p
à

ti
é
d

t
el
n
t

p

F
m
re
d

V
v
si
de
D
P
et
de
le
H
Q
P
tu

calculateurs de tout ordre qui
inscrivent le gouvernement et compte
n gouvernement pour faire et compte
Eglises et de l'Etat, les est aboutir le
sur le revenu

dres dans leurs postes respectifs munis de cette seule consigne : observer attentivement, se rendre compte de la situation et se tenir sur une juste réserve.

Le colonel Vêran a parcouru, à cheval, la plus grande partie de son secteur; il est allé voir chacun de ses officiers; et voici comment il m'a retracé ses impressions de voyage :

« Mon secteur est traversé du nord au sud par la vallée de la Strouma, sauvagement pittoresque. Les routes sont rares et mal entretenues; elles consistent, le plus souvent, en sentiers tracés au hasard, qui deviennent de vrais sentiers de chèvres, car ils courent sur les flancs des montagnes, longent des précipices très profonds. C'est par ces sentiers que les indigènes circulent. Les dangers sont fréquents; mais les petits chevaux du pays sont tellement adroits, que les cavaliers peuvent se fier entièrement à eux. Vous devez comprendre combien les transactions commerciales sont difficiles dans ces conditions.

« Vous connaissez assez bien le pays pour savoir que l'on n'y trouve ni hôtels ni même la plus petite auberge; et si les chambres des kans sont complètement dénudées de meubles, elles sont tellement garnies de vermine, qu'elles sont inhabitables, surtout en été.

« La plupart du temps, j'ai couché dehors; et je dois dire que partout j'ai été accueilli aussi bien que possible; car les villageois, quoique généralement pauvres, sont très hospitaliers. Partout aussi où j'ai rencontré des beys ou des officiers turcs, j'ai reçu la plus aimable hospitalité.

« J'ai été malheureusement obligé de constater combien l'autorité locale est dure envers ses administrés. Les beys exercent des droits qui rappellent ceux de nos anciens seigneurs féodaux. C'est vous dire combien est malheureuse cette population, soumise d'un côté aux vexations de fonctionnaires n'ayant d'autre règle de conduite que leur volonté; d'autre part, elle doit satisfaire les fantaisies des beys et s'incliner devant les exigences des fermiers des dîmes.

« Ce n'est pas tout encore; car ces pauvres villageois doivent, sous peine de mort, payer aux comités insurrectionnels, pour l'entretien des bandes, les redevances qui leur ont été imposées en farine, tabac, munitions et argent.

« Souvent poussés par le désespoir ou la misère, pour échapper à un emprisonnement arbitraire, ou pour se dérober à la rancune de leurs beys, nombre de paysans s'enfuient dans les montagnes, s'enrôlent dans les bandes, deviennent comitadjis. Et, une fois entrés dans cette voie, il leur est difficile de rentrer chez eux, l'autorité turque en ayant été avisée.

« Un jour, j'ai dit à quelques villageois : « Vous voulez être Bulgares, être annexés à la Bulgarie? — Oh! non... nous ne demandons pas cela; nous voulons rester Macédoniens; mais nous voulons être libres comme les paysans des autres pays. » Et je crois que c'est là l'opinion générale du pays.

« Une de mes plus pénibles impressions de ce voyage, me dit le colonel, est la suivante : on arrivant dans un village, près de Pétrich, j'ai vu dans une misérable cabane à demi incendiée une femme et ses deux enfants carbonisés; près de là un homme — le père — assassiné, ayant sur le front, le nez et la bouche trois cicatrices faites avec la pointe d'un poignard. On me dit que c'étaient des comitadjis qui avaient commis ces crimes et qu'ils avaient ainsi l'habitude de marquer les cadavres des gens condamnés à mort par leur tribunal. « C'est odieux, m'écriai-je; je n'appelle pas cela des exécutions politiques; ce sont des crimes de droit commun et leurs auteurs devraient être pendus comme de vulgaires assassins! »

« J'avais prononcé ces paroles avec intention, sachant très bien qu'il y avait là quelque comitadji qui les répéterait au comité.

« Je dois vous dire, pour être compréhensible, qu'un chef de bande, nommé Sandamki, s'érige en juge suprême, fait prononcer par une sorte de tribunal des condamnations à mort qu'il se charge de faire exécuter. Le condamné reçoit une lettre l'informant de la sentence de mort. Plusieurs personnes, que je pourrais vous désigner, sont venues me montrer une de ces lettres; elles me demandent protection, me suppliant de les protéger. Mais que puis-je faire seul! C'est une situation horrible. J'en ai informé le mutessarif de Serrès qui m'a répondu, en soulevant les épaules : « Je n'y puis rien! »

« Sandamki m'a fait parvenir une lettre ouverte qui est une protestation contre mes paroles citées plus haut. Voici le résumé de cette lettre :

1^{re} partie : Qui est-ce qui nous accuse de commettre des crimes? Ce sont les fonctionnaires de ce grand criminel qu'on appelle le sultan... etc., etc.

2^e partie : Que sommes-nous? Un Etat dans l'Etat; nous défendons le faible contre le fort; nous protégeons les opprimés, etc., etc. Nous avons notre législation, nos tribunaux légalement constitués; et les sentences que nous prononçons sont justes. Nous n'avons qu'une seule peine applicable : la mort.

3^e partie : On dit que nous sommes impitoyables; que nous tuons des femmes et des enfants; c'est vrai. Mais c'est par nécessité; car nous voulons épouvanter ceux qui ont l'intention de nous trahir.

« Sandamki termine sa lettre par ces mots : La mort! la mort! nous l'appliquerons dans toute sa rigueur! »

« Cette lettre ouverte n'a pas besoin de commentaires; elle est l'œuvre d'un exalté qui veut défendre et protéger des gens sans leur avoir demandé leur consentement.

« Mes officiers sont admirables de dévouement, car, comprenez leur existence au milieu d'une popu-



comme précédemment au versant nord-ouest des monts Fen-Choui-Ling. De part et d'autre du sommet de l'angle droit s'aligne une des deux armées de manœuvre, à gauche celle d'Oku, à droite celle de Nodzu; le jeu réciproque qu'elles ont essayé le 23 et le 24, et qu'elles continueront, consiste à agir l'une de front, l'autre de flanc, pour évincer progressivement les Russes de la vallée du Liao. Cette pression alternative s'exercera ici d'autant plus aisément que le couloir où les Russes sont engagés est en réalité un cul-de-sac; ayant les Japonais en tête et sur la gauche, ils ont les Chinois sur le flanc droit, et bien que séparés d'eux par le fleuve, les circonstances ne sont plus telles qu'ils puissent les négliger tout à fait.

C'est ici un autre aspect, le principal peut-être, de la question. Il est clair que l'intérêt des Russes aurait été d'empêcher ce contact des Chinois avec les Japonais et cette jonction de deux nations jaunes faite sur un champ de bataille évacué par eux; la preuve que le général Kourapatkine appréciait sagement cet intérêt est sa longue résistance (du 20 juin au 24 juillet) devant Kai-Ping et devant Ta-Ché-Kiao. Raisons politiques et raisons militaires abondaient dans son esprit pour justifier cette attitude. Pour ne parler que de celles-ci, il désirait garder avec Port-Arthur la communication intermittente que permettait la libre disposition d'In-Kéou; parfois, un navire de guerre, — tel le *Lieutenant Bourakov*, le 29 juin, — apportait des nouvelles de la place, et l'on expédiait journellement des jonques, qui la ravitaillaient par la baie du Pigeon. Ce dernier profit, effet du commandement relatif que la flotte russe de Port-Arthur exerçait encore sur les eaux du golfe du Liao-Toung, est définitivement perdu. D'un autre côté, l'action de cette flotte est sans portée sur la ligne de communication japonaise, car cette ligne ne passe plus par le détroit du Pé-Tchi-Li; elle évient purement terrienne, à partir du moment où les Japonais sont maîtres du bas Liao. Cette région très peuplée, très riche, réunie avec la Chine à la fois par la mer et par le chemin de fer, peut les nourrir; ils en savent tou-

BERNET.

L'ASSASSINAT DE M. PLEVHE

L'attentat dans lequel M. Plevhe a trouvé la mort a eu lieu au moment où la voiture du ministre de l'intérieur passait dans la perspective Ismailovski et arrivait à la tête du pont qui conduit à la gare de Varsovie. Un jeune homme qui surveillait la rue attentivement sortit d'un restaurant et lança une bombe qui tomba dans la voiture ou sous elle.

Une explosion étourdissante eut lieu. Dès que la fumée se fut un peu dissipée, on aperçut une voiture complètement détruite et les restes d'un homme reposant sur le dos. Le corps était dans un état terrible: le visage était difficile à reconnaître. Des éclats de bois de la voiture avaient pénétré dans le corps.

Le cadavre du cocher avait été projeté à une distance de 25 mètres. Les chevaux vivaient encore, mais ils se débattaient dans les dernières étreintes de l'agonie. Plusieurs pavés ont été déchaussés et lancés à droite et à gauche.

L'endroit où s'est produit l'explosion est très passant et plusieurs personnes ont été blessées. Parmi elles deux officiers, un réserviste, une femme et un enfant.

Un fait curieux qui a, paraît-il, beaucoup impressionné la population, c'est que, quoique toutes les façades vitrées de la station de Varsovie et les fenêtres des maisons voisines aient été brisées, la chapelle qui se trouve en face de la gare n'a subi aucun dégât.

Le corps de M. Plevhe a été transporté chez lui. La maison était vide, sa femme et sa fille étant parties la veille à la campagne.

Les prières mortuaires à la maison du ministre de l'intérieur ont été dites dans la soirée en présence du grand-duc Alexis représentant l'empereur, de toutes les sommités officielles, des membres du corps diplomatique et notamment de l'ambassadeur de France, M. Bompard avec le personnel de l'ambassade.

Dans une vaste salle transformée en chapelle ardente, le cercueil repose sous un catafalque décoré de fleurs et de plantes exotiques. Le visage de M. Plevhe étant affreusement mutilé est, contrairement à l'usage russe, dissimulé par des voiles aux regards du public.

Une foule considérable stationne aux abords de la maison.

L'événement a été caché à l'impératrice à cause de l'imminence de ses couches.

La gérance du ministère de l'intérieur sera exercée, à titre intérimaire, par le sénateur M. Dournovo, adjoint de M. Plevhe.

A deux heures de l'après-midi, au moment où le ministre de la justice, M. Mouaviev, se rendait à Péterhof pour faire son rapport, la glace de son compartiment a été brisée d'un coup de pierre. On n'a pas découvert l'individu qui l'a lancée.

L'assassin

L'auteur de l'attentat a été lui-même blessé par son engin. Il a essayé de s'enfuir, mais les forces lui ont manqué et il s'est affaissé sur le trottoir. Il était très grièvement blessé à l'œil et au ventre. Il a été transporté à l'hôpital Alexandre, mais on n'est pas certain de pouvoir le sauver.

Il a cependant subi un premier interrogatoire au cours duquel il a refusé de donner son nom.

On suppose qu'il a des complices, sans en être absolument certain. Plusieurs personnes soupçonnées ont été arrêtées. Au moment de l'attentat, le meurtrier portait un costume d'employé de chemin de fer. On croit généralement que c'était pour donner le change. La nature de l'engin est encore mal connue, il paraît que c'était une boîte en fer blanc de forme allongée.

La police russe savait depuis longtemps que des complots nombreux et divers étaient tramés contre

ment à l'usage russe, dissimulé par des voiles aux regards du public.

Une foule considérable stationne aux abords de la maison.

L'événement a été caché à l'impératrice à cause de l'imminence de ses couches.

La gérance du ministère de l'intérieur sera exercée, à titre intérimaire, par le sénateur M. Dournovo, adjoint de M. Plevhe.

A deux heures de l'après-midi, au moment où le ministre de la justice, M. Mouaviev, se rendait à Péterhof pour faire son rapport, la glace de son compartiment a été brisée d'un coup de pierre. On n'a pas découvert l'individu qui l'a lancée.

L'assassin

L'auteur de l'attentat a été lui-même blessé par son engin. Il a essayé de s'enfuir, mais les forces lui ont manqué et il s'est affaissé sur le trottoir. Il était très grièvement blessé à l'œil et au ventre. Il a été transporté à l'hôpital Alexandre, mais on n'est pas certain de pouvoir le sauver.

Il a cependant subi un premier interrogatoire au cours duquel il a refusé de donner son nom.

On suppose qu'il a des complices, sans en être absolument certain. Plusieurs personnes soupçonnées ont été arrêtées. Au moment de l'attentat, le meurtrier portait un costume d'employé de chemin de fer. On croit généralement que c'était pour donner le change. La nature de l'engin est encore mal connue, il paraît que c'était une boîte en fer blanc de forme allongée.

La police russe savait depuis longtemps que des complots nombreux et divers étaient tramés contre M. Plevhe. Récemment, elle en découvrit un et arrêta cinq personnes portant des bombes sur le trajet qui devait parcourir la voiture du ministre de l'intérieur.

Les visites domiciliaires chez toutes les personnes connues pour leurs opinions avancées ou soupçonnées de tendances révolutionnaires ont commencé dès hier.

A Saint-Petersbourg

Une grande foule stationne aux environs de la perspective Ismailovsky où eut lieu l'attentat. Elle est contenue par des forces de police importantes. Mais, à part ce rassemblement, l'aspect de tous les autres quartiers de la ville est absolument normal; il n'y a aucun attroupement et la circulation est celle des jours ordinaires.

Dans la haute société de Saint-Petersbourg, l'attentat d'hier a causé une émotion très considérable.

Les condoléances

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, après avoir vu, hier, le président de la République et avoir été ensuite, ainsi que nous l'avons dit, exprimer au chargé d'affaires de Russie les sympathies du président de la République et du gouvernement français, a, en outre, télégraphié à M. Bompard, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, pour le charger de transmettre ses condoléances et les

lettres quelconques par un valet de pied indifférent et impassible.

Tout d'abord, elle ne comprit rien à ce qu'on lui écrivait. Les deux lettres, l'une du notaire, l'autre de la main de Joachim lui-même, étaient écrites en allemand, et l'allemand d'Anna était fort rudimentaire. Cependant à force de relire les phrases interminables, leur sens se dégagait clairement, et le fait s'affirmait, incroyable mais certain. Le cher oncle, le généreux oncle qui la taçait pour ses velléités d'indépendance, c'était lui qui la lui conférait! Béni! trois fois béni soit-il! Il lui était mille fois plus doux de la recevoir de lui que de tout autre.

Les mains tremblantes, les yeux baignés de larmes, elle relisait, sans se lasser les lignes précieuses. L'épître était caractéristique :

« Puisque, avec un entêtement inconcevable, » et qu'il blâmait sévèrement, Anna refusait de » se marier; puisque, rebelle aux conseils de » ses proches, elle déployait cette obstination » héréditaire, admirable chez les guerriers de » sa race, mais déplacée chez la femme, dont le » rôle, ici-bas, est d'être docile et conciliante; » puisque, enfin, il lui paraissait démontré, à » lui, Joachim, que, placée comme elle l'était » au foyer troublé de son frère, Anna ne pou- » vait être heureuse; estimant, au surplus, » qu'il était au-dessous de la dignité de la fille » de feu sa sœur, de vivre à la charge de cette » oie plébéienne, la *née* Dobbs; pour toutes ces » causes, l'oncle Joachim avait résolu de rendre » sa nièce indépendante de ladite Dobbs et du » monde entier, en lui laissant l'absolue pro- » priété du petit domaine qu'il s'était constitué » près de Stralsund. Le bien était florissant, fa- » cile à gérer, pourvu d'un régisseur capable, » qu'il l'engageait à garder; et donnait, bon ou » mal an, quarante mille mark. Il espérait » qu'après sa mort Anna viendrait prendre sa » place à Kleinwald avec une dame de com- » pagnie allemande; qu'elle y épouserait en » temps voulu, quelque bon gentilhomme du » terroir; et que, fixée pour toujours sur la » terre de ses ancêtres maternels, elle y adop- » terait naturellement ces bonnes vieilles cou- » tumes de simplicité, de travail et d'utilité, cette » vie « meilleure » qui est la gloire de la vraie » *Hausfrau* allemande. »

Suivait un portrait triomphant de cette Haus-
frau, gardienne des bonnes traditions soumise
à l'homme son supérieur. active, frugale, dé-

lation divisée, surtout par des questions religieuses. Il leur faut beaucoup de tact pour écouter toutes les plaintes sans épouser les querelles de parti. Il leur faut aussi bien mesurer leurs actes et leurs paroles pour ne donner lieu à aucune plainte de la part de l'autorité.

» Comprenez-vous aussi que ces officiers, étrangers aux mœurs et aux langues du pays, ont été accueillis par les indigènes comme des sauveurs, des protecteurs? Ils ont été accablés de plaintes, de réclamations contre l'autorité locale, les soldats, la justice, les dimiers. On les a même priés de régler des questions d'intérêts particuliers.

» En hommes de cœur, ils ont accueilli les réclamaux, ont pris les pétitions, sont intervenus auprès des autorités pour régler des questions locales. C'est alors qu'en haut lieu on s'est ému; on a eu peur de voir les officiers étrangers s'immiscer dans les questions administratives. On a lancé alors la fameuse circulaire défendant aux autorités locales d'écouter les observations des officiers étrangers dont le seul rôle est d'instruire les gendarmes.

» Après bien des discussions, la question des pétitions est définitivement réglée; mes officiers recevront toutes celles qui se présenteront, les classeront suivant leur objet, me les transmettront. Après les avoir annotées, j'expédierai celles qui se rapporteront à l'armée, à la gendarmerie, au général Degiorgis pacha, et les autres au consul de France à Salonique. Celui-ci les enverra à son tour aux agents civils.

» Voilà ce que nous avons fait jusqu'à ce jour: au point de vue matériel c'est peu, mais l'effet moral est énorme.»

Je crois devoir ajouter à ces déclarations si intéressantes du colonel Vêran les réflexions suivantes: Ce n'est que petit à petit que les réformes peuvent s'effectuer. Mais les officiers étrangers sont trop peu nombreux dans chaque secteur. Il faudrait un officier et un sous-officier par caza-arrondissement et même un agent civil relevant d'un agent placé auprès de chaque mutessarif. Tous ces fonctionnaires civils relèveraient des deux agents civils placés auprès d'Hilmi pacha.

Au premier abord cela paraît être la mainmise sur la Macédoine et vouloir enlever aux Turcs toute autorité. C'est une erreur. On a reconnu qu'il fallait d'urgence des réformes dans toutes les branches des administrations civiles et militaires; dès lors qu'on prenne immédiatement des mesures énergiques pour réformer dans le plus court délai possible. Puis lorsque la machine gouvernementale turque fonctionnera sans trop de heurts, on pourra retirer tous les agents étrangers.

Il n'est pas admissible qu'au XX^e siècle, dans une partie de l'Europe, en Macédoine, il y ait des massacres en permanence. Il y a dans cette contrée une malheureuse population qui souffre et qu'il faut secourir. Ce ne sont pas des palliatifs qu'il faut employer, ce sont des remèdes énergiques.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

strielles ou commerciales ayant leur objet dans les pays où elle possède des établissements.

Un autre décret autorise la Banque de l'Afrique occidentale française à créer une succursale à Monrovia, capitale de la république de Libéria.

Guinée française

Le territoire de Lobé, dans le Fouta-Djallon, qui, pendant longtemps avait constitué une espèce de protectorat particulier, gouverné par le chef Alfa Yaya, a été divisé en un certain nombre de cercles et organisé d'une façon régulière au point de vue administratif. L'influence et les pouvoirs d'Alfa Yaya et de sa famille se trouvent par là même restreints dans une assez grande proportion.

HHP.1402-26

LETTRES DE MACEDOINE

كاتبه
نائبه
(De notre correspondant particulier)

La réorganisation de la gendarmerie en Macédoine. Une interview du colonel Vêran

C'est au moment où les ambassades des grandes puissances appuient la récente démarche de MM. de Calice et Zinoviev, insistant sur l'urgence de hâter la réorganisation de la gendarmerie en Macédoine, que j'ai cru intéressant d'aller faire une excursion dans le secteur français pour voir quels sont les résultats obtenus par le colonel Vêran.

Au point de vue de la réorganisation proprement dite, il a fait peu de chose, par suite de la lenteur administrative. Malgré cela, le colonel Vêran n'est pas resté inactif, et voici ce qu'il a fait :

Le colonel Vêran est un officier distingué, au caractère fortement trempé, que rien ne découragera et qui remplira jusqu'au bout la mission qu'on lui a confiée.

Aussitôt son arrivée à Serrès, le chef de la mission française a envoyé les officiers placés sous ses ordres dans leurs postes respectifs munis de cette seule consigne : observer attentivement, se rendre compte de la situation et se tenir sur une juste réserve.

Le colonel Vêran a parcouru, à cheval, la plus grande partie de son secteur; il est allé voir chacun de ses officiers; et voici comment il m'a retracé ses impressions de voyage :

« Mon secteur est traversé du nord au sud par la vallée de la Strouma, sauvagement pittoresque. Les routes sont rares et mal entretenues; elles consistent, le plus souvent, en sentiers tracés au hasard, qui deviennent de vrais sentiers de chèvres, car ils courent sur les flancs des montagnes, longent des précipices très profonds. C'est par ces sentiers que les indigènes circulent. Les dangers sont fréquents; mais les petits chevaux du pays sont tellement adroits, que les cavaliers peuvent se fier entièrement à eux. Vous devez comprendre combien les transactions commerciales sont difficiles dans ces conditions.

» Vous connaissez assez bien le pays pour savoir que l'on n'y trouve ni hôtels ni même la plus petite auberge; et si les chambres des kans sont complètement dénuées de meubles, elles sont tellement garnies de vermine, qu'elles sont inhabitables, surtout en été.

» La plupart du temps, j'ai couché dehors; et je dois dire que partout j'ai été accueilli aussi bien que possible; car les villageois, quoique généralement pauvres, sont très hospitaliers. Partout aussi où j'ai rencontré des beys ou des officiers turcs, j'ai reçu la plus aimable hospitalité.

» J'ai été malheureusement obligé de constater combien l'autorité locale est dure envers ses administrés. Les habitants qui rappellent

et qui remplira jusqu'au bout la mission qu'on lui a confiée.

Assitôt son arrivée à Serrès, le chef de la mission française a envoyé les officiers placés sous ses ordres dans leurs postes respectifs munis de cette seule consigne : observer attentivement, se rendre compte de la situation et se tenir sur une juste réserve.

Le colonel Vêran a parcouru, à cheval, la plus grande partie de son secteur ; il est allé voir chacun de ses officiers ; et voici comment il m'a retracé ses impressions de voyage :

« Mon secteur est traversé du nord au sud par la vallée de la Strouma, sauvagement pittoresque. Les routes sont rares et mal entretenues ; elles consistent, le plus souvent, en sentiers tracés au hasard, qui deviennent de vrais sentiers de chèvres, car ils courent sur les flancs des montagnes, longent des précipices très profonds. C'est par ces sentiers que les indigènes circulent. Les dangers sont fréquents ; mais les petits chevaux du pays sont tellement adroits, que les cavaliers peuvent se fier entièrement à eux. Vous devez comprendre combien les transactions commerciales sont difficiles dans ces conditions.

« Vous connaissez assez bien le pays pour savoir que l'on n'y trouve ni hôtels ni même la plus petite auberge ; et si les chambres des kans sont complètement dénuées de meubles, elles sont tellement garnies de vermine, qu'elles sont inhabitables, surtout en été.

« La plupart du temps, j'ai couché dehors ; et je dois dire que partout j'ai été accueilli aussi bien que possible ; car les villageois, quoique généralement pauvres, sont très hospitaliers. Partout aussi où j'ai rencontré des beys ou des officiers turcs, j'ai reçu la plus aimable hospitalité.

« J'ai été malheureusement obligé de constater combien l'autorité locale est dure envers ses administrés. Les beys exercent des droits qui rappellent ceux de nos anciens seigneurs féodaux. C'est vous dire combien est malheureuse cette population, soumise d'un côté aux vexations de fonctionnaires n'ayant d'autre règle de conduite que leur volonté ; d'autre part, elle doit satisfaire les fantaisies des beys et s'incliner devant les exigences des fermiers des dimes.

« Ce n'est pas tout encore ; car ces pauvres villageois doivent, sous peine de mort, payer aux comités insurrectionnels, pour l'entretien des bandes, les redevances qui leur ont été imposées en farine, tabac, munitions et argent.

« Souvent poussés par le désespoir ou la misère, pour échapper à un emprisonnement arbitraire, ou pour se dérober à la rancune de leurs beys, nombre de paysans s'enfuient dans les montagnes, s'enrôlent dans les bandes, deviennent comitadjis. Et, une fois entrés dans cette voie, il leur est difficile de rentrer chez eux, l'autorité turque en ayant été avisée.

« Un jour, j'ai dit à quelques villageois : « Vous voulez être Bulgares, être annexés à la Bulgarie ? — Oh ! non... nous ne demandons pas cela ; nous voulons rester Macédoniens ; mais nous voulons être libres comme les paysans des autres pays. » Et je crois que c'est là l'opinion générale du pays.

« Une de mes plus pénibles impressions de ce voyage, me dit le colonel, est la suivante : en arrivant dans un village, près de Pétrich, j'ai vu dans une misérable cabane à demi incendiée une femme et ses deux enfants carbonisés ; près de là un homme — le père — assassiné, ayant sur le front, le nez et la bouche trois cicatrices faites avec la pointe d'un poignard. On me dit que c'étaient des comitadjis qui avaient commis ces crimes et qu'ils avaient ainsi l'habitude de marquer les cadavres des gens condamnés à mort par leur tribunal. « C'est odieux, m'écriai-je ; je n'appelle pas cela des exécutions politiques ; ce sont des crimes de droit commun et leurs auteurs devraient être pendus comme de vulgaires assassins ! »

« J'avais prononcé ces paroles avec intention, sachant très bien qu'il y avait là quelque comitadjî qui les répéterait au comité.

« Je dois vous dire, pour être compréhensible, qu'un chef de bande, nommé Sandamki, s'érige en juge suprême, fait prononcer par une sorte de tribunal des condamnations à mort qu'il se charge de faire exécuter. Le condamné reçoit une lettre l'informant de la sentence de mort. Plusieurs personnes, que je pourrais vous désigner, sont venues me montrer une de ces lettres ; elles me demandent protection, me suppliant de les protéger. Mais que puis-je faire seul ! C'est une situation horrible. J'en ai informé le mutessarif de Serrès qui m'a répondu, en soulevant les épaules : « Je n'y puis rien ! »

« Sandamki m'a fait parvenir une lettre ouverte qui est une protestation contre mes paroles citées plus haut. Voici le résumé de cette lettre :

1^{re} partie : Qui est-ce qui nous accuse de commettre des crimes ? Ce sont les fonctionnaires de ce grand criminel qu'on appelle le sultan... etc., etc.

2^e partie : Que sommes-nous ? Un Etat dans l'Etat ; nous défendons le faible contre le fort ; nous protégeons les opprimés, etc., etc. Nous avons notre législation, nos tribunaux légalement constitués ; et les sentences que nous prononçons sont justes. Nous n'avons qu'une seule peine applicable : la mort.

3^e partie : On dit que nous sommes impitoyables ; que nous tuons des femmes et des enfants ; c'est vrai. Mais c'est par nécessité ; car nous voulons épouvanter ceux qui ont l'intention de nous trahir.

« Sandamki termine sa lettre par ces mots : La mort ! la mort ! nous l'appliquerons dans toute sa rigueur ! »

« Cette lettre ouverte n'a pas besoin de commentaires ; elle est l'œuvre d'un exalté qui veut défendre et protéger des gens sans leur avoir demandé leur consentement.

« Mes officiers sont admirables de dévouement, car, comprenez leur existence au milieu d'une popu-

Belgrade, 23 août, 8 h. 40.

Malgré les démentis turcs il se confirme que les Albanais, dirigés par le chef Suleiman Batacha, se sont soulevés de nouveau dans les environs d'Ipek, l'ancien siège du patriarcat, sous le prétexte vrai ou faux de s'opposer aux réformes, et qu'ils massacrent les malheureux Serbes déjà réduits de plus d'un tiers en Vieille-Serbie. Les réformes dans ces contrées n'ont guère été appliquées jusqu'ici, quoi qu'affirme l'inspecteur général Hilmi Pacha, le sultan ayant à ménager la garde du corps albanaise qui l'entoure à Yildiz-Kiosk à la façon des anciens janissaires.

Quant aux réformes relatives à la gendarmerie européenne, il suffira de rappeler qu'elles sont confiées précisément, dans les contrées voisines de la Bosnie-Herzégovine, à des officiers austro-hongrois ayant ordre de traiter les Albanais en clients de l'Autriche-Hongrie.

En tout cas, on avoue aujourd'hui que le vali de Kossovo s'est porté en toute hâte de sa personne d'Uskub à Ipek, en envoyant dans cette ville des renforts de troupes venant de Pristina et de Mitrovitza, et de différentes localités situées dans la plaine de Kossovo.

A Belgrade, on se montre très alarmé pour les frères de la Vieille-Serbie, plus que jamais livrés sans armes aux furies albanaises.

HHF. 1602-27

26

HHF.1402-28

Constantinople, *via* Sofia, 3 août, 8 h. 35.

La Porte, objectant l'état des finances, refuse de consentir à l'augmentation des officiers de la gendarmerie en Macédoine, mais l'Autriche et la Russie déclarent qu'elles enverront quand même de nouveaux officiers.

Les consuls de Macédoine ne tenant aucun compte des recommandations de l'inspecteur général de la Roumélie de ne pas s'aventurer sans escorte hors des villes, la Porte a remis aujourd'hui aux ambassadeurs une circulaire les priant d'ordonner à leurs consuls de suivre les recommandations du gouvernement turc, les bandes bulgares projetant l'enlèvement d'un consul.

218 Vienne, 31 août.

La *Zeit* publie une interview d'un consul d'une grande puissance en Macédoine.

Le personnage interviewé se montre très optimiste sur la situation en Macédoine. « Si l'œuvre de réformes marche lentement, a-t-il dit, je suis pourtant assuré du succès définitif. Nous avons fait déjà beaucoup la première année, et l'amélioration de la situation est déjà très sensible ».

HHP. 1402-29

Constantinople, *via* Sofia, 7 août, 9 h. 10.

La Porte a répondu à la note austro-russe relative à l'augmentation des officiers de la gendarmerie en Macédoine. Elle expose qu'il est inutile de mettre les finances du gouvernement turc dans un plus grand embarras.

La Turquie envoie une mission, à la tête de laquelle se trouve le colonel d'état-major Pertew bey, en Mandchourie, pour suivre du côté japonais les opérations de la guerre.

HHF. 1402-30

tons un instant que Bulgares, Serbes et Monténégrins aient une chance extraordinaire dans leur action, qu'ils soient remarquablement servis par les circonstances et qu'ils parviennent à absorber la Macédoine. C'est ici que l'alliance se trouverait rompue du jour au lendemain, car les intérêts politiques bulgares et serbes sont absolument, radicalement opposés en Macédoine et avec la meilleure volonté du monde il serait impossible de les concilier. Les Bulgares prétendent étendre leur influence sur toute la Macédoine et l'on connaît les prétentions des Serbes sur la Vieille-Serbie. Les alliés finiraient par une mêlée générale, dont les Grecs et les Albanais sauraient profiter sans doute pour s'affranchir de toute influence slave.

Voilà pourquoi nous ne croyons guère, pour notre part, au succès de cette entente serbo-bulgare, qui sera toujours factice, qui n'aura jamais qu'un caractère provisoire et qui se modifiera avec les circonstances pour dégénérer finalement en une charge qui pèsera lourdement sur les deux petites nations.

A propos de la Bulgarie, il convient de noter que le gouvernement de Sofia s'efforce essentiellement de mettre en valeur l'armée bulgare. Ainsi les grandes manœuvres qui auront lieu en automne seront faites par un nombre considérable de troupes et elles seront dirigées par le prince Ferdinand en personne, assisté du ministre de la guerre et du chef de l'état-major général, si bien que cela donne l'impression d'une répétition générale avant la mise en campagne.

D'autre part, le gouvernement bulgare a commandé en France 108 batteries d'artillerie, à 4 canons par batterie, le tout livrable dans une période de quatre années. Ces nouveaux armements sont-ils nécessaires à la mise en défense de la principauté ? On a quelque peine à le croire et il semble plutôt que la Bulgarie continue à se préparer à la guerre, cela malgré les déclarations officielles faites ces temps derniers.

Il est impossible que l'on n'interprète pas à Constantinople ces démonstrations comme des menaces et il ne faut pas s'étonner, après cela, que les relations entre la Turquie et la Bulgarie deviennent de plus en plus difficiles.

plications peuvent se produire a chaque instant.

*independance
Belge 29 août 1904*

Voici qu'on se remet à parler d'une entente serbo-bulgare dans laquelle une place serait réservée au Monténégro. Depuis deux ou trois ans, ce projet est à l'ordre du jour et l'on y revient périodiquement, mais sans apporter, il faut bien en convenir, quelque chose de nouveau. Certes, le prince Ferdinand et le roi Pierre ont fait un effort ces temps derniers et les démonstrations qui ont eu lieu à Belgrade et à Sofia prouvent que cette alliance est dans les vœux des deux peuples, mais cela ne suffit pas pour qu'on puisse la réaliser ainsi de but en blanc. Une telle entente doit être basée sur des intérêts communs et il n'y en a guère jusqu'ici. Alors on veut en créer, on veut établir des liens économiques entre les deux nations. Le roi Pierre et le prince Ferdinand s'en étaient occupés lors de leur entrevue de Nisch et il paraît que les ministres des affaires étrangères et des finances des deux Etats en ont longuement parlé au cours de leur villégiature commune à Carlsbad et à Marienbad, si bien que l'on espère que cette entente économique aboutira dans un avenir très prochain.

Bien entendu, cet accord basé sur des intérêts économiques ne serait que le prélude d'une alliance politique nettement caractérisée, mais il est à craindre qu'ici on ne se heurte à des difficultés insurmontables. Cette alliance balkanique serait évidemment conclue contre la Turquie, dans le but de soustraire peu à peu à l'Empire ottoman les vilayets macédoniens. D'abord, la Turquie est de taille à défendre son bien contre la Bulgarie, la Serbie et le Monténégro; ensuite, il faudra compter également avec les Albanais et les Grecs, de telle sorte que rien ne permet de prévoir le succès final de cette alliance. Il y a plus, admet-

TDV İSAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP.1402-32

Certes, la situation du grand vizir est assez difficile, mais c'est cette difficulté même qui fait ressortir les mérites de l'homme d'Etat restant à son poste, malgré le vent soufflant en tempête, malgré l'embarras politiques qui paraissent présager la fin d'un grand empire. Quand Ferid pacha fut appelé au pouvoir, il y a deux ans, on eût confiance dans son énergie, on escomptait son action personnelle, surtout pour la réorganisation des finances, mais il faut bien convenir aujourd'hui que le grand vizir n'a pas réalisé tous les espoirs qu'il avait fait naître. Il est vrai qu'il n'y a pas de sa faute, que dès le début il s'est buté à l'hostilité systématique de hauts fonctionnaires. Il avait contre lui et l'administration supérieure, dont il voulait supprimer les abus, et l'entourage immédiat du Sultan, dont il voulait entamer les privilèges. Ferid pacha se rendait parfaitement compte qu'il n'était possible de remettre un peu d'ordre dans les finances qu'en faisant des économies, qu'en payant régulièrement les fonctionnaires, qu'en supprimant en fait la cause première de tous les abus dont la population de l'empire est la première à pâtir; mais par son effort dans ce sens, il se buta à des hostilités bien déterminées et, peu à peu, il dut renoncer à ses bonnes intentions; chaque jour, il a dû abandonner quelque chose de ses vastes projets de réorganisation, si bien qu'à la fin il s'est trouvé paralysé, en quelque sorte, et qu'il n'a eu le choix qu'entre deux solutions: ou se retirer, comme il en manifesta l'intention, ou suivre la voie tracée par tous les grands vizirs qui le précédèrent au pouvoir en ces dix dernières années et dont la meilleure énergie s'épuisa en luttes vaines contre le mauvais vouloir de l'entourage impérial, que la volonté du Sultan lui-même ne parvient pas toujours à désarmer.

Cette personnalité du grand vizir actuel est une des plus curieuses du monde politique ottoman et à l'examiner attentivement on comprend mieux certains événements, certaines tendances qui prédominent à Constantinople. Ferid pacha est le fils de Mustafa pacha, de Valona, et il eût pour mère Nailé Hanoum, arrière petite-fille d'Ali pacha, le fameux tyran de Janina. Sa culture fut relativement élémentaire, mais il fit de bonne heure connaissance avec la carrière administrative et se familiarisa très jeune avec cette atmosphère très spéciale du fonctionnarisme ottoman. Il suivit son père dans les différents postes qu'il occupa comme gouverneur en Bulgarie, alors vilayet du Danube, en Crète et en Herzégovine; mais doué d'une intelligence peu commune, d'un caractère énergique et de l'esprit sévère, que l'on qualifie parfois de vindicatif, qui distingue les Albanais, il eût tôt fait de se mettre en avant et de manœuvrer très aisément parmi les combinaisons subtiles et les intrigues qui constituent là-bas le plus clair de l'action administrative. Son père, Mustafa pacha, s'étant retiré à Valona, Ferid pacha entra de plein pied dans la carrière, d'abord comme procureur général auprès de la section du contentieux du Conseil d'Etat à Constantinople, ensuite comme membre de ce même Conseil d'Etat. A cette époque, on le disait d'abord peu sympathique; on craignait son ambition, on se méfiait de sa nature concentrée et de cette volonté de parvenir qui en faisait un lutteur redoutable. Ceux qui le connurent à ce moment disent que le Sultan le détestait et lui reprochait entre autres ses sentiments favorables à l'influence austro-hongroise, sentiments dont Ferid pacha ne se cachait guère et qui lui valurent une série de désagréments. Ainsi, feu Dervich pacha et Chakir pacha furent chargés de lui faire comprendre qu'il avait à réviser la convention qu'il avait conclue avec un sujet autrichien pour l'exploitation de ses terres d'Albanie et cela sous peine de rétrocéder ces terres à la liste civile. La menace était au moins curieuse, mais Ferid pacha ne s'en émut pas trop. L'influence de sa famille était considérable à Valona, port très important de la côte albanaise que les puissances qui revendiquent la suprématie dans l'Adriatique convoitent volontiers, et l'Autriche-Hongrie n'eût garde de dédaigner de cultiver l'amitié de Ferid pacha qui semblait appelé à jouer un rôle conforme à ses intérêts: de là, les relations cordiales qui existent entre le grand vizir et le baron de Calice, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople.

Au surplus, des tendances, au lieu de desservir Ferid pacha, lui furent plus tard d'un précieux concours dans sa brillante carrière. Lorsque Ismail Kemal bey, cousin germain de Ferid pacha, eût refusé le poste de

tail pas absolument défavorable, puisqu'elles se montraient respectueuses, pour l'instant du moins, des droits souverains du Sultan; et il est de fait que, dans ces conditions, Ferid pacha, très bien vu par le gouvernement de Vienne et donnant la main à Tashin pacha, premier secrétaire du Sultan, qui continua la politique russophile jadis inaugurée par Mahmoud Neddin pacha, pouvait rendre des services précieux dans cet ordre d'idées et amortir bien des chocs. Ce qui prévalait avec lui, c'était la politique de conciliation envers l'Autriche et la Russie, en s'appuyant sur l'accord austro-russe de 1897.

Tel quel, avec qualités et défauts, il devait être l'homme de cette politique-là et l'on peut dire que c'est grâce à sa présence au pouvoir que l'influence austro-russe a pu s'exercer en ces dernières années d'une manière aussi nette dans l'Empire ottoman et que l'on a pu faire accepter, sans trop de troubles et de révoltes, ce contrôle administratif qui constitue une ingérence étrangère à peine déguisée dans les affaires ottomanes. Peut-être fallait-il consentir à cela pour prévenir des complications générales dont la Turquie n'aurait sans doute pas pu se tirer à son honneur, mais il n'en est pas moins vrai que les peuples de l'empire ont eu de la peine à admettre cette manière de voir. On se rappelle que les Albanais se révoltèrent dès le début contre le programme de réformes imposé par l'Autriche et la Russie et qu'on osa prendre à ce moment des mesures de rigueur contre les Albanais, ce fut parce que l'on s'appuyait sur les origines albanaises du grand-vizir.

Le mouvement insurrectionnel que l'on a signalé ces jours-ci en Albanie tend à faire croire que les Albanais ont été déçus dans cet ordre d'idées et qu'ils ont été exaspérés par la politique de Ferid pacha qui apparaît comme peu compatible avec les intérêts politiques de ses frères de race.

Mais ce n'est qu'à distance qu'on pourrait apprécier avec toute l'impartialité nécessaire la véritable portée de son rôle. La situation est si bizarrement compliquée à Constantinople que les moindres gestes et sont déformés par les circonstances et que l'interprétation exacte des manifestations officielles y devient extrêmement difficile. Ce qui paraît certain, c'est que, aussi longtemps que l'influence austro-russe sera admise par la Porte comme elle l'est actuellement, Ferid pacha demeurera à son poste de grand vizir, car sa retraite aurait la signification d'un changement de politique et il ne semble pas qu'un revirement de ce genre soit dans les intentions actuelles du Sultan.

ROLAND DE MARES.

Nouvelles de l'Etranger

ALLEMAGNE

— Le député socialiste autrichien Pernertorfer s'est vu refuser l'autorisation de prononcer un discours à Francfort. Il a protesté dans une lettre ironique adressée à M. de Bülow.

En revenant d'Amsterdam, M. Pernertorfer a manifesté l'intention de prononcer un discours à Offenbach, dans le grand-duché de Hesse. Le gouvernement hessois l'a menacé d'expulsion déclarant que s'il autorisait M. Pernertorfer à parler, cette autorisation constituerait un mauvais procédé à l'égard de la Prusse.

Le *Forwaerts* annonce que M. Pernertorfer parlera à Annheim, le gouvernement badois ayant déclaré qu'il n'avait aucune raison de faire droit à la demande injustifiée du gouvernement prussien.

— A la suite des grandes chaleurs, le typhus a éclaté dans la plupart des garnisons du 16^e corps, notamment à Metz, à Sarreguemines et à Bitche (15^e corps).

Cette épidémie, qui paraît devoir s'aggraver encore, n'est pas sans préoccuper le commandement militaire, car elle éclate au moment où allaient commencer les grandes manœuvres. Avant tout départ, l'autorité militaire a formé une commission sanitaire qui parcourt toutes les localités où devront se faire les manœuvres. Elle y analyse l'eau des puits et vérifie l'état sanitaire des villages où les troupes devront cantonner.

ANGLETERRE

— A la suite de graves révélations faites par un commis aux vivres occupé sur une des canonnières actuellement en armement, une enquête vient d'être ouverte par l'amirauté anglaise dans tous les ports d'Angleterre.

Il s'agit de détournements pratiqués depuis plusieurs années par le service des subsistances. Les hommes en congé étaient maintenus sur les registres des sorties de vivres et les chefs de cuisine recevaient des vivres et

précéderent au pouvoir en ces dix dernières années et dont la meilleure énergie s'épuisa en luttes vaines contre le mauvais vouloir de l'entourage impérial, que la volonté du Sultan lui-même ne parvient pas toujours à désarmer.

Cette personnalité du grand vizir actuel est une des plus curieuses du monde politique ottoman et à l'examiner attentivement on comprend mieux certains événements, certaines tendances qui prédominent à Constantinople. Ferid pacha est le fils de Moustafa pacha, de Valona, et il eut pour mère **Nailé Hanoum**, arrière petite-fille d'Ali pacha, le fameux tyran de Janina. Sa culture fut relativement élémentaire, mais il fit de bonne heure connaissance avec la carrière administrative et se familiarisa très jeune avec cette atmosphère très spéciale du fonctionnarisme ottoman. Il suivit son père dans les différents postes qu'il occupa comme gouverneur en Bulgarie, alors vilayet du Danube, en Crète et en Herzégovine; mais doué d'une intelligence peu commune, d'un caractère énergique et de l'esprit sévère, que l'on qualifie parfois de vindicatif, qui distingue les Albanais, il eut tôt fait de se mettre en avant et de manœuvrer très aisément parmi les combinaisons subtiles et les intrigues qui constituent là-bas le plus clair de l'action administrative. Son père, Moustafa pacha, s'étant retiré à Valona, Ferid pacha entra de plein pied dans la carrière, d'abord comme procureur général auprès de la section du contentieux du Conseil d'Etat à Constantinople, ensuite comme membre de ce même Conseil d'Etat. A cette époque, on le disait d'abord peu sympathique; on craignait son ambition, on se méfiait de sa nature concentrée et de cette volonté de parvenir qui en faisait un lutteur redoutable. Ceux qui le connurent à ce moment disent que le Sultan le détestait et lui reprochait entre autres ses sentiments favorables à l'influence austro-hongroise, sentiments dont Ferid pacha ne se cachait guère et qui lui valurent une série de désagréments. Ainsi, feu Dervich pacha et Chakir pacha furent chargés de lui faire comprendre qu'il avait à résilier la convention qu'il avait conclue avec un sujet autrichien pour l'exploitation de ses terres d'Albanie et cela sous peine de rétrocéder ces terres à la liste civile. La menace était au moins curieuse, mais Ferid pacha ne s'en émut pas trop. L'influence de sa famille était considérable à Valona, port très important de la côte albanaise que les puissances qui revendiquent la suprématie dans l'Adriatique convoitent volontiers, et l'Autriche-Hongrie n'eut garde de dédaigner de cultiver l'amitié de Ferid pacha qui semblait appelé à jouer un rôle conforme à ses intérêts: de là, les relations cordiales qui existent entre le grand vizir et le baron de Calice, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople.

Au surplus, des tendances, au lieu de desservir Ferid pacha, lui furent plus tard d'un précieux concours dans sa brillante carrière. Lorsque Ismail Kemal bey, cousin germain de Ferid pacha, eut refusé le poste de gouverneur de Konia qu'on lui avait offert pour l'éloigner de Constantinople, ce fut à Ferid pacha que l'on songea pour le remplacer. Le nouveau vali de Konia donna à son souverain toutes les preuves possibles et désirables de fidélité et d'attachement et il sut y gagner la confiance de l'ambassadeur d'Allemagne qui se rendait fréquemment à Konia à cette époque pour surveiller l'affaire du chemin de fer d'Anatolie. L'ambassadeur d'Allemagne fut tellement enchanté de la personne et des idées de Ferid pacha, qu'en rentrant à Constantinople il le recommanda chaleureusement au Sultan. C'était le meilleur appui moral que pouvait trouver à ce moment le gouverneur de Konia puisque le Sultan était tout entier à son amitié avec le Kaiser. Aussi dès ce moment Ferid pacha était-il désigné pour le grand vizirat, et quand la crise turque se précisa, ce fut tout naturellement à lui que l'on fit appel. La Turquie avait à compter avec l'influence russe et l'influence austro-hongroise auxquelles la Porte né-

cessaires du grand vizir. Le mouvement insurrectionnel que l'on a signalé ces jours-ci en Albanie tend à faire croire que les Albanais ont été déçus dans cet ordre d'idées et qu'ils ont été exaspérés par la politique de Ferid pacha qui apparaît comme peu compatible avec les intérêts politiques de ses frères de race.

Mais ce n'est qu'à distance qu'on pourrait apprécier avec toute l'impartialité nécessaire la véritable portée de son rôle. La situation est si bizarrement compliquée à Constantinople que les moindres gestes y sont déformés par les circonstances et que l'interprétation exacte des manifestations officielles y devient extrêmement difficile. Ce qui paraît certain, c'est que, aussi longtemps que l'influence austro-russe sera admise par la Porte comme elle l'est actuellement, Ferid pacha demeurera à son poste de grand vizir, car sa retraite aurait la signification d'un changement de politique et il ne semble pas qu'un revirement de ce genre soit dans les intentions actuelles du Sultan.

ROLAND DE MARES.

Nouvelles de l'Etranger

ALLEMAGNE

— Le député socialiste autrichien **Pernerstorfer** s'est vu refuser l'autorisation de prononcer un discours à Francfort. Il a protesté dans une lettre ironique adressée à M. de Bülow.

En revenant d'Amsterdam, M. Pernerstorfer a manifesté l'intention de prononcer un discours à Offenbach, dans le grand-duché de Hesse. Le gouvernement hessois l'a menacé d'expulsion déclarant que s'il autorisait M. Pernerstorfer à parler, cette autorisation constituerait un mauvais procédé à l'égard de la Prusse.

Le **Vorwärts** annonce que M. Pernerstorfer parlera à Annheim, le gouvernement badois ayant déclaré qu'il n'avait aucune raison de faire droit à la demande injustifiée du gouvernement prussien.

— A la suite des grandes chaleurs, le typhus a éclaté dans la plupart des garnisons du 10^e corps, notamment à Metz, à Sarreguemines et à Bitoche (15^e corps).

Cette épidémie, qui paraît devoir s'aggraver encore, n'est pas sans préoccuper le commandement militaire, car elle éclate au moment où allaient commencer les grandes manœuvres. Avant tout départ, l'autorité militaire a formé une commission sanitaire qui parcourt toutes les localités où devront se faire les manœuvres. Elle y analyse l'eau des puits et vérifie l'état sanitaire des villages où les troupes devront cantonner.

ANGLETERRE

— A la suite de graves révélations faites par un commis aux vivres occupé sur une des canonnières actuellement en armement, une enquête vient d'être ouverte par l'amirauté anglaise dans tous les ports d'Angleterre.

Il s'agit de détournements pratiqués depuis plusieurs années par le service des subsistances. Les hommes en congé étaient maintenus sur les registres des sorties de vivres et la valeur de ces vivres perçue par le personnel du service, comme si les ayants droit avaient été au corps. C'est principalement dans les diverses écoles navales, qu'entretient l'amirauté dans tous les ports, que ces pratiques s'accomplissaient.

A Portsmouth, entre autres, elles s'étaient généralisées. Un maître d'équipage et quatre fourriers furent mis en état d'arrestation. Toutefois, leur culpabilité n'ayant pas été absolument établie pour l'instant, ils ont été mis en liberté provisoire.

A Chatham et à Sheerness, les abus sont, paraît-il, d'ordre exceptionnellement grave. On évalue les sommes ainsi détournées à un chiffre très élevé.

AUTRICHE-HONGRIE

— La mise en séquestre des biens de l'évêché catholique de Rozsnyo produit la plus vive émotion dans les sphères ecclésiastiques. Pourtant l'évêque de Rozsnyo, M. Jean Ivanovics, qui se trouve à la tête de ce diocèse depuis près de huit ans, se refuse obstinément à donner sa démission, bien que le ministre l'y ait invité.

DERNIERE HEURE. QUATRIEME PAGE FERID PACHA

Les agences télégraphiques ont annoncé ces jours-ci que Ferid pacha, le grand vizir de l'Empire ottoman, songeait à se retirer, tout au moins qu'il avait demandé au Sultan à ce que plus d'initiative lui fût laissée désormais et qu'on le débarrassât des influences de la Cour qu'il estime néfastes. Ces informations n'ont été ni confirmées, ni démenties, mais nous avons quelque peine à croire que Ferid pacha abandonnerait le pouvoir à une heure aussi critique et qu'il se déciderait à la retraite au moment où la Turquie se débat au milieu de difficultés sans nombre, menacée, de plus, par une guerre que les agitateurs bulgares semblent désirer ardemment.

Constantinople, via Sofia, 24 août, 8 h. 50.

Le général italien De Giorgis, commandant la gendarmerie européenne en Macédoine, aurait non seulement songé à prendre un congé, mais aurait bel et

bien envoyé sa démission au sultan, en présence des difficultés de toutes sortes rencontrées dans l'accomplissement de sa mission. Ces difficultés viendraient en particulier de l'inspecteur général des réformes, Hilmi pacha, sans parler des agents civils russe et autrichien.

La nouvelle mérite cependant confirmation, car les Italiens tiennent à jouer un grand rôle à Constantinople, soit auprès du sultan et de la Porte, soit parmi les ambassades européennes, au double point de vue de leur influence politique, commerciale et, peut-être, un jour, religieuse dans la Méditerranée et dans l'Adriatique.

Belgrade, 24 août, 9 h. 10.

Le vali de Kossovo, Chakir pacha, après avoir quitté précipitamment Uskub à la nouvelle d'un soulèvement des Albanais autour d'Ipek, en Vieille-Serbie, s'est arrêté à Mitrovitza, point terminus de la ligne de chemin de fer. De là il expédie des renforts à la garnison d'Ipek, menacée par les Albanais de Suleiman-Batucha, qui campent autour de la ville et ont décidé : 1° de s'opposer aux réformes imposées par les puissances au sultan; 2° de chasser ou d'exterminer les gendarmes chrétiens; 3° de ne plus payer aux seigneurs propriétaires des terres la dîme qu'à raison du dixième et non plus du huitième de la récolte des céréales; 4° de faire délivrer les chefs albanais emprisonnés, etc.

A Belgrade où l'on s'est appliqué avec tant de soins à empêcher la constitution d'une sorte d'organisation révolutionnaire macédo-serbe sous le général Athanaskovitch et l'irruption des bandes insurrectionnelles en Macédoine pour témoigner à l'Europe des intentions pacifiques de la Serbie, on se montre très affecté par ces nouvelles de la Vieille-Serbie où la Turquie livre l'élément serbe sans défense aux Albanais. HHP. 1402-34

lent pas des réformes européennes et se posent en défenseurs fongueux de la prérogative impériale et qui, au fond, agissent peut-être plus encore contre la domination ottomane, sont en armes dans la vieille Serbie, dans le sandjak d'Ipek et dans celui de Prizrend. Les Bulgares, qui attendent toujours en vain les effets de l'amnistie qu'on leur a promise, dont les églises et les écoles restent toujours fermées quand elles n'ont pas été livrées par l'autorité à leurs pires ennemis, les Grecs, n'attendent que l'occasion propice d'un nouveau soulèvement. Les Serbes, de plus et plus molestés et tyrannisés par les Albanais sont à bout de patience et de résignation. Les Grecs commencent à reconnaître qu'ils ont fait complètement fausse route avec leur entente cordiale de la Grèce et de la Turquie: mais, tout en se retournant contre les Turcs, ils continuent à être les adversaires acharnés des Bulgares et des Serbes. Les coutzouvalaques veulent secouer de joug du Fanar et avoir leur autonomie confessionnelle et, pour les empêcher de se rallier aux Bulgares, les Turcs les soutiennent contre les Grecs. C'est une véritable anarchie que compliquent encore les excès de la soldatesque turque. La semaine dernière, des soldats licenciés, qui avaient dix à douze mois d'arriérés de solde à toucher et qui ne recevaient non seulement ni l'argent qui leur était dû ni leurs rations de vivres se sont mutinés à Salonique et ont, pendant plusieurs heures, procédé à un bon petit pillage de la ville. On a destitué le vali, Hassan Fehmi pacha, qui n'en pouvait mais, n'ayant rien à démêler avec le commandement militaire. Seulement, Hassan Fehmi pacha passait pour être trop partisan de l'application des réformes et il était en mauvais termes avec Hussein Hilmi pacha, l'inspecteur-général des réformes dont le grand art est d'inspecter ce qui n'existe pas. On a saisi ce prétexte pour se débarrasser d'un fonctionnaire qui avait les sympathies des puissances européennes et qu'on traitait de gêneur.

Au milieu du conflit incessant des diverses nationalités, les autorités turques gardent une impassibilité de commande, excitant ceux-ci contre ceux-là pour mieux les opprimer tous ensemble et elles opposent à toutes les observations des agents civils spéciaux européens, chargés de contrôler (?) les actes de l'administration ottomane, une inertie devant laquelle s'éteint subitement l'ardeur, très modérée d'ailleurs, des représentants des puissances réformatrices. Au surplus, les organes européens qui devaient faire régner l'ordre en Macédoine ne s'entendent pas mieux entre eux que les éléments ethniques qu'ils ont mission d'accorder. Il suffit que l'un des agents civils propose quelque mesure pour que son collègue y trouve immédiatement à redire ou, tout en y adhérant en apparence s'ingénie, en dessous, à la faire échouer. Le commandant en chef de la gendarmerie, prétendument mixte, le général de Giorgis pacha est à couteaux tirés avec les adjoints militaires étrangers qui lui reprochent d'agir de telle manière qu'on peut croire que la réorganisation de la gendarmerie dans le but de sauvegarder contre l'arbitraire turc, les populations chrétiennes de la Macédoine ne correspond ni à ses vues ni à ses intentions. On attendait beaucoup de cette réorganisation de la gendarmerie que la note austro-russe du 22 octobre déclarait "une des mesures les plus essentielles pour la pacification du pays", mais on aurait voulu ne rien faire qu'on ne s'y serait pas pris autrement.

de longues minutes de réflexions
banquette irlandaise à franchir;
Et ma foi s'il m'ennuie trop, je
de telle façon qu'il n'aura pas en-

HHF. 1402-35

Correspondance

ORIENT

DE NOTRE CORRESPONDANT

Le problème macédonien

Si l'Autriche-Hongrie et la Russie ont cru sincèrement avec leur pâle programme de Muerzsteg et leurs notes anodines explicatives pouvoir arriver à quelque résultat pratique pour la pacification de la Macédoine, elles doivent être singulièrement déçues de voir la façon dont tournent les choses. Les Albanais qui, ostensiblement, ne veu-

HHF. 1402-35

M

N° 30

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE :
COUPURES PARIS

TÉLÉPHONE
N° 101.50

ASCENSEUR

Le COURRIER de la PRESSE

Fondé en 1889. A. GALLOIS, Directeur
21, BOULEVARD MONTMARTRE. PARIS
FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX & DE REVUES
SUR TOUS SUJETS & PERSONNALITÉS

CATALOGUE des 13.000 Journaux du Monde du COURRIER DE LA PRESSE. Noms des Critiques, Renseignements divers.
ALBUMS du COURRIER DE LA PRESSE pour coller les Coupures de Journaux.
Demander Circulaires spéciales, Tarifs, Desins; franco

Journal : *Setwo de Chine*
Date : *18 Nov 1934*
Adresse : *Shanghai*
Signé :

TDV ISAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP. 1402-36

TARIF : 0 fr. 30 par coupure envoyée.

Tarif réduit, paiement d'avance, sans période de temps limité.	{	par	100 coupures.	25 francs.
		>	250 >	55 >
		>	500 >	105 >
		>	1000 >	200 >

Tout d'abord, le caractère mixte qui devait présider la nouvelle gendarmerie n'existe pas. A part quelques pauvres hères, Grecs, Juifs, Coutzo. Valaques ou Serbes qui, poussés par la misère, se sont enrôlés, il n'y a que des Musulmans. C'est toujours, sous une autre étiquette, la même gendarmerie qu'autrefois avec tous les vices inhérents à son mode de recrutement qui accepte le premier venu et se gaudit même de recevoir des brigands en rupture momentanée de banditisme. En second lieu, pour organiser un corps de gendarmerie qui doit comprendre une douzaine de mille hommes — sans préjudice de la police rurale dont l'organisation doit marcher de pair — il faut des organisateurs, de même que pour un civet de lièvre il faut un lièvre. La note du 22 octobre prévoyait l'adjonction aux adjoints militaires d'officiers et de sous-officiers de leur nationalité dont, naturellement, le chiffre ne pouvait être déterminé à l'avance et devait dépendre des nécessités du service. L'Autriche-Hongrie et la Russie avaient proposé que chaque puissance, pour commencer, détachât vingt-cinq officiers avec un nombre égal de sous-officiers. Le gouvernement ottoman jeta les hauts cris protestant contre un pareil attentat à la souveraineté du sultan, et il travailla si bien que, après un temps infini perdu en des discussions byzantines, les puissances qui ont toujours tremblé à l'idée que si elles faisaient preuve de fermeté et d'énergie, elles pourraient être obligées de trancher le nœud gordien, et qui préférèrent s'user les doigts à essayer de le délier, ont fini par accepter une cote mal taillée, des plus mal taillées. A l'exception de l'Allemagne, qui a déclaré ne vouloir jouer aucun rôle actif dans la réorganisation de la gendarmerie, chaque puissance a fourni cinq officiers — c'est par trop maigre ! — qui ont été préposés à un rayon déterminé.

Dans le vilayet de Salonique, les Anglais ont été chargés du sandjak de Drama, le plus avancé vers l'Est; les Français gèrent le sandjak de Serrès; les Russes ont celui de Salonique. Le vilayet de Monastir est dévolu aux Italiens. Comme à la suite de la prise d'armes des Albanais, l'an dernier, lesquels ont dicté leurs conditions, les puissances ont eu l'insigne faiblesse d'accepter que les localités où les Albanais sont en nombre important soient exclues de la sphère des réformes, il en résulte, que la majeure partie de ces deux vilayets échappe à toute ingénierie européenne. Dans le vilayet de Monastir, deux sandjaks seulement, celui de Bitolia (Monastir) — 45.000 Albanais et 25.000 Turcs contre 212.000 Slaves, dont 8.000 renégats musulmans, 22.000 Coutzo-Valaques et 5.000 Juifs — et celui de Serfidjé (250 Albanais et 50.000 Turcs contre 11.000 Slaves, 87.000 Grecs et 20.000 Coutzo. Valaques) sont du ressort de la gendarmerie. Dans le vilayet de Kossov, c'est mieux encore: un sandjak, et pas davantage, a droit à la nouvelle organisation, celui de Skoplé (U-kub) avec 24.000 Albanais, 33.000 Serbes dont 25.000 patriarchistes et le reste musulman, 157.000 Bulgares dont 148.000 exarchistes et le reste converti à l'islamisme. Le rôle des Autrichiens se borne donc à un sandjak et celui des Italiens à deux. De ces deux là, les Hellènes réclament le sandjak de Serfidjé, mais leurs revendications n'ont pas la moindre chance d'être accueillies, non seulement parce que la Grèce est une petite puissance, mais parce que la Serbie et la Roumanie seraient alors autorisées à émettre des prétentions analogues.

Comment veut-on que cinq officiers, perdus dans des régions montagneuses qui, sauf Serfidjé, sont toutes des centres de mouvements révolutionnaires, au milieu de populations qui leur sont hostiles, aussi bien les chrétiens que les musulmans, les uns et les autres les tenant pour les alliés et les protecteurs de l'élément ethnique adverse puissent déployer

ce "Drang nach osten" s'accomplisse, il est nécessaire qu'il n'y ait en Macédoine ni autonomie, ni aucune réforme sérieuse. Rien ne prouve mieux l'intention des puissances réformatrices de ne rien faire que l'oubli dans lequel elles ont laissé tomber les prescriptions de l'article 6 de leur note du 22 octobre concernant la réorganisation des institutions administratives et judiciaires et le développement des autonomies locales, ce qui est bien autrement important que la gendarmerie, mixte ou non. Il ne saurait être question d'une autonomie dans la large acception du mot, car l'autonomie suppose une organisation militaire avec une assemblée centrale qui symboliserait l'unité politique de la Macédoine laquelle n'est pourtant qu'une fiction puisque le propre de la Macédoine est d'être diverse et variée. L'unité macédonienne n'existe que dans l'esprit des propagandistes bulgares qui veulent la Macédoine tout entière à la Bulgarie — et il est vrai que l'élément bulgare est le plus nombreux —; des propagandistes serbes, qui désirent l'accaparer tout à fait à la Serbie; des Grecs, qui poursuivent la chimère de la restauration du Bas-Empire. Il est donc plus prudent de garder le groupement par vilayets, car ceux-ci n'ayant qu'un champ d'action restreint et peu approprié à des expansions politiques, leurs assemblées, à l'instar des conseils généraux, seront obligées de s'occuper plutôt de questions administratives et économiques elles seront aussi plus compétentes pour résoudre certains conflits nationaux, plutôt selon les besoins locaux que selon les doctrines politiques. Ce système correspond d'autant mieux à la situation que les conflits nationaux ne sont pas les mêmes dans toute la Macédoine. Il est impossible d'établir à ce sujet un *modus vivendi* général; il faut pour chaque contrée un règlement spécial approprié aux besoins locaux.

S'il est bon et même nécessaire, dans l'intérêt de la pacification générale, d'empêcher les propagandes des diverses nationalités de croître en violence, il est légitime de leur laisser la plus grande latitude d'agir pour développer leur activité sur le terrain de la concurrence intellectuelle et légale. A cet effet, il faudrait décréter et appliquer l'égalité absolue de toutes les nationalités et langues. Dans les endroits où se juxtaposent plusieurs nationalités, chacune aurait son église et son école propres. Pour prévenir des collisions, on pourrait avoir recours au système des communautés nationales-confessionnelles comme il en existe aussi en Turquie. A côté de ces communes confessionnelles est l'administration communale politique, comme dans les pays d'occident, qui s'occupe des intérêts économiques et administratifs de la commune et n'a aucun caractère ecclésiastique ni scolaire. Les conseils municipaux seraient formés de façon à garantir la représentation proportionnelle de chaque communauté confessionnelle. Ce système de communes nationales confessionnelles n'aurait rien de nouveau pour les puissances puisque, lors des travaux de réforme de 1887, à la suite des massacres d'Arménie; travaux qui furent interrompus par le conflit crétois, la Russie avait adopté le principe du gouvernement des habitants, dans les communes mixtes par religion et par nationalité.

Une autre réforme qui devrait suivre immédiatement est le règlement de la question agraire. En Turquie actuellement, presque seul le musulman est propriétaire de la terre, mais il la fait travailler par le chrétien qui paie à l'Etat l'impôt de l'argent, tandis que lui paie l'impôt du sang. Il en résulte une sorte de système mixte entre le servage féodal du Moyen Age et le régime des landlords anglais en Irlande. Il est vrai que la réglementation de la question agraire ne lais-

par accorder une cote mal taillée, des plus mal taillées. A l'exception de l'Allemagne, qui a déclaré ne vouloir jouer aucun rôle actif dans la réorganisation de la gendarmerie, chaque puissance a fourni cinq officiers—c'est par trop maigre! —qui ont été préposés à un rayon déterminé.

Dans le vilayet de Salonique, les Anglais ont été chargés du sandjak de Drama, le plus avancé vers l'Est; les Français gèrent le sandjak de Serrès; les Russes ont celui de Salonique. Le vilayet de Monastir est dévolu aux Italiens. Comme à la suite de la prise d'armes des Albanais, l'an dernier, lesquels ont dicté leurs conditions, les puissances ont eu l'insigne faiblesse d'accepter que les localités où les Albanais sont en nombre important soient exclues de la sphère des réformes, il en résulte que la majeure partie de ces deux vilayets échappe à toute ingérence européenne. Dans le vilayet de Monastir, deux sandjaks seulement, celui de Bitolia (Monastir)—45.000 Albanais et 25.000 Turcs contre 212.000 Slaves, dont 8.000 renégats musulmans, 22.000 Coutzo-Valaques et 5.000 juifs— et celui de Serfidjé (250 Albanais et 50.000 Turcs contre 11.000 Slaves, 87.000 Grecs et 20.000 Coutzo-Valaques) sont du ressort de la gendarmerie. Dans le vilayet de Kossov, c'est mieux encore: un sandjak, et pas davantage, a droit à la nouvelle organisation, celui de Skoplé (U-kub) avec 24.000 Albanais, 33.000 Serbes dont 25.000 patriarcales et le reste musulman, 157.000 Bulgares dont 148.000 exarchistes et le reste converti à l'islamisme. Le rôle des Autrichiens se borne donc à un sandjak et celui des Italiens à deux. De ces deux là, les Hellènes réclament le sandjak de Serfidjé, mais leurs revendications n'ont pas la moindre chance d'être accueillies, non seulement parce que la Grèce est une petite puissance, mais parce que la Serbie et la Roumanie seraient alors autorisées à émettre des prétentions analogues.

Comment vent-on que cinq officiers, perdus dans des régions montagneuses qui, sauf Serfidjé, sont toutes des centres de mouvements révolutionnaires, au milieu de populations qui leur sont hostiles, aussi bien les chrétiens que les musulmans, les uns et les autres les tenant pour les alliés et les protecteurs de l'élément ethnique adverse, puissent déployer cette "activité de contrôleurs et d'organisateurs" que préconise la note du 22 octobre et "surveiller également les procédés des troupes envers les populations? quelle confiance les populations chrétiennes pourraient-elles avoir quand elles voient les districts voisins abandonnés à la merci des Albanais? Ainsi toute la Vieille Serbie est sacrifiée et, cependant, le problème n'est pas politico-national-religieux, comme dans la Macédoine, proprement dite; c'est un problème de légalité et de police; il s'agit de refréner le brigandage des Albanais, d'obliger ces derniers à avoir recours, au moins pour leurs contestations avec les Serbes et les autorités, à des procédés légaux au lieu de se faire justice eux-mêmes. Mais l'Autriche-Hongrie ne veut pas mécontenter les clans albanais parmi lesquels, depuis le traité de Berlin, elle fait une active propagande et sur la connivence desquels elle compte quand elle jugera le moment opportun faire avancer ses troupes sur Noci-Bazar et sur Mitrovitza pour descendre sur Salonique. Et pour que

résoudre certains conflits nationaux, plutôt selon les besoins locaux que selon les doctrines politiques. Ce système correspond d'autant mieux à la situation que les conflits nationaux ne sont pas les mêmes dans toute la Macédoine. Il est impossible d'établir à ce sujet un *modus vivendi* général; il faut pour chaque contrée un règlement spécial approprié aux besoins locaux.

S'il est bon et même nécessaire, dans l'intérêt de la pacification générale, d'empêcher les propagandes des diverses nationalités de croître en violence, il est légitime de leur laisser la plus grande latitude d'agir pour développer leur activité sur le terrain de la concurrence intellectuelle et légale. A cet effet, il faudrait décréter et appliquer l'égalité absolue de toutes les nationalités et langues. Dans les endroits où se juxtaposent plusieurs nationalités, chacune aurait son église et son école propres. Pour prévenir des collisions, on pourrait avoir recours au système des communautés nationales-confessionnelles comme il en existe aussi en Turquie. A côté de ces communes confessionnelles est l'administration communale politique, comme dans les pays d'occident, qui s'occupe des intérêts économiques et administratifs de la commune et n'a aucun caractère ecclésiastique ni scolaire. Les conseils municipaux seraient formés de façon à garantir la représentation proportionnelle de chaque communauté confessionnelle. Ce système de communes nationales confessionnelles n'aurait rien de nouveau pour les puissances puisque, lors des travaux de réforme de 1887, à la suite des massacres d'Arménie; travaux qui furent interrompus par le conflit crétois, la Russie avait adopté le principe du gouvernement des habitants, dans les communes mixtes par religion et par nationalité.

Une autre réforme qui devrait suivre immédiatement est le règlement de la question agraire. En Turquie actuellement, presque seul le musulman est propriétaire de la terre, mais il la fait travailler par la chrétien qui paie à l'Etat l'impôt de l'argent, tandis que lui paie l'impôt du sang. Il en résulte une sorte de système mixte entre le servage féodal du Moyen Age et le régime des landlords anglais en Irlande. Il est vrai que la réglementation de la question agraire ne laisse pas d'être fort épineuse et que les difficultés du problème sont de nature à faire hésiter la diplomatie devant le labour qui lui incomberait.

Mais si les puissances ont à cœur de pacifier la Macédoine sans qu'on ait appréhender des complications européennes, elles ne doivent pas reculer devant les seuls moyens logiques et pratiques qui s'offrent à elles de résoudre les deux grandes questions du problème macédonien; le conflit extérieur entre la Turquie et ses populations non musulmanes; la lutte intérieure entre les nationalités du pays. Ces moyens sont: grouper les divers départements, selon le caractère de la lutte des nationalités qui y sévit; placer le gouvernement général et les commandants de la milice, gendarmerie et police dépendant de lui sous le contrôle des puissances, en rendant complètement indépendant les partis politiques du pays; assurer la liberté et l'égalité devant la loi à toutes les nationalités; en agir de même pour les langues; régler la question agraire. Peut-être est-ce trop demander à la diplomatie?

نامه مطبوعه سلسله اخبار تاريخي نوسنه

Affaires de Macédoine

On nous télégraphie de Constantinople, *via* Sofia :

La commission ministérielle a délibéré au Palais sur les modifications à introduire dans le système de perception des dîmes en Macédoine et sur les moyens d'apaiser le mécontentement des troupes turques en Macédoine provoqué par le paiement irrégulier de leur solde, tandis que la gendarmerie est ponctuellement payée.

Le gouvernement semble disposé à opérer le licenciement des rédifs envoyés dans les vilayets de Macédoine, mais il hésite toujours, par crainte d'un revirement subit des dispositions de la Bulgarie.

Notre correspondant de Vienne nous écrit d'après des renseignements particuliers :

En Macédoine la situation redevient assez difficile et différents symptômes trahissent l'agitation sourde qui cherche à s'y faire jour. Un fait assez digne de remarque est la mutinerie des troupes turques en garnison à Monastir, que les dépêches vous ont signalée, et qui a eu pour cause l'arriéré de trois mois de solde. Autres symptômes inquiétants : l'arrestation, sur l'ordre de l'inspecteur général Hilmi pacha, des instituteurs bulgares des districts de Kumanovo et Ichtib pour avoir encouragé les grèves campagnardes, la demande par les ambassadeurs à Constantinople d'augmenter le nombre des officiers étrangers dans la gendarmerie macédonienne (on reconnaît qu'on a eu grand tort de céder au désir de la Porte en réduisant le chiffre primitivement demandé); enfin les nombreux refus du prolétariat campagnard bulgare de travailler chez les *begs* musulmans qui les paient misérablement. De plus le courant sympathique pour les insurgés arméniens se fait de plus en plus jour en Macédoine.

La distribution de secours au réfugiés rapatriés en Macédoine, pour laquelle le gouvernement bulgare a voté un million de francs, rencontre de la part des autorités turques les difficultés les plus diverses; c'est encore une forte cause de mécontentement.

On nous écrit de Londres :

L'Association internationale de la question d'Orient a tenu ces jours derniers une conférence à Londres,

TDVISAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP. 1402-38

LES ATROCITÉS TURQUES

Un guet-apens — La fusillade du retour.

SOFIA, 13 janvier. — On télégraphie de Kustendil que deux cent cinquante réfugiés macédoniens voulant rentrer dans leurs villages, sur la foi des promesses faites au nom du sultan, traversèrent la frontière bulgare-turque ; mais une fois sur le territoire ottoman, ils furent accueillis par une vive fusillade. Une vingtaine ont été tués et beaucoup d'entre eux plus ou moins grièvement blessés.

Le mouvement albanais.

On mande de Scutari à Constantinople : Sur un ordre venu de Constantinople, 30 gendarmes ont entouré la maison de Djemil bey, de Valona, réputé partisan du prince Aladro Kastrioti.

Prenant son fusil et accompagné de dix de ses amis qui se trouvaient chez lui, Djemil bey s'avança vers les gendarmes en leur disant : « Ne vous faites pas peur ! »

Les gendarmes turcs n'osèrent intervenir et laissèrent Djemil bey prendre la montagne, où de nombreux partisans vont le rejoindre, notamment Dervisch bey, d'Elbassan, qui est parti à sa rencontre avec une nombreuse troupe bien armée. Djemil bey, dont l'influence est grande en Albanie, est le neveu d'Essad pacha, chef de la gendarmerie turque dans la province.

L'union peut être considérée comme faite entre le chef albanais et les membres du comité supérieur macédonien de Sofia. Dès la proclamation de l'insurrection, l'Albanie mettra 20 000 hommes bien armés en campagne. HHP. 1402-39

„OBSERVER“

I. österr. behördl. konz. Unternehmen für Zeitungs-Ausschnitte
Wien, I., Concordiaplatz 4.
Verretungen

in Berlin, Budapest, Chicago, Christiania, Genf, Kopenhagen,
London, Madrid, Mailand, Minneapolis, New-York, Paris, Rom,
San Francisco, Stockholm, St. Petersburg.
(Quellenangabe ohne Gewähr.)

Ausschnitt aus: *Journal des Débats, Paris*
vom: -9. 12. 1855

Les Affaires de Turquie

Nous recevons la lettre suivante :
Monsieur le directeur,

La décision des puissances d'établir des contrôleurs ou délégués financiers, dans trois provinces de la Turquie d'Europe, et d'imposer cette combinaison par des moyens coercitifs demande à être examinée à la lumière du traité de Berlin. Une analyse historique devient dès lors nécessaire.

De même que M. de Brunow avait tenté, sans succès, d'introduire, à titre de garantie d'exécution, le mot « gage », dans le traité de Paris, le prince Gortchacow demanda au Congrès de Berlin de déterminer « les principes et le mode par lesquels il entend assurer l'exécution de ses hautes décisions ». Cette déclaration donna lieu à un débat célèbre.

Carathéodory Pacha formula des assurances formelles et développa les considérations qui rendaient cette sorte de sanction superflue. Il expliqua en même temps que la Turquie ne voulait pas de contrôle chez elle.

Le prince de Bismark fit à son tour la déclaration suivante : « Toutes les puissances doivent surveiller et contrôler l'exécution de stipulations qui forment un ensemble dont il est impossible d'accepter une partie et de rejeter le reste ; mais je ne crois pas que chaque Etat isolément soit obligé de prêter main forte à l'exécution de ces arrangements ni qu'il puisse exister une garantie solidaire et collective. Si les puissances s'engagent solidairement à user de la force au besoin, elles risqueraient de provoquer entre elles de graves dissentiments. J'espère donc que le prince Gortchacow serait satisfait par une rédaction indiquant que la totalité des obligations formera un ensemble dont on surveillera l'exécution, en se réservant d'aviser si elle est défectueuse ou tardive. »

Le prince Gortchacow, revenant sur la sanction à donner aux décisions du Congrès, envisagea, ainsi que le comte Schouvaloff, la totalité des stipulations comme formant un ensemble, dont il faudrait surveiller l'exécution complète. Il insista aussi sur les moyens de l'assurer.

Lord Salisbury demanda si la proposition russe « impliquait la nécessité d'employer une force étrangère en cas d'inexécution du traité. » Il ajouta qu'il regretterait que la déclaration russe fût insérée et il combattit la sanction proposée. Mais le prince de Bismark le rassura aussitôt et déclara qu'il ne s'agirait que d'une surveillance active, suivie, en cas de besoin, d'une action diplomatique.

Le comte Andrassy s'associa à la pensée du prince de Bismark ; il présenta de son côté une proposition abrégée, où il reconnaissait que la totalité des articles formait un ensemble et il éleva de nouvelles objections contre la rédaction russe.

M. Waddington combattit et la proposition russe et la proposition autrichienne qu'il déclara inutiles. Il ajouta : « Le Congrès, en demandant à la Turquie de consentir d'importants sacrifices, voulait préserver la souveraineté du Sultan dans les territoires qui lui restaient. Or, la rédaction proposée paraît consacrer une sorte de tutelle permanente imposée au gouvernement ottoman : le traité contient un très grand nombre de clauses qui pourraient devenir, sous l'action d'un contrôle édicté par le Congrès, une série de prétextes pour une ingérence incessante dans tous les actes de la Sublime Porte. »

En présence de toutes ces appréciations divergentes, le prince de Bismark finit par constater, en sa qualité de président que les propositions russe et autrichienne « n'ont pas été accueillies par le Congrès ».

En somme, d'après ce qui précède, on voit que l'on proposa une sanction exécutoire, une garantie, un contrôle, une surveillance active, mais que rien de tout cela ne fut agréé ; que les plénipotentiaires proclamèrent que la totalité des stipulations forme un ensemble indissoluble, dont l'exécution doit être complète ; qu'il ne faudrait pas, dans ce but, recourir à la force, c'est-à-dire à des mesures coercitives ; qu'il faudrait, en cas de besoin, qu'à une

entre elles de graves dissensions. J'espère donc que le prince Gortchakow serait satisfait par une rédaction indiquant que la totalité des obligations formera un ensemble dont on surveillerait l'exécution, en se réservant d'aviser si elle est défectueuse ou tardive. »

Le prince Gortchakow, revenant sur la sanction à donner aux décisions du Congrès, envisagea, ainsi que le comte Schouvaloff, la totalité des stipulations comme formant un ensemble, dont il faudrait surveiller l'exécution complète. Il insista aussi sur les moyens de l'assurer.

Lord Salisbury demanda si la proposition russe « impliquait la nécessité d'employer une force étrangère en cas d'inexécution du traité. » Il ajouta qu'il regretterait que la déclaration russe fût insérée et il combattit la sanction proposée. Mais le prince de Bismarck le rassura aussitôt et déclara qu'il ne s'agirait que d'une surveillance active, suivie, en cas de besoin, d'une action diplomatique.

Le comte Andrassy s'associa à la pensée du prince de Bismarck ; il présenta de son côté une proposition abrégée, où il reconnaissait que la totalité des articles formait un ensemble et il éleva de nouvelles objections contre la rédaction russe.

M. Waddington combattit et la proposition russe et la proposition autrichienne qu'il déclara inutiles. Il ajouta : « Le Congrès, en demandant à la Turquie de consentir d'importants sacrifices, voulait préserver la souveraineté du Sultan dans les territoires qui lui restaient. Or, la rédaction proposée paraît consacrer une sorte de tutelle permanente imposée au gouvernement ottoman : le traité contient un très grand nombre de clauses qui pourraient devenir, sous l'action d'un contrôle édicté par le Congrès, une série de prétextes pour une ingérence incessante dans tous les actes de la Sublime Porte. »

En présence de toutes ces appréciations divergentes, le prince de Bismarck finit par constater, en sa qualité de président que les propositions russe et autrichienne « n'ont pas été accueillies par le Congrès ».

En somme, d'après ce qui précède, on voit que l'on proposa une sanction exécutoire, une garantie, un contrôle, une surveillance active, mais que rien de tout cela ne fut agréé ; que les plénipotentiaires proclamèrent que la totalité des stipulations forme un ensemble indissoluble, dont l'exécution doit être complète ; qu'il ne faudrait pas, dans ce but, recourir à la force, c'est-à-dire à des mesures coercitives ; qu'on n'aurait recours, en cas de besoin, qu'à une action diplomatique ; que le Congrès voulait préserver la souveraineté du Sultan et qu'il estimait dangereuse une tutelle à imposer à la Turquie et dangereuse aussi une ingérence dans ses affaires.

Or, que voyons-nous actuellement ! Les puissances exigent l'établissement d'un contrôle sous une dénomination quelconque ; elles adoptent une sanction exécutoire ; elles ignorent de propos délibérés une foule de stipulations politiques, stratégiques et financières favorables à la Turquie et à leurs propres nationaux, créanciers de celle-ci, et cela après avoir déclaré que les stipulations formaient *une totalité, un ensemble, dont il est impossible d'accepter une partie et de rejeter le reste* ; elles imposent l'exécution d'innovations étrangères au traité de Berlin, qui est le seul titre légal et légitime offrant une base de discussion et de démarches rationnelles ; elles l'imposent au moyen de mesures coercitives, c'est-à-dire en ayant recours à la force, répudiée explicitement et catégoriquement par le Congrès de Berlin. En outre, on porte atteinte à la *souveraineté* du Sultan qu'on déclarait vouloir sauvegarder, et l'on cherche à l'assujettir à une sorte de *tutelle*, bien qu'on en ait d'avance désavoué l'intention !

Ces procédés se passent de commentaires. Tout y est à critiquer : contradiction avec des déclarations et des engagements solennels, imprévoyance, injustice, illégalité, enfin manque de générosité envers un Etat obéré et nécessairement faible, puisqu'il est aux prises avec six puissances. Et comme si cela ne suffisait pas, on voit l'Angleterre, sous un ministère conservateur, se mettre à la tête du mouvement, alors que c'est principalement lord Salisbury qui fit échouer le projet russe en 1878.

Dans ces conditions, à quoi bon conclure des traités, à quoi les traités servent-ils ?

TDV İSAM

Kütüphanesi Arşivi

No HHP. 1402-41

sous la présidence de sir James Bryce, membre de la Chambre des Communes. Elle a nommé comme vice-présidents MM. Anatole France, Frédéric Passy, Georges Clemenceau, Jean Jaurès, et parmi les Italiens, MM. Marcora, le prince Balthazar Odelsaschi, Villari, Moneta, directeur du *Secolo*.

Dans la réunion de la commission exécutive qui a eu lieu hier soir, M. de Pressensé a dit au comité que ses amis et lui feront des efforts pour obtenir de la Chambre française non seulement une démonstration navale dans les Dardanelles, mais pour faire nommer auprès de chaque consulat des commissaires chargés de parcourir les districts consulaires.

M. Mazzini, membre italien, a fait ressortir que ce sont les rivalités européennes qui permettent au sultan de ne pas changer de conduite et de se maintenir au pouvoir.

La prochaine réunion du comité aura lieu le 15 juillet.

Paris, 16 juin

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

TURQUIE

Le conflit entre Hussein Hilmy pacha et les officiers de la gendarmerie macédonienne, ou plutôt entre la Sublime Porte et les puissances, est plus grave encore que ne le donnaient à penser les premières dépêches.

Il importe de ne pas perdre de vue que les négociations, à la suite desquelles le sultan a consenti à la désignation par les gouvernements européens de ces quelques militaires, ont eu pour base le programme formulé à Muerzsteg en l'automne de 1903 par le tsar Nicolas et l'empereur François-Joseph. Les instructions données par les ministres des affaires étrangères de Russie et d'Autriche-Hongrie, les comtes Lamsdorf et Goluchowski, à leurs ambassadeurs respectifs à Constantinople, MM. Zinoviev et de Calice, portaient expressément un article établissant que les officiers de gendarmerie ne joueraient pas seulement en Macédoine le rôle d'instructeurs et d'organiseurs de leur corps, mais aussi celui, plus difficile et plus important, de contrôleurs de leurs districts où ils auraient pour mission de surveiller les procédés des troupes envers la population.

Le bon sens indique que les puissances coopérantes, si faibles qu'elles se soient montrées à l'égard de la Porte, avec quelque soin qu'elles aient évité la vraie et simple solution du problème macédonien n'auraient pu souscrire d'avance à une définition des pouvoirs de leurs délégués militaires qui n'eût pas seulement été dérisoire, qui aurait fait de ces officiers en même temps que les témoins inertes et passifs des pires excès d'autorité les professeurs responsables des troupes employées à cette œuvre de sang.

Un des principaux arguments avancés pour réconcilier l'opinion publique en Occident à l'omission de la seule mesure efficace, à savoir de la nomination d'agents de contrôle investis de pouvoirs *ad hoc*, c'a été qu'après tout les officiers de gendarmerie mis à la disposition de la Porte en Macédoine par les grands Etats civilisés s'acquitteraient de cette fonction et veilleraient à prévenir et à réprimer de pareils abus.

On peut donc dire, sans exagération, que l'exercice d'un droit effectif de surveillance et de contrôle par ces officiers est la condition *sine qua non* de l'accord intervenu et, par conséquent, de la trêve qu'ont consentie et qu'observent les champions des droits de la Macédoine. La chose semblait si naturelle que les délégués français et russes, sans s'être même concertés, avaient d'emblée commencé, dans leurs cantons respectifs, à recevoir et à examiner les plaintes formées par les habitants contre les excès, violences et exactions de la troupe. On se demande quelle figure pourraient faire aux yeux des infortunés *rayahs* des militaires étrangers importés à grands fracas du dehors, s'ils n'avaient même pas le droit d'accueillir ces doléances, d'en étudier la valeur et d'y chercher des remèdes.

Or, c'est précisément cette influence, cette autorité morale des représentants de l'Europe civilisée que le sultan ne veut pas souffrir. D'ordre souverain, Hussein-Hilmy pacha n'a pas seulement édicté l'étrange formule qui réduirait ces officiers à l'impuissance absolue, il a mis quelques-uns d'entre eux, de propos délibéré, dans la plus fausse des positions.

Récemment, dans l'affaire de Ptchinia, deux officiers autrichiens ont été soigneusement amenés sur les lieux pour assister au massacre déloyal d'une petite troupe de prétendus insurgés. Ces dangereux rebelles, dont quinze seulement avaient des armes, avaient levé les mains blanches et offert de se rendre. Le chef turc répondit en donnant le même signal, puis, quand les malheureux, confiants dans sa parole comme les Arméniens de Guellieh-Guzon en celle de Zeki pacha, se furent approchés, on les égorga jusqu'au dernier sous les yeux des gendarmes autrichiens surpris et indignés.

Contre ce guet-apens, l'agent civil austro-hongrois, M. de Mueller, a protesté. L'Europe se doit de protester efficacement contre l'impudente mutilation des droits de ses mandataires.

Si elle ne le faisait pas, si elle tolérait que les officiers de la gendarmerie macédonienne fussent ramenés, comme les consuls occidentaux en Arménie, au rôle de témoins inertes, elle déchirerait de ses propres mains l'accord relatif aux réformes, elle mettrait un terme à une expérience à peine engagée, elle achèverait de convaincre Macédoniens comme Arméniens qu'il n'y a rien à attendre de la diplomatie.

Lump
Vendredi

17 juin
1904

La Porte et l'amnistie

Notre correspondant de Salonique nous écrit :

Maintenant les agents civils usent de tout leur pouvoir pour obtenir l'amnistie générale. Ils ont fait un grand pas dans cette voie, en obtenant du Palais, que l'inspecteur général préparât avec eux un manifeste accordant aux réfugiés macédoniens en Bulgarie, toutes les garanties présentes et futures qui leur permettent de revenir dans leurs villages, sans aucune crainte de répression ni de vengeance.

C'est un acheminement vers l'amnistie générale, promise depuis longtemps et attendue avec impatience. Il est certain que cette mesure de pardon contribuerait beaucoup à rendre les relations turco-bulgares aussi bonnes que possible.

« Hilmi pacha, me disent les agents civils, a bien compris le grand soulagement que l'amnistie apporterait dans le pays. Et nous devons vous dire que nous sommes enchantés de l'attitude franche et loyale de l'inspecteur général. Nous n'avons qu'à nous louer de la rapidité qu'il apporte à se renseigner sur tous les faits que nous lui signalons; et c'est sans parti, sans arrière-pensée qu'il reconnaît le bien-fondé de nos réclamations. »

Dans le cas d'hésitation de la Porte, au sujet de l'amnistie générale, qui sait si les agents civils ne demanderont pas l'application de l'art. 6 du programme de Muerzsteg, ordonnant la création d'une commission mixte, pour examiner les procès politiques en souffrance !

On signale toujours quelques rencontres, sans importance, entre bandes d'insurgés et troupes turques. Ce sont des bandes en permanence dans la contrée, les cadres pour ainsi dire de l'insurrection. Ces insurgés ont pour mission l'entretien des armes cachées, leur distribution, l'encaissement des sommes fixées par les Comités et que doivent payer les paysans. En un mot, ce sont ces hommes qui entretiennent l'insurrection en Macédoine.

44P.1402-43

sible, en effet, pour les empêcher d'aboutir, quittes à rejeter entièrement sur la Turquie la responsabilité de cet état de choses.

La déclaration de Lord Lansdowne est d'autant plus précieuse que c'est surtout sur l'Angleterre que les révolutionnaires paraissent compter pour arracher définitivement la Macédoine à la domination ottomane. A un moment donné, il fut même question à Sofia de faire directement appel au gouvernement de Londres. On voit maintenant l'accueil qui serait fait par l'Angleterre à cet appel. Pour notre part, nous avons souvent regretté ici que l'Angleterre se soit, en ces dernières années, en quelque sorte désintéressée de la question d'Orient, parce qu'elle pouvait empêcher la Russie et l'Autriche de poursuivre leurs vues égoïstes et aider efficacement la Turquie à se relever.

Il semble que l'on commence à se rendre compte à Londres que ce fut-là une erreur de tactique et la protestation anglaise contre la demande des ambassadeurs d'Autriche et de Russie tendante à augmenter le nombre des officiers étrangers en Macédoine semble indiquer que la Grande-Bretagne veut reprendre nettement position et qu'elle tient à jouer, elle aussi, un rôle de premier plan dans la question balkanique. Si cette attitude se précise, la Russie et l'Autriche-Hongrie pourraient se trouver quelque peu contrariées dans leur action et une dernière chance s'offrirait à la Turquie de se dégager de l'étreinte des gouvernements de Saint-Petersbourg et de Vienne et de travailler à son relèvement politique.

HHP. 1402 - 44

Lord Lansdowne a fait hier à la Chambre des lords une déclaration assez intéressante au sujet de la situation en Macédoine. Il a confirmé sa lettre au président de l'Association anglo-américaine dans laquelle il disait que le vice-consul anglais en Macédoine a signalé, en date du 6 juillet, une grande amélioration dans la situation intérieure. A l'en croire, les Turcs s'efforcent d'assister les réfugiés indigents rentrés dans leurs foyers. Ces déclarations du marquis de Lansdowne, basées sur une communication officielle, peuvent être opposées aux informations des chefs macédoniens de Sofia qui représentent la situation de la population chrétienne en Macédoine comme plus désespérée que jamais. Selon eux, les rapatriés seraient livrés à la plus grande misère et l'insécurité la plus complète régnerait dans le pays où le commerce serait complètement paralysé par les bandes de brigands qui infestent toutes les routes. Qui faut-il croire, le secrétaire du Foreign-Office de Londres ou les porteparoles des comités révolutionnaires de Sofia?

L'hésitation n'est vraiment pas permise après tout ce que l'on sait des intrigues et des menées des comités macédoniens. Au surplus, si tant d'insécurité règne en Macédoine, c'est aux révolutionnaires bulgares qu'on le doit, car ce sont leurs bandes qui infestent les routes, qui n'hésitent pas à commettre les crimes les plus abominables, qui usent de violence à l'égard des populations qui refusent de les aider dans leur œuvre mauvaise. Les comités révolutionnaires ont toujours exagéré à plaisir la situation critique de la Macédoine, parce qu'ils espéraient par là émouvoir l'Europe et déterminer les puissances à intervenir. Quand il fut officiellement annoncé que des réformes allaient être entreprises en Macédoine, les révolutionnaires déclarèrent d'avance qu'elles n'aboutiraient pas et ils firent l'impos-

TDVISAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP. 1402-45

1904

Arşivi

sie et le Japon.

J'ai promulgué, au début de cette guerre, une proclamation où j'affirmais ma neutralité et où j'ordonnais à tout mon peuple de la respecter de la manière la plus stricte.

D'importantes questions concernant le traitement du commerce des neutres de la part des belligérants ont été soulevées à l'occasion de cette guerre. Les difficultés qu'elles présentent et qui sont de la plus haute importance pour le commerce de l'empire britannique seront réglées, je l'espère, à l'amiable et sans le moindre préjudice pour les grands intérêts commerciaux de mon pays. Mon gouvernement assistera de la manière la plus énergique mes sujets dans l'exercice des droits qui leur sont reconnus par le droit international comme appartenant à tous les neutres.

Le plan de la réorganisation de la gendarmerie en Macédoine a été mis à exécution et les officiers étrangers nommés par les puissances sont employés dans leurs districts respectifs sous la direction intelligente du général Degiorgis pacha, qui promet de donner des résultats satisfaisants.

Un plan de réforme du système de la dime a été élaboré par les agents civils et le gouvernement.

Je suis résolu à sanctionner l'introduction d'un élément électif dans le conseil législatif du Transvaal, et j'espère que tous mes sujets, quels qu'ils soient, dans cette colonie, uniront leurs efforts afin de rendre profitables au développement et à la prospérité de cette partie de mon empire cet acheminement vers le *self-government*.

La mission politique, qu'avec l'assentiment du gouvernement chinois j'ai jugé nécessaire d'envoyer dans le territoire du Thibet, afin de faire respecter comme il convient la convention de 1890 relative au Sikkhim et au Thibet, a rencontré une certaine résistance dans sa marche en avant. Je suis très heureux d'apprendre qu'elle est arrivée sans encombre à Lhassa. Cela donne beaucoup à espérer de la part des officiers et des hommes qui composent ce petit corps expéditionnaire. J'espère que les négociations avec les autorités du Thibet appuyées d'ailleurs par le représentant de la Chine à Lhassa aboutiront à une entente favorable au commerce, qui mettra fin aux difficultés et aux froissements qui ont pris naissance sur la frontière du nord de mon empire de l'Inde.

Messieurs de la Chambre des Communes, je vous remercie de l'empressement que vous avez mis à satisfaire aux besoins des services publics.

Milords et messieurs, j'ai été heureux d'appeler votre attention à l'égard de l'importante question de la réorganisation de mon armée et de son administration centrale, et j'espère que ces réformes auront pour résultat d'augmenter la force de résistance de mon empire.

Le vote de la proposition tendant à réduire le nombre actuel des licences de débits de spiritueux et à régler le mode des nouvelles autorisations constitue un progrès très sensible sur la loi actuelle, et, en même temps qu'il favorise la cause de la tempérance et l'ordre public, il évite de nuire aux intérêts qui ont pris naissance sous le régime antérieur.

J'ai sanctionné un bill destiné à assurer au profit de tous les enfants, sans exception, qui fréquentent les écoles primaires publiques en Angleterre et dans le pays de Galles, l'application des réformes prévues dans la loi de 1902.

Un ordre du jour a été voté, tendant à approuver les clauses de l'accord que j'ai conclu avec le gouvernement de la République française.

Un bill qui a pour objet de permettre à tous les magasins du Royaume-Uni de fermer à une heure moins tardive, a reçu ma sanction.

Avant de prendre congé de vous, je demande à la Providence de bénir l'ensemble de vos travaux.

انقره باطنوسه
تظلمه قرا لى
نامه امرار اولنا به
نطقه

TDV ISAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP. 1402-46

LE TEMPS. — 17 août 1904.

vorisant ainsi l'œuvre des comités que mène le panslavisme.

» Si l'on voulait sérieusement l'application des réformes, on l'aurait obtenue sans peine. Les Grecs et les Turcs souhaitent un état de choses qui leur garantirait la tranquillité. Et les Grecs et les Turcs sont la majorité en Macédoine. D'adversaires, les réformes n'en trouvent que chez les Bulgares, et chez les agents du sultan, officiels et officieux. Ceux-ci avec ceux-là créent les complications qui rendent problématiques le succès des réformes déjà fort compromis par l'attitude peu sincère de la Russie et de l'Autriche.

» Le but de tout ceci, me demanderez-vous, ajouta l'officier ? Il est assez clair. La Russie, par la Bulgarie, compte slaviser la Macédoine. L'Autriche, en se rendant agréable aux populations slaves, espère étendre sa domination jusqu'à Salonique. Voilà pourquoi les deux signataires du pacte de Muerszteg ont intérêt à voir échouer les réformes. Et du train dont marchent les choses, une solution paraît probable, sinon certaine : la création d'une nouvelle Bosnie sous les ordres d'un général autrichien.

» L'opinion s'est formée parmi les officiers étrangers que tout ce qui se fait en Macédoine n'est qu'une comédie qui se joue aux dépens des populations indigènes. A tel point que les Italiens se sont cantonnés à Monastir, les Français à Serrès, les Anglais à Drama et se tiennent sur l'expectative pour ne pas paraître complices. Les ennemis des réformes, a conclu l'officier, sont les Russes et les Autrichiens, avec leurs organes les Bulgares et les Albanais, et non les Turcs ou l'armée turque demandant ou la guerre qui détruirait les Bulgares ou une modification au *statu quo* respectant l'intégrité de la Turquie. »

Nous avons, d'après des nouvelles de Rome, où se trouve actuellement le général Degiorgis, démenti le bruit de la retraite du commandant en chef de la gendarmerie macédonienne. La *Gazette de Francfort* insiste sur cette nouvelle. Voici la dépêche de son correspondant de Constantinople :

Le général Degiorgis veut donner sa démission parce que les puissances coopérantes exigent absolument, suivant les déclarations de la Russie, l'augmentation du nombre des officiers étrangers, augmentation contre laquelle le général s'élève.

La diplomatie italienne voudrait éviter cette crise et il ne peut résulter, semble-t-il, rien d'avantageux.

Sofia, 16 août, 8 heures.

A la revue en l'honneur du 17^e anniversaire de l'avènement au trône du prince Ferdinand, on a beaucoup remarqué, en particulier parmi les attachés militaires étrangers, que l'armée avait réalisé depuis les bruits de guerre de l'année dernière des progrès considérables sous l'impulsion du ministre de la guerre général Savof. L'artillerie est excellente, malgré l'insuffisance des canons à tir rapide ; l'infanterie bonne, avec ses qualités bien connues de marche ; la cavalerie, seule, laisse un peu à désirer en quantité, sinon en qualité.

Bref, on a emporté de la revue l'impression que l'armée bulgare, peut-être un peu négligée depuis la chute de Stamboulof il y a dix ans, avait regagné le temps perdu et était prête à résister à la Turquie, peut-être même à prendre les devants, grâce à la rapidité de sa mobilisation, à condition naturellement que la Turquie ne continue pas à entretenir plus de 200,000 hommes sous les armes en Macédoine.

On télégraphie de Constantinople à l'agence Reuters :

HP. 1402-48

On se propose de faire partir encore vingt-trois officiers destinés au service de la gendarmerie macédonienne, à savoir : douze Autrichiens et Russes, cinq Italiens, cinq Français et un Anglais. On a abandonné pour le moment le projet d'envoyer des sous-officiers.

Etant données les difficultés d'ordre financier auxquelles le gouvernement se trouve aux prises, on croit savoir que les puissances viendront en aide à la Porte, en faisant une avance provisoire sur les revenus assignés au service de la gendarmerie dans les trois vilayets, de façon à éviter l'objection que la Porte a opposée à l'augmentation du nombre des officiers, en raison du manque de ressources pécuniaires.

ces civiles. Ce qui fait que depuis plusieurs mois les dépenses militaires étant excessives, on cesse de payer les fonctionnaires. Telle est l'origine de tous les maux dont souffre la Turquie.

Admettons que M. de Muller réussisse; que les fonctionnaires soient payés régulièrement, pendant deux ans par exemple, est-ce que ce temps ne suffirait pas, pour envoyer en Macédoine des inspecteurs européens, spécialistes dans les diverses questions administratives, qui remonteraient la machine et en surveilleraient le bon fonctionnement.

Nous avons en Turquie deux administrations, dont les agents secondaires et subalternes sont turcs; ce sont: la dette publique et la régie des tabacs. Ces deux administrations fonctionnent bien, parce que les agents sont payés régulièrement et peut-être aussi parce que les chefs de service sont Européens.

Cependant il faut considérer que la nouvelle génération turque est instruite; qu'elle apprend le français et l'allemand, qu'elle lit beaucoup et cherche à se tenir au courant de tout ce qui se passe en Europe. Un certain nombre d'officiers turcs vont soit en France soit en Allemagne compléter leur instruction militaire. Ils ont vu, peuvent comparer et la plupart doivent déplorer amèrement la triste situation de leur pays et ne demanderaient pas mieux que de travailler à son amélioration. Ces jeunes gens instruits et intelligents, soit dans le civil ou le militaire, une fois mis au courant d'une bonne administration, pourraient faire aussi bien que leurs collègues des autres Etats de l'Europe.

Je crois avoir ainsi démontré que la solution momentanée de la question macédonienne repose dans le paiement des fonctionnaires et civils et militaires, et que la solution définitive est dans la réorganisation complète des administrations turques en général et du règlement de la situation financière en particulier.

AFFAIRES DE MACÉDOINE

(De notre correspondant particulier)

Salonique, 12 août 1904.
Les réformes financières. — Une solution momentanée. — Une solution définitive

La question macédonienne peut trouver une solution momentanée dans un emprunt, permettant de payer régulièrement les traitements des fonctionnaires civils et militaires; mais la solution définitive est dans une réorganisation générale de toutes les administrations.

Or, comme cette dernière solution ne peut être faite subitement, les agents civils ont décidé de chercher d'abord le momentané. C'est pour cela que pendant les pérégrinations de M. de Giers à travers le vilayet de Monastir, M. de Muller est allé à Vienne, pour étudier la question d'emprunt de la somme nécessaire au paiement régulier pendant deux ans des traitements des fonctionnaires.

Il paraît que M. de Muller, toujours ingénieux, aurait trouvé dans les revenus des trois vilayets macédoniens, des taxes non encore complètement engagées pour garantir l'emprunt.

Voilà pour le momentané; tâchons d'exposer clairement les réformes financières à opérer pour obtenir une solution définitive de la question macédonienne.

En Turquie, le budget, en général, n'existe que pour la forme. Les services des recettes et des dépenses ne sont pas séparés. Il n'existe pas de trésor central, ni de service de trésorerie. Ce sont les agents percepteurs, dans chaque circonscription: каза, liva, vilayet, qui payent les dépenses locales sur leurs encaissements; mais ils ne sont pas libres de payer toutes les dépenses locales.

Lorsque, par exemple, les dépenses locales militaires dépassent les encaissements, par ordre supérieur on suspend le paiement des fonctionnaires pour y faire face.

En outre, la Turquie a maintenu, dans une large mesure, le système des budgets spéciaux, entretenus par des ressources spéciales.

Il y a par exemple des droits de timbres affectés spécialement à la construction du chemin de fer du Hedjaz; des droits supplémentaires sur les dîmes, affectés aux dépenses de matériel militaire, écoles, etc.; des impôts spéciaux pour les travaux publics, etc.

De plus, les revenus de certaines douanes et ceux des dîmes de la plupart des provinces sont engagés pour le service d'emprunts déterminés, ou le service des garanties d'intérêts des chemins de fer.

Enfin, une part considérable des impôts indirects, timbres, sel, pêcheries, chasse, sont perçus directement par l'administration internationale de la Dette publique.

Dans ces conditions, ce n'est qu'au moyen de la partie d'impôts restant disponible que l'on peut subvenir aux dépenses normales des administrations et de l'armée.

On se rendra mieux compte du fonctionnement de ce système financier en prenant pour exemple le vilayet de Salonique.

Recettes. — Le total des recettes fiscales s'élève, en chiffres ronds, à 1,150,000 liv. tq. ou 26,162,500 francs.

500,000 liv. tq. sont absorbées par le service de la Dette et par celui des garanties d'intérêts, services des deux lignes de chemins de fer.

Le montant des recettes affectées à des administrations spéciales ou transmises à Constantinople s'élève à 215,000 liv. tq.

Les recettes demeurées disponibles pour le paiement des dépenses civiles et militaires de la province ne s'élèvent qu'à 435,000 liv. tq.

Dépenses. — Les dépenses de l'administration civile (gendarmerie comprise), s'élèvent à 210,700 liv. turques. Il ne resterait disponible pour dépenses militaires que 225,300 liv. tq.

Or, par suite de la situation de la Macédoine — convocation des rédifs-ilavets, transports de troupes, etc., on a dépensé 500,000 liv. tq., soit un déficit de 275,400 liv. tq. pris en grande partie sur les traitements des fonctionnaires. Cela se passe ainsi dans chaque vilayet.

On voit par ces quelques chiffres, qu'après avoir défalqué les recettes engagées, il reste une somme déterminée à consacrer aux dépenses civiles et militaires.

Les dépenses civiles étant inscrites les premières, afin d'assurer le fonctionnement régulier des administrations, le solde disponible pourrait être consacré aux dépenses militaires.

D'une manière générale, cette somme peut suffire à l'entretien de l'effectif normal en temps de paix. Mais lorsque les circonstances de la politique extérieure exigent un accroissement de l'effectif des troupes, ce supplément de dépenses devrait être fait exclusivement par le gouvernement central, et non plus comme aujourd'hui en prenant sur les ressource

LE RÉVEIL DE LA NATION ARABE DANS L'ASIE TURQUE

Au directeur du Temps

Au cours de mes voyages en Arabie, j'ai pu voir, depuis douze ans, se manifester de plus en plus forte l'aversion des Arabes envers les Turcs, leurs dominateurs et, on peut le dire, leurs oppresseurs.

Ces sentiments de haine, que je signalais déjà comme très vifs en 1894, paraissent avoir atteint aujourd'hui leur paroxysme, non seulement dans les provinces du sud et du centre de l'Arabie, mais aussi en Mésopotamie et en Syrie.

Une insurrection jamais terrassée et qui traîne en longueur depuis quinze ans dans l'Yémen est en ce moment victorieuse des armées turques envoyées pour la réprimer. Elle gagne avec rapidité l'Assir et le Hedjaz et tout semble faire prévoir qu'elle sera bientôt maîtresse de la Mecque, où la domination turque est encore plus exercée que partout ailleurs.

Il n'est pas douteux un instant que les militants du parti national arabe organisent actuellement un grand complot qui aurait obtenu, à ce qu'ils prétendent, l'adhésion des comités nationalistes séparatistes arméniens, kurdes, albanais, bulgares, serbes et hellènes, ainsi que celle, plus affirmée et plus active encore, des comités de l'indépendance arabe de Syrie et de Palestine.

Cette conjuration ne tend à rien moins qu'à mettre en question l'existence même de l'empire ottoman; elle vise son démembrement et sa division en un certain nombre de petits royaumes européens et asiatiques correspondant aux divers groupes ethniques disparates qui le composent. Mais l'action première des comités, secrets pour la plupart, consiste à préparer et à provoquer la défection en masse des troupes de race arabe qui constituent l'élément le plus important en nombre et en qualité de l'armée turque : corps d'armée de Damas et de Bagdad, troupes d'élite de même origine et de même valeur militaire que ceux qui furent les héros de Plevna.

Cette tactique a pleinement réussi dans l'Yémen où les troupes arabes envoyées de Syrie et de Mésopotamie, cédant à la suggestion des comités, ont refusé obéissance aux officiers turcs quand il s'est agi de marcher contre leurs frères insurgés et se sont même joints à ceux-ci.

En présence d'événements d'une aussi grave portée, il convient de rechercher à quelles aspirations du peuple arabe ce mouvement séparatiste correspond, et aussi d'en rechercher les conséquences à prévoir pour l'Angleterre, l'Allemagne, la France et la Russie. C'est ce que je vais essayer de faire brièvement ici.

Les peuples de race arabe ont subi, au cours de l'histoire, des dominations étrangères successives, et c'est sous des noms divers, autres que celui d'Arabes, que l'on a coutume de les désigner et de suivre leur évolution à travers les âges; mais ces peuples, originaires de l'Arabie, offrent cependant tous les caractères constitutifs d'une race bien nettement déterminée. Leurs hautes qualités intellectuelles et morales ont toujours été au moins égales, souvent supérieures, à celles de leurs conquérants, et les pays qu'ils ont peuplés ont vu successivement éclore et briller les plus belles civilisations.

Grâce aux récents travaux de la mission de Morgan, l'histoire des peuples arabes nous est aujourd'hui connue. Nous savons quelle a été, depuis six mille ans, la vie de cette race qui, sans interruption jusqu'au treizième siècle de notre ère, fut une des plus civilisées du globe.

Du régime de la féodalité, la Babylonie et l'Elam passèrent à celui de la monarchie, puis leur réunion sous un seul sceptre forma le puissant empire babylonien d'abord, ninivite ensuite par la conquête assyrienne. Après de nombreuses vicissitudes, invasions des Mèdes, des Perses et des Grecs, les peuples arabes qui formaient le fond immuable de cet empire conservaient encore une telle vitalité et offraient de telles ressources au moment de l'apparition de l'islam, que la nouvelle civilisation put s'épanouir à Bagdad, au cœur même de l'antique Babylonie, avec la rapidité merveilleuse que l'on sait. Sur cette terre d'élection, vivaient depuis plus de quatre mille ans une noble race d'hommes qui avaient pu se transmettre de père en fils les plus belles traditions de l'humanité, et entre autres, celles de la civilisation grecque qui, grâce à eux,

survécurent et qui, par eux en grande partie, parvint jusqu'à nous.

Mais depuis le quatorzième siècle, que de calamités ont accablé ces malheureux pays! Après la destruction de la brillante cité des califes et le ravage de la Mésopotamie entière par les hordes mongoles, ce fut, déchéance dernière, la domination exécrable des Turcs qui rendit tout relèvement impossible jusqu'à nos jours.

Et ces Arabes de si vieille souche, ces hommes si fiers de leur glorieux passé, se rendent bien compte de la misère morale de leurs dominateurs. Le régime turc leur apparaît d'autant plus méprisable qu'ils peuvent aisément le comparer à celui dont jouissent les autres nations que les facilités de communications et les échanges d'idées leur permettent de connaître de jour en jour davantage.

Le réveil de la nation arabe, si indignement opprimée, était un phénomène inévitable. L'explosion des haines accumulées, à laquelle nous assistons aujourd'hui, ne doit surprendre personne, et rien au monde ne pourra probablement contenir ses effets. Cependant les précédents historiques nous autorisent à penser que les révolutionnaires d'aujourd'hui n'atteindront que partiellement leur but et que leur rêve de constituer un grand royaume arabe englobant la Syrie, la Palestine et l'Arabie proprement dite est irréalisable.

Mais d'autre part, il paraît certain que si la Turquie est abandonnée à ses propres ressources, il lui sera bien difficile, en raison de la défection des troupes arabes, de s'opposer à la proclamation d'indépendance d'un certain nombre de provinces d'Arabie qui vont essayer de se constituer en petits royaumes autonomes.

L'Angleterre n'a qu'à gagner à une telle révolution. Si ce n'est elle, qui rétablira l'ordre dans les villes saintes où elle compte tant de ressortissants indiens? (J'ai constaté, en 1894, que sur 10,000 habitants la Mecque comptait environ 75,000 Indiens.) Et si elle se charge du rétablissement de l'ordre, quels titres n'aura-t-elle pas acquis, de ce fait, à un protectorat plus ou moins définitif des lieux saints de l'islam! Le projet d'y substituer l'influence égyptienne, c'est-à-dire anglaise, à celle de la Turquie, n'a-t-il pas été récemment l'objet de pourparlers entre les chérifs arabes du Hedjaz et lord Cromer?

Mais l'Allemagne ne verrait-elle pas dans une action quelconque de l'Angleterre pouvant tourner à l'avantage des révolutionnaires arabes une nouvelle manifestation de l'antagonisme systématique dont ses projets en Asie-Mineure sont l'objet de la part de l'Angleterre?

Le chemin de fer allemand, qui doit réunir Constantinople au golfe Persique et qui est appelé inéluctablement à devenir la grande voie mondiale de l'Europe centrale vers l'Extrême-Orient, fait renouveler aux Anglais les procédés d'obstruction qu'ils nous opposèrent jadis, lors du projet de percement du canal de Suez. Faut-il rappeler toutes les récentes manœuvres de l'Angleterre, ayant pour but de contrecarrer le projet allemand? D'abord, les incidents de Koweït qui, habilement exploités, lui permirent de s'assurer du seul terminus pratique de la future voie ferrée. Puis, son action parallèle à celle de la Russie en vue de nous détourner de la voie où s'était engagée à fond notre politique qui, loin d'être hostile aux intérêts de l'Allemagne, tendait au contraire à une entente et à une association de capitaux avec celle-ci. Nous eussions ainsi fait œuvre commune avec nos voisins d'outre-Rhin dans cette Asie-Mineure et cette Mésopotamie où nous avons tant d'intérêts, où nous comptons 750,000 protégés catholiques parlant presque tous notre langue et d'où nous devrions essayer de ne pas nous laisser évincer.

Aujourd'hui, fidèle à sa ligne de conduite et avec l'esprit de suite qui caractérise sa politique, voici l'Angleterre s'intéressant à la proclamation d'indépendance des petits royaumes arabes, nids à complications de toutes sortes, qui borderaient, de Basorah à Mossoul, sinon plus haut, le trajet du futur chemin de fer allemand. Perspective charmante pour les promoteurs de cette œuvre!

Sans compter que si les espérances des révolutionnaires se réalisaient, ne fût-ce qu'en partie, la Turquie serait pour longtemps aux prises avec des difficultés inouïes, et par conséquent peu en mesure de seconder et d'appuyer les efforts allemands en Asie-Mineure.

Tout ceci mérite une sérieuse attention de notre part. Devons-nous borner notre rôle à participer simplement au rétablissement de l'ordre à la Mecque s'il est troublé et si une intervention devient indispensable? Et dans ce cas, faudra-t-il joindre quelques troupes mahométanes de nos contingents algériens aux soldats musulmans que l'Angleterre tirerait des Indes? Personne n'ignore en effet que des troupes musulmanes pourraient seules être utilisées au Hedjaz en pareille circonstance, car l'entrée en scène de troupes chrétiennes dans les cités saintes de l'islam est absolument impossible.

Devrions-nous au contraire, si la question se posait, laisser l'Angleterre agir seule? N'attendons pas la dernière heure pour supputer les risques et les bénéfices du parti à prendre, et surtout efforçons-nous de porter au grand jour cette grave question du réveil arabe en Asie, en vue d'essayer, s'il en est temps encore, d'en éclairer toutes les faces et de montrer à l'Angleterre tout le danger qu'il y aurait pour elle-même à lancer l'Europe dans une aventure dont nul ne saurait prévoir les conséquences.

La question d'Orient, en tant que des intérêts chrétiens y étaient agités, a toujours alarmé l'Europe fermement attachée au dogme de l'intégrité de l'empire ottoman. Mais cet empire, qu'il a toujours

paru si dangereux de voir simplement entamer, est peut-être menacé d'une dislocation complète.

Jusqu'à ce jour, les révoltes contre le joug ottoman se sont limitées à de petits groupes nationaux ne pouvant rien sans une aide européenne, et les convoitises des grandes puissances se sont généralement fait équilibre.

Aujourd'hui, c'est la grande masse des peuples arabes qui se lève. La Turquie n'a guère de forces militaires fidèles à lui opposer; la Russie a les mains liées; l'Allemagne et l'Angleterre vont donc se trouver probablement presque seules face à face.

GERVAIS-COURTELLEMONT.

HHP. 1402-51

SOMMAIRE :

La sécurité en Macédoine. Règlement d'Halil Rifaat Pacha, p. 1. — La justice borgne. De Giorgis Pacha se réveille. Le débat macédonien, p. 3. — L'enfant prodigue. Choses d'Albanie. L'incident turco-roumain. L'exarque bulgare et la Porte. Délimitation de la frontière turco-bulgare, p. 5. — Grecs et Bulgares. La révolte au Yémen. Soldats et diplomates. Sans commentaires. La Vie en Macédoine, p. 6. — Dans le vilayet d'Andrinople. Les limites de la Macédoine, p. 7.

TDV İSAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP.1402-52

LA SÉCURITÉ EN MACÉDOINE

LE MOYEN DE LA RÉTABLIR

Tout le monde est d'accord, hélas ! pour reconnaître que l'essai de réorganisation de la gendarmerie sous le commandement d'officiers européens n'a donné aucun résultat pratique. Le système est demeuré à l'état rudimentaire. Tandis que l'on avait eu, avant Murzsteg une gendarmerie sans officiers, on a eu depuis Murzsteg des officiers sans gendarmes.

Le général de Giorgis, malgré sa crainte de déplaire au Sultan en est venu, ayant mesuré, enfin, tout le ridicule de sa propre situation, à reconnaître l'urgence d'entrer dans une voie nouvelle. Il a demandé six cents hommes et plus pour le corps de gendarmerie qu'il commande. Le Sultan n'a cédé que sur la menace du général de donner sa démission.

Il est bien à craindre que ce tardif remède ne soit un cautère sur une jambe de bois. En multipliant les gendarmes, on ne pacifiera pas la Macédoine. Il faut absolument en arriver à intéresser la population elle-même à sa propre sécurité, à lui en laisser la charge principale. Il faut armer les villageois paisibles contre les brigands.

C'est ce qu'avait su faire, en 1887, un vali intelligent qui devint plus tard un grand vizir fort médiocre : Halil Rifaat pacha. Placé à la tête du vilayet de Monastir, il avait entrepris d'y détruire le brigandage et, pour cela, avait eu l'ingénieuse idée d'organiser administrativement des sortes de gardes locales.

On lira ci-dessous le texte du règlement qu'il publia à ce sujet. On verra combien les dispositions en étaient ingénieuses et pratiques.

Le résultat dépassa les espérances même du Pacha. Les villageois macédoniens désirent avant tout avoir

la paix chez eux et ajoutent à cela beaucoup plus d'importance qu'aux « aspirations nationales » qui leur sont si libéralement prêtées par les publicistes-propagandistes jeteurs patentés de poudre aux yeux dont la prose officieuse envahit les gazettes. Les villageois donc se donnèrent avec zèle à la tâche qui leur était confiée.

Chaque village de 50 à 100 maisons reçut à peu près dix à quinze fusils. Une garde relevée toutes les vingt-quatre heures y était assurée par cinq à six hommes nuit et jour. Chacun veillait à son tour sur la sécurité commune. En cas de danger, on appelait à l'aide les villages voisins.

En six mois, le vilayet de Monastir avait été entièrement débarrassé du brigandage.

On avait tué 250 brigands, on en avait emprisonné le double.

Tout le monde pouvait sans crainte aller, à pied, de Monastir à Florina. On hésite aujourd'hui devant le danger d'accomplir ce trajet en chemin de fer.

Mais cela ne faisait pas l'affaire des pêcheurs en eau trouble. Le trio du bey, du fonctionnaire et des brigands se plaignit d'être atteint dans ses intérêts et dans ses droits. Une formidable coalition se forma contre Halil Rifaat qui fut déplacé et emporta avec lui son système.

Il a laissé des souvenirs profonds. Dans le vilayet de Monastir, toute la population paisible en demande le rétablissement à grands cris. Ferait-on pas mieux de songer à remettre en vigueur cette méthode repoussée plutôt que de multiplier à l'excès le nombre des petits tyrans qu'on nomme là-bas des gendarmes.

Samedi 29 Juillet 1905

RÉDACTION

17, rue des Sables, 17, Bruxelles
BUREAUX PARISIENS :
rue Notre-Dame-de-Lorette, 16, à Paris

ABONNEMENTS ET ANNONCES :

A BRUXELLES : 17, rue des Sables,
A PARIS : 16, rue Notre-Dame-de-Lorette,
A LONDRES : chez MM. John-F. Jones & Co, n° 1
Snow Hill. E. C.; à l'Agence Havas, n° 20 High
Holborn W. C., et chez MM. Neyroud et fils, 14-18,
Queen Victoria Street.
En ALLEMAGNE, en AUTRICHE-HONGRIE et en
SUISSE : exclusivement aux Agences de la Maison
Rudolf Mosse.

ADRESSES TÉLÉGRAPHIQUES :

Lindébel. BRUXELLES. | Lindébel. PARIS.

Philippines, sont arrivés à Yokohama ce ma-
tin, à bord du vapeur *Mandchourie*.

Quelques personnages de la Cour et du mi-
nistère des affaires étrangères sont venus à
leur rencontre et, dans les rues que le cortège
a traversées, les Américains ont récolté une
ample moisson d'applaudissements. Tout le
long de la route flottaient des drapeaux amé-
ricains mêlés aux couleurs japonaises; miss
Roosevelt a reçu de nombreuses gerbes de
fleurs. M. Taft portait à la boutonnière des
fleurs de cerisier et les autres un petit dra-
peau aux couleurs américaines.

A Tokio, le premier ministre et les ministres
d'Etat s'étaient réunis pour saluer les voya-
geurs et la foule énorme criait : « Banzai ! »

M. Taft a été conduit au palais de Shiba et
miss Roosevelt s'est rendue à la légation amé-
ricaine.

Tout un programme de fêtes a été arrangé
pour les visiteurs; les journaux discutent au
sujet de l'opportunité de cette visite, qui a lieu
alors que le baron Komura se trouve en Amé-
rique pour conclure la paix.

Tokio, jeudi, 27 juillet.

L'Empereur a reçu hier, avec les plus grands
honneurs, M^{lle} Roosevelt et M. Taft, secré-
taire de la guerre aux Etats-Unis, accompagnés
du ministre américain et de sa femme. Après
l'audience solennelle, il y a eu un banquet
avec la famille impériale, puis une garden-
party. Enfin, les Américains ont parcouru en
voiture le parc privé de l'Empereur, faveur
qui n'avait été jusqu'ici accordée à aucun
étranger.

Vapeur échoué

Montréal, jeudi, 27 juillet.

Le vapeur *Corinthian*, allant de Glasgow,
s'est échoué ce matin en face de la ville. On
croit qu'il suffira de l'alléger pour qu'il puisse
continuer sa route.

Voir les dernières dépêches en
dernière heure quatrième page.

HHP. 1402-539

Lettre de Turquie

(De notre correspondant.)

CONSTANTINOPLE, 23 juillet.

Plus on instruit le cas de l'attentat de
vendredi dernier et plus on est porté à con-
clure que ce n'est point une bombe lancée
à la main, mais une machine infernale en-
fouée sous terre et actionnée par un mou-
vement d'horlogerie, qui a causé les ravages
dont toute la presse européenne s'est émue.
Pour avoir une idée de la puissance extra-
ordinaire de l'engin dirigé contre la vie du
sultan Abdul-Hamid II et auquel il a échap-
pé, il suffit de savoir que l'explosion pro-
duite s'est fait entendre à plus de sept ki-
lomètres de distance, qu'elle a brisé les vi-
tres des maisons de Yéni-Mahallé, quartier
situé sur une hauteur en face d'Yldiz,
qu'une colonne de poussière et de fumée a
un moment obscurci le ciel aux environs de
la mosquée d'où le Padischah a regagné
son palais; enfin, que vingt-huit hommes
tués, cinquante-sept blessés sont restés sur
le carreau, sans compter quarante à cin-
quante chevaux déchiquetés, broyés, mis
en pièces par l'explosion. Une bombe com-

Lettre de Turquie

(De notre correspondant.)

Musard

CONSTANTINOPLE, 23 juillet.

Plus on instruit le cas de l'attentat de vendredi dernier et plus on est porté à conclure que ce n'est point une bombe lancée à la main, mais une machine infernale enfouie sous terre et actionnée par un mouvement d'horlogerie, qui a causé les ravages dont toute la presse européenne s'est émue. Pour avoir une idée de la puissance extraordinaire de l'engin dirigé contre la vie du sultan Abdul-Hamid II et auquel il a échappé, il suffit de savoir que l'explosion produite s'est fait entendre à plus de sept kilomètres de distance, qu'elle a brisé les vitres des maisons de Yéni-Mahallé, quartier situé sur une hauteur en face d'Yldiz, qu'une colonne de poussière et de fumée a un moment obscurci le ciel aux environs de la mosquée d'où le Padischah a regagné son palais; enfin, que vingt-huit hommes tués, cinquante-sept blessés sont restés sur le carreau, sans compter quarante à cinquante chevaux déchiquetés, broyés, mis en pièces par l'explosion. Une bombe comme celle dont s'est servi l'assassin du grand-duc Serge ou l'engin qui a éclaté à Paris près de la voiture d'Alphonse XIII. pouvaient-ils avoir cette puissance? Mais le plus curieux de l'affaire, c'est qu'aujourd'hui, après quarante-huit heures d'efforts et de recherches, on n'a encore rien appris sur la façon dont l'attentat a pu être préparé ni sur son auteur immédiat, celui qui a agi *sur place*. Peut-être est-il au nombre des tués, emportant son secret dans la tombe. Il est possible aussi que la machine infernale, si machine infernale il y a, ait été non pas enfouie sous terre, mais placée contre un mur, contre un obstacle, de manière à compenser autant que possible l'infériorité relative du procédé. Mais ceci est un détail. L'essentiel est que les picrates terribles ont fait leur apparition à quelques pas du Palais impérial d'Yldiz et que l'on n'a pas encore percé le mystère de cette apparition en découvrant ou en arrêtant le ou les auteurs de l'attentat. Beaucoup de rumeurs, de versions contradictoires courent à cet égard dans le public. Je m'abstiens de les relever, afin que d'injustes préventions ne faussent pas l'action de la justice. Depuis hier soir, la police et la gendarmerie se rendant de maison en maison inscrivent les noms des habitants de chaque quartier de la ville avec mention des lieux qu'ils ont quittés avant d'occuper leurs domiciles actuels, les dates de séjour, etc., etc. Il est douteux que cette enquête produise quelque chose. Après cela, les salamlis seront frappés à mort, en tant que spectacles offerts à la curiosité des étrangers visitant Constantinople. Déjà depuis la destruction des salons de la Casette particulière sis en face de la mosquée Hamidié, ils étaient moins attrayants pour eux, vu l'obligation où ils se trouvaient de rester debout, resserrés sur une petite éminence formant terrasse à côté de la porte extérieure du Palais impérial. Maintenant, il est probable que leurs ambassades et légations elles-mêmes ne les engageront pas trop à se rendre sur cette terrasse, ce qui ne saurait déplaire à l'autorité ottomane. D'ailleurs, il y a eu *danger* pour ceux qui s'y trouvaient vendredi dernier, et l'idée de ce danger combattra la curiosité des touristes futurs. Quant aux cochers de la capitale, pour lesquels les salamlis étaient une bonne aubaine, ils seront un peu plus pauvres. Selon une des versions colportées en ville sur l'attentat, ce serait à un cocher qu'il faudrait en faire remonter la responsabilité; cet automédon ayant conduit au salamlik un individu porteur d'une valise contenant douze kilogrammes de dynamite. Le cocher n'est que blessé, dit-on, et il aurait déclaré qu'il serait *peut-être* à même de reconnaître la personne qu'il avait prise dans sa voiture sans faire attention à la valise. Tout ceci n'est guère vraisemblable.

Et, maintenant, il faut constater que le sultan Abdul-Hamid II sort grandi de cet-

Reponse à Boris Sarafof

M. Georges Verdène nous communique la lettre suivante qu'il adresse à Boris Sarafof, en réponse à la lettre de ce dernier que nous avons publiée dans notre numéro 179 du 6 mai 1905, page 10 :

Ma nationalité ayant fait l'objet de la plupart de vos critiques, permettez-moi, Monsieur, de vous apprendre que je ne suis ni Turc ni mahométan, ce qui me donne licence de juger les choses de Turquie avec plus d'impartialité.

Je ne suis pas non plus *nationaliste* et je considère les événements au point de vue purement humanitaire.

Il est certain que toute lutte ayant pour but la recherche de la Liberté, est une lutte noble, qui mérite, d'une façon générale, d'être encouragée.

Cependant, un peuple a-t-il le droit de commencer, dans un pays étranger, une action révolutionnaire, sans se confondre et se solidariser avec l'élément révolutionnaire indigène ?

A-t-il le droit de s'isoler dans son mouvement en créant ainsi une révolution nationaliste ?

Les Bulgares luttent-ils vraiment, en Macédoine, pour la Liberté, telle que nous autres Européens la concevons ?

Car il ne faudrait pas confondre *liberté* avec *autonomie* ; la lutte pour l'autonomie n'exclut pas l'autocratie et n'a rien de commun avec la liberté telle qu'elle existe en France ou en Suisse. Si les Bulgares, en Macédoine, luttent pour l'autonomie de cette province, nous ne voyons pas pour quelles raisons nous leur accorderions nos sympathies ; un autocrate bulgare, chrétien, nous est autant — si ce n'est davantage — antipathique qu'un Sultan.

J'avoue que l'action bulgare, en Macédoine, semble un peu bien suspecte de nationalisme.

D'autant plus, qu'il faut se garder de confondre les noms : Bulgares et Macédoniens.

La Macédoine, ancienne province grecque, qui devint plus tard le royaume d'Albanie, appartient depuis de longs siècles à la Turquie. La population ethnique de cette province est incontestablement descendante des anciens Macédoniens de Philippe et d'Alexandre le Grand.

Sa langue nationale est d'origine pélasgique, ce qui suffirait à prouver l'authenticité de sa généalogie.

Cette origine de la majorité de la population macédonienne est justement la cause de la haine séculaire que lui voue l'élément bulgare.

Depuis la chute de Plevna, l'orgueil bulgare, subitement décuplé par le succès des armes russes, osa jeter sur la Macédoine, un œil de convoitise. En même temps qu'ils assouvissaient un antagonisme irréductible, les Bulgares espéraient donner à leur Principauté les vastes territoires de la province turque.

C'est pour cela, et pas pour autre chose, que les comitadjis bulgares luttent, en Macédoine, sous prétexte de révolution !

Si vraiment les Bulgares combattent pour la liberté, pourquoi ne se sont-ils pas déjà fondus, mêlés, avec l'important élément révolutionnaire turc ?

Pourquoi la grande société macédonienne (ou albanaise) « Drita » et le Parti Jeune-Turc, ont-ils une telle horreur des révolutionnaires bulgares ?

Dans le principe de la liberté, la religion ne joue qu'un rôle effacé ! C'est plutôt pour éviter toute atteinte à la conscience individuelle qu'on la tolère.

Que M. Sarafof me dise donc pour quelle raison les Bulgares s'attaquent aux disciples du patriarche œcuménique de Constantinople, pour quel motif, ils cherchent, au moyen de *l'assassinat* et du *terrorisme*, à gagner à l'exarchisme les malheureuses populations macédoniennes !

Est-ce là la lutte pour la liberté ?

Entre le brigandage bulgare en Macédoine et la soi-disant passivité des révolutionnaires turcs, il est, je crois, préférable de tolérer cette passivité, qui nécessairement cèdera à la force du progrès.

Certes, les Macédoniens luttent pour la liberté, mais, dans leurs rangs, *il n'y a pas de Bulgares*. Ces derniers luttent, mais pour qui ??? L'histoire nous l'apprendra.

Si les peuples européens venaient prêter leur aide aux révolutionnaires en Macédoine, leur action tendrait tout naturellement à l'obtention de la liberté pour tous les citoyens de l'empire turc, et non à la *bulgarisation* et à la *conversion* d'une province de cet empire.

Malheureusement, la Turquie n'est pas prête pour un régime de liberté ; tout ce que l'Europe pourrait faire, c'est, grâce à une *entente loyale* entre les puissances, d'imposer la Constitution à la Porte, et de veiller à ce qu'elle soit respectée par le Sultan et ses ministres.

Voilà ce que j'appelle : *la réforme de Yldiz-Kiosk*.

Enfin, et pour terminer, je prierai M. Sarafof de bien vouloir ne pas oublier que lui et ses amis sont trop bons Bulgares pour être Macédoniens, et que, dans mon livre, lorsque je parle des Macédoniens, ce n'est pas aux Bulgares que je pense.

Il est très important qu'on ne fasse pas la confusion.

Quant aux attaques personnelles dont M. Sarafof m'honore, je lui répète que, n'étant pas Turc, les avantages qu'octroie, paraît-il, la fréquentation de l'entourage impérial ottoman, ne troublent guère mon sommeil.

Et si je crois que l'intégrité de la Turquie est nécessaire pour le maintien de la paix européenne, ce n'est point parce que miroitent à mes yeux des profils de croix ou des sacs de piastres aux panses rebondies, mais plutôt parce que je pressens, à l'horizon, la vision sanglante de conflits déchaînés.

GEORGES VERDÈNE.

HHP. 1402-54

MACÉDOINE

Les roumains reconnus comme nationalité autonome

Nous avons parlé du conflit roumano-turc. Nos pressions une issue pacifique ; elle fut telle. La Roumanie obtint pour ses connationaux de Macédoine et d'Epire une satisfaction complète.

Les Valaques pourraient maintenant se développer en toute tranquillité, sans être en butte aux vexations de toutes sortes. Ce peuple pacifique, marchand et agriculteur, n'aura pas besoin de bandes de *comitadjis* pour garder sa nationalité et affirmer sa force ethnique. Le colonel Verrand, chef du secteur français de la gendarmerie macédonienne, parlait ainsi des Valaques, dans un interview accordé au correspondant d'un journal parisien. A une question relative aux nationalités comprises dans son secteur, le colonel répondit :

Au Sud, les Grecs dominent, et au Nord les Bulgares. Quant aux Valaques très nombreux également dans mon sandjak, je dois reconnaître que c'est l'élément le plus calme et le plus intéressant. Laborieux et soumis, de plus très intelligents, commerçants, cultivateurs ou pasteurs, ils vaquent à leurs affaires. Les pasteurs passent la moitié de l'année sur les montagnes avec leurs troupeaux et descendent en hiver dans les plaines. Ils n'ont qu'un désir : avoir suffisamment d'églises et d'écoles roumaines pour échapper à la tutelle tyrannique du Patriarcat du Phanar qui veut leur imposer de force l'estampille grecque. Aussitôt qu'une école ou une église roumaine sont fondées, ils s'y portent en masse ; mais ils n'en ont pas encore assez. J'ai à mon service un jeune valaque, parlant et écrivant le français, le turc, le grec et un peu de bulgare, et il paraît que ce n'est pas une exception.

Les Valaques seront particulièrement sensibles à cet éloge venant d'un Français.

AL. C. ORESCO.

TDV ISAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP. 1402-54

Reponse à Boris Sarafof

M. Georges Verdène nous communique la lettre suivante qu'il adresse à Boris Sarafof, en réponse à la lettre de ce dernier que nous avons publiée dans notre numéro 179 du 6 mai 1905, page 10 :

Ma nationalité ayant fait l'objet de la plupart de vos critiques, permettez-moi, Monsieur, de vous apprendre que je ne suis ni Turc ni mahométan, ce qui me donne licence de juger les choses de Turquie avec plus d'impartialité.

Je ne suis pas non plus *nationaliste* et je considère les événements au point de vue purement humanitaire.

Il est certain que toute lutte ayant pour but la recherche de la Liberté, est une lutte noble, qui mérite, d'une façon générale, d'être encouragée.

Cependant, un peuple a-t-il le droit de commencer, dans un pays étranger, une action révolutionnaire, sans se confondre et se solidariser avec l'élément révolutionnaire indigène ?

A-t-il le droit de s'isoler dans son mouvement en créant ainsi une révolution nationaliste ?

Les Bulgares luttent-ils vraiment, en Macédoine, pour la Liberté, telle que nous autres Européens la concevons ?

Car il ne faudrait pas confondre *liberté* avec *autonomie* ; la lutte pour l'autonomie n'exclut pas l'autocratie et n'a rien de commun avec la liberté telle qu'elle existe en France ou en Suisse. Si les Bulgares, en Macédoine, luttent pour l'autonomie de cette province, nous ne voyons pas pour quelles raisons nous leur accorderions nos sympathies ; un autocrate bulgare, chrétien, nous est autant — si ce n'est davantage — antipathique qu'un Sultan.

J'avoue que l'action bulgare, en Macédoine, semble un peu bien suspecte de nationalisme.

D'autant plus, qu'il faut se garder de confondre les noms : Bulgares et Macédoniens.

La Macédoine, ancienne province grecque, qui devint plus tard le royaume d'Albanie, appartient depuis de longs siècles à la Turquie. La population ethnique de cette province est incontestablement descendante des anciens Macédoniens de Philippe et d'Alexandre le Grand.

Sa langue nationale est d'origine pélasgique, ce qui suffirait à prouver l'authenticité de sa généalogie.

Cette origine de la majorité de la population macédonienne est justement la cause de la haine séculaire que lui voue l'élément bulgare.

Depuis la chute de Plevna, l'orgueil bulgare, subitement décuplé par le succès des armes russes, osa jeter sur la Macédoine, un œil de convoitise. En même temps qu'ils assouvissaient un antagonisme irréductible, les Bulgares espéraient donner à leur Principauté les vastes territoires de la province turque.

C'est pour cela, et pas pour autre chose, que les comitadjis bulgares luttent, en Macédoine, sous prétexte de révolution !

Si vraiment les Bulgares combattent pour la liberté, pourquoi ne se sont-ils pas déjà fondus, mêlés, avec l'important élément révolutionnaire turc ?

Pourquoi la grande société macédonienne (ou albanaise) « Drita » et le Parti Jeune-Turc, ont-ils une telle horreur des révolutionnaires bulgares ?

Dans le principe de la liberté, la religion ne joue qu'un rôle effacé ! C'est plutôt pour éviter toute atteinte à la conscience individuelle qu'on la tolère.

Que M. Sarafof me dise donc pour quelle raison les Bulgares s'attaquent aux disciples du patriarche oecuménique de Constantinople, pour quel motif, ils cherchent, au moyen de *l'assassinat* et du *terrorisme*, à gagner à l'exarchisme les malheureuses populations macédoniennes !

Est-ce là la lutte pour la liberté ?

Entre le brigandage bulgare en Macédoine et la soi-disant *passivité* des révolutionnaires turcs, il est, je crois, préférable de tolérer cette passivité, qui nécessairement cèdera à la force du progrès.

Certes, les Macédoniens luttent pour la liberté, mais, dans leurs rangs, *il n'y a pas de Bulgares*. Ces derniers luttent, mais pour qui ??? L'histoire nous l'apprendra.

Si les peuples européens venaient prêter leur aide aux révolutionnaires en Macédoine, leur action tendrait tout naturellement à l'obtention de la liberté pour tous les citoyens de l'empire turc, et non à la *bulgarisation* et à la *conversion* d'une province de cet empire.

Malheureusement, la Turquie n'est pas prête pour un régime de liberté ; tout ce que l'Europe pourrait faire, c'est, grâce à une *entente loyale* entre les puissances, d'imposer la Constitution à la Porte, et de veiller à ce qu'elle soit respectée par le Sultan et ses ministres.

Voilà ce que j'appelle : *la réforme de Yldiz-Kiosk*.

Enfin, et pour terminer, je prierai M. Sarafof de bien vouloir ne pas oublier que lui et ses amis sont trop bons Bulgares pour être Macédoniens, et que, dans mon livre, lorsque je parle des Macédoniens, ce n'est pas aux Bulgares que je pense.

Il est très important qu'on ne fasse pas la confusion.

Quant aux attaques personnelles dont M. Sarafof m'honore, je lui répète que, n'étant pas Turc, les avantages qu'octroie, paraît-il, la fréquentation de l'entourage impérial ottoman, ne troublent guère mon sommeil.

Et si je crois que l'intégrité de la Turquie est nécessaire pour le maintien de la paix européenne, ce n'est point parce que miroitent à mes yeux des profils de croix ou des sacs de piastres aux panses rebondies, mais plutôt parce que je pressens, à l'horizon, la vision sanglante de conflits déchainés.

GEORGES VERDÈNE.

HHP.1402-54

MACÉDOINE

Les roumains reconnus comme nationalité autonome

Nous avons parlé du conflit roumano-turc. Nous pressentions une issue pacifique ; elle fut telle. La Roumanie obtint pour ses comitadoux de Macédoine et d'Epire une satisfaction complète.

Les Valaques pourront maintenant se développer en toute tranquillité, sans être en butte aux vexations de toutes sortes. Ce peuple pacifique, marchand et agriculteur, n'aura pas besoin de bandes de *comitadjis* pour garder sa nationalité et affirmer sa force ethnique. Le colonel Verrand, chef du secteur français de la gendarmerie macédonienne, parlait ainsi des Valaques, dans un interview accordé au correspondant d'un journal parisien. A une question relative aux nationalités comprises dans son secteur, le colonel répondit :

Au Sud, les Grecs dominent, et au Nord les Bulgares. Quant aux Valaques très nombreux également dans mon sandjak, je dois reconnaître que c'est l'élément le plus calme et le plus intéressant. Laborieux et soumis, de plus très intelligents, commerçants, cultivateurs ou pasteurs, ils vaquent à leurs affaires. Les pasteurs passent la moitié de l'année sur les montagnes avec leurs troupeaux et descendent en hiver dans les plaines. Ils n'ont qu'un désir : avoir suffisamment d'églises et d'écoles roumaines pour échapper à la tutelle tyrannique du Patriarcat du Phanar qui veut leur imposer de force l'estampille grecque. Aussitôt qu'une école ou une église roumaine sont fondées, ils s'y portent en masse ; mais ils n'en ont pas encore assez. J'ai à mon service un jeune valaque, parlant et écrivant le français, le turc, le grec et un peu de bulgare, et il paraît que ce n'est pas une exception.

Les Valaques seront particulièrement sensibles à cet éloge venant d'un Français.

AL. C. ORESCO.

TDV:ISAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP.1402-54

M

N° 799

TDV ISAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP. 1402-55 SAMEDI 8 SEPTEMBRE 1906

Adr. Télégrap.
COUPURES PARIS
TÉLÉPHONE
101.50
ASCENSEUR
Fondé en 1889

Le COURRIER de la PRESSE
A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
21, BOULEVARD MONTMARTRE, PARIS
FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX & DE REVUES
SUR TOUS SUJETS & PERSONNALITÉS

LE FRANÇAISE

DAIRE PARAISSANT LE SAMEDI

Journal *Energie Française*
Date : *8 septembre*
Adresse *14, rue du Helder*
Signé :

ration : 14, rue du Helder, Paris IX^e
ÉPHON 262.68
R : André CHÉRADAME

Le Numéro : 20 cent.
Les abonnements partent
du 1^{er} et du 15 de chaque mois.
S'abonner par mandat dans tous
bureaux de poste de l'Union postale.

TDV ISAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP. 1402-55

LA SEMAINE

TARIF : 0 fr. 30 par coupure envoyée

Tarif réduit, paiement d'avance, sans période de temps limité.	par 100 coupures.	25 francs.
	» 250 »	55 »
	» 500 »	105 »
	» 1000 »	200 »

ALBUMS du Courrier de la Presse pour coller les Coupures de Journaux.

Demandez Circulaires spéciales, Tarifs, Dessins, franco

de vue, ne peut donner à l'heure actuelle d'heureux résultats. Vouloir éteindre par la force et d'une façon durable tout symptôme de révolution en Russie est chose littéralement impossible, étant donné que le microbe révolutionnaire a pénétré peu ou prou dans tous les partis et dans tous les organes de l'immense empire. Quant à faire des réformes libérales, en voulant maintenir le pouvoir tsarien, elles sont condamnées à être insuffisantes au gré des libéraux. Elles paraîtraient certainement arrachées par la force à l'empereur. Elles constitueraient, par suite, une prime nouvelle à des demandes plus grandes, dont, je le répète, l'aboutissement final tend au remplacement du régime impérial par le régime républicain. Or, ceci ne peut pas échapper à Nicolas II, et c'est pourquoi on ne conçoit guère comment il pourra se lancer dans la voie des grandes réformes.

D'autre part, si l'empereur se refuse à choisir entre ces deux solutions également dangereuses pour lui, il se condamne à conserver cette attitude vacillante et indécise qui contribue à déterminer l'état « comateux » dans lequel se débat son malheureux empire. Vraiment, on ne voit aucune solution précise et claire qui puisse être entrevue, et, par conséquent, préconisée. Et c'est ce qu'il y a de plus frappant et de plus pénible pour ceux qui connaissent vraiment un peu la Russie.

La Macédoine autonome.

On assurait, ces jours derniers, qu'en présence des troubles renaissants qui déchirent la Macédoine et de l'insuffisance constatée des réformes de Muerzsteg, certaines puissances, sur la proposition officieuse de l'Angleterre, seraient disposées à préconiser l'autonomie en faveur de la Macédoine et de la vieille Serbie.

Depuis, cette nouvelle a été démentie, mais elle mérite toutefois d'être retenue; car, si elle n'est point encore vraie, il est fort possible qu'elle le devienne bientôt. Donner l'autonomie à la Macédoine est, en effet, la solution de la situation balkanique

actuelle la moins mauvaise de toutes celles qui peuvent être envisagées et de toutes relativement la plus applicable, bien que sa réalisation ne puisse naturellement aller sans soulever des difficultés. Mais tout est une question de degrés, et quelle réforme est donc aisée en Turquie?

Quoi qu'il en soit, la question de l'autonomie étant dans l'air, je ne puis faire que de reproduire ce que j'écrivais il y a trois ans, à la suite d'une enquête en Macédoine.

Les lignes qui suivent résument les principales raisons qu'on peut invoquer en faveur de l'autonomie.

« Si, il y a cinq ou six ans, on pouvait dire que les Bulgares macédoniens songeaient uniquement à se fondre dans la Bulgarie, aujourd'hui, cette tendance n'est plus unique. A Sofia, aussi bien que dans les terres slaves soumises encore au Sultan, des idées nouvelles ont germé. Le grand nombre de réfugiés macédoniens qui encombrant déjà toutes les administrations civiles et militaires de la principauté de Bulgarie commence à lasser les Bulgares. Ils trouvent que les frères macédoniens occupent vraiment trop de places. D'autre part, les différentes personnalités qui, depuis une dizaine d'années, ont été à la tête du mouvement macédonien, prennent le goût du pouvoir. Elles s'abandonnent volontiers à l'espoir que si, un jour, le succès couronne leurs efforts, elles auront la joie non seulement d'affranchir leur pays, mais encore peut-être de le gouverner elles-mêmes. Sous l'action de ces deux causes, renforcées encore par la notion la plus précise de l'opposition que ferait l'Europe à la création d'une grande Bulgarie, l'idée d'une autonomie de la Macédoine, qui aboutirait non point à la fusion du nouveau pays ainsi formé avec la Bulgarie, mais à la constitution d'un État autonome, « la Macédoine, » vassal si l'on veut de la Turquie, a fait de rapides progrès.

« Cette intéressante conception mérite du crédit. Sans doute, comme toutes les choses humaines, sa réalisation n'ira pas sans difficultés et sans lenteurs, mais peut-être, en la discutant de bonne foi, arrivera-t-on à reconnaître qu'elle contient en puissance une formule conciliatrice dont la diplomatie européenne pourrait faire son profit.

« Surtout, qu'on ne vienne pas dire qu'une telle solution ne saurait être envisagée, parce qu'elle porte atteinte à l'intégrité de l'empire ottoman. Cette formule classique est constamment employée. Je prie simplement de considérer que si, à l'heure actuelle, la Turquie d'Europe a une superficie de 176 323 kilo-

L'ENERGIE FRANÇAISE

REVUE HEBDOMADAIRE PARAISSANT LE SAMEDI

Abonnements Annuels	
FRANCE ET ALGÉRIE.	8 fr.
COLONIES FRANÇAISES	10
ÉTRANGER.	12

Rédaction et Administration : 14, rue du Helder, Paris IX^e
TÉLÉPHONE 262.68

Le Numéro : 20 cent.
Les abonnements partent du 1 ^{er} et du 15 de chaque mois.
S'abonner par mandat dans tous bureaux de poste de l'Union postale.

DIRECTEUR : André CHÉRADAME

LA SEMAINE

Que va faire le Tsar?



Le malheureux Nicolas II se trouve une fois de plus en présence d'une option à faire entre une politique de répression à outrance ou une politique de réformes libérales et profondes.

Or, aucune de ces solutions, en se plaçant à son propre point de vue, ne peut donner à l'heure actuelle d'heureux résultats. Vouloir éteindre par la force et d'une façon durable tout symptôme de révolution en Russie est chose littéralement impossible, étant donné que le microbe révolutionnaire a pénétré peu ou prou dans tous les partis et dans tous les organes de l'immense empire. Quant à faire des réformes libérales, en voulant maintenir le pouvoir tsarien, elles sont condamnées à être insuffisantes au gré des libéraux. Elles paraîtraient certainement arrachées par la force à l'empereur. Elles constitueraient, par suite, une prime nouvelle à des demandes plus grandes, dont, je le répète, l'aboutissement final tend au remplacement du régime impérial par le régime républicain. Or, ceci ne peut pas échapper à Nicolas II, et c'est pourquoi on ne conçoit guère comment il pourra se lancer dans la voie des grandes réformes.

D'autre part, si l'empereur se refuse à choisir entre ces deux solutions également dangereuses pour lui, il se condamne à conserver cette attitude vacillante et indécise qui contribue à déterminer l'état « comateux » dans lequel se débat son malheureux empire. Vraiment, on ne voit aucune solution précise et claire qui puisse être entrevue, et, par conséquent, préconisée. Et c'est ce qu'il y a de plus frappant et de plus pénible pour ceux qui connaissent vraiment un peu la Russie.

La Macédoine autonome.

On assurait, ces jours derniers, qu'en présence des troubles renaissants qui déchirent la Macédoine et de l'insuffisance constatée des réformes de Muerzsteg, certaines puissances, sur la proposition officieuse de l'Angleterre, seraient disposées à préconiser l'autonomie en faveur de la Macédoine et de la vieille Serbie.

Depuis, cette nouvelle a été démentie, mais elle mérite toutefois d'être retenue; car, si elle n'est point encore vraie, il est fort possible qu'elle le devienne bientôt. Donner l'autonomie à la Macédoine est, en effet, la solution de la situation balkanique

actuelle la moins mauvaise de toutes celles qui peuvent être envisagées et de toutes relativement la plus applicable, bien que sa réalisation ne puisse naturellement aller sans soulever des difficultés. Mais tout est une question de degrés, et quelle réforme est donc aisée en Turquie?

Quoi qu'il en soit, la question de l'autonomie étant dans l'air, je ne puis faire que de reproduire ce que j'écrivais il y a trois ans, à la suite d'une enquête en Macédoine.

Les lignes qui suivent résument les principales raisons qu'on peut invoquer en faveur de l'autonomie.

« Si, il y a cinq ou six ans, on pouvait dire que les Bulgares macédoniens songeaient uniquement à se fondre dans la Bulgarie, aujourd'hui, cette tendance n'est plus unique. A Sofia, aussi bien que dans les terres slaves soumises encore au Sultan, des idées nouvelles ont germé. Le grand nombre de réfugiés macédoniens qui encombrant déjà toutes les administrations civiles et militaires de la principauté de Bulgarie commence à lasser les Bulgares. Ils trouvent que les frères macédoniens occupent vraiment trop de places. D'autre part, les différentes personnalités qui, depuis une dizaine d'années, ont été à la tête du mouvement macédonien, prennent le goût du pouvoir. Elles s'abandonnent volontiers à l'espoir que si, un jour, le succès couronne leurs efforts, elles auront la joie non seulement d'affranchir leur pays, mais encore peut-être de le gouverner elles-mêmes. Sous l'action de ces deux causes, renforcées encore par la notion la plus précise de l'opposition que ferait l'Europe à la création d'une grande Bulgarie, l'idée d'une autonomie de la Macédoine, qui aboutirait non point à la fusion du nouveau pays ainsi formé avec la Bulgarie, mais à la constitution d'un État autonome, « la Macédoine, » vassal si l'on veut de la Turquie, a fait de rapides progrès.

« Cette intéressante conception mérite du crédit. Sans doute, comme toutes les choses humaines, sa réalisation n'ira pas sans difficultés et sans lenteurs, mais peut-être, en la discutant de bonne foi, arrivera-t-on à reconnaître qu'elle contient en puissance une formule conciliatrice dont la diplomatie européenne pourrait faire son profit.

« Surtout, qu'on ne vienne pas dire qu'une telle solution ne saurait être envisagée, parce qu'elle porte atteinte à l'intégrité de l'empire ottoman. Cette formule classique est constamment employée. Je prie simplement de considérer que si, à l'heure actuelle, la Turquie d'Europe a une superficie de 176 323 kilo-

La France en Macédoine

(Petit Parisien du 21 mai).

A Serrès. — Une Ville macédoienne. — La Mission française et son But. — Les Fonctionnaires ottomans.

(De notre correspondant particulier)

Salonique, 25 mai.

Serrès est une petite ville de Macédoine dont l'aspect est tranquille, presque morne. Mais les superbes jardins qui l'entourent lui font une ceinture somptueuse et lui donnent un charme pénétrant. Les cités de second ordre dans cet Orient bâtarde qu'est la région balkanique, n'ont guère d'élégance particulière. La nature se charge de tout.

Serrès est aussi le chef-lieu du secteur dévolu aux officiers français qui font partie de la mission internationale du général de Giorgis, mission chargée de réorganiser la gendarmerie en Macédoine.

Le colonel Vèrand, comme vous le savez, est le chef de ces officiers français. J'ai voulu le voir à l'œuvre.

Mardi, à onze heures, je fus introduit chez lui, dans une des plus grandes et des plus froides bâtisses de Serrès, presque un monastère. Au seuil, trois paysans bulgares, accroupis, s'étaient levés à mon approche et, joignant les mains sur le ventre, m'étaient salués à la mode du pays. N'osant entrer, ils attendaient la sortie du grand chef chrétien pour lui exposer leurs doléances, sans doute.

L'INTERVIEW

Je trouvai le colonel auprès de Mme Vèrand, une femme de haute distinction, et du capitaine Massenet, son frère, ex-lieutenant au 28^e d'artillerie, en garnison à Vannes.

J'exposai le but de ma visite et j'ajoutai : — Nul n'ignore, mon colonel, que le secteur français de Macédoine est un des cinq qui demandent le plus de tact et d'énergie pour l'œuvre de réorganisation... Mais la sympathie de ces populations orthodoxes pour la France chevaleresque vous rendra-t-elle la tâche un peu moins ardue ?

Le colonel Vèrand est un modeste. Il n'aime pas l'interview. Cependant il se décida :

— Nous comptons beaucoup, en effet, me dit-il, sur les populations rurales pour mener à bien notre œuvre. La nouvelle de notre arrivée s'est répandue partout comme une traînée de poudre, et a été pour tous une cause de vive allégresse.

Installé ici depuis une semaine à peine, j'ai déjà reçu un nombre respectable de plaintes de paysans bulgares, grecs, et même turcs, qui réclament mon intervention pour le règlement de leurs petites affaires.

Vous avez vu, peut-être, dans la rue, trois paisibles Bulgares. Ils n'osent pas entrer et attendent ma sortie pour me présenter leurs *arzous*. Je les accepterai toutes, sans exception. Je les examinerai, et je tâcherai de leur faire donner satisfaction.

N'allez pas croire, par exemple, que toutes soient fondées !

Je me suis rendu compte que le pays n'est pas si mal administré qu'on se plaît à le dire. Les autorités font de leur mieux, et si chacun y met un peu du sien on finira certainement par s'entendre.

— Mais, mon colonel, hasardai-je, recevoir des plaintes de ces braves gens, cela entre-t-il dans vos attributions ?

— Pourquoi pas ? Nous avons été envoyés ici pour réorganiser la gendarmerie. Or, je prétends que tout ce qui concerne l'administration de la justice a des liens étroits avec celle de la gendarmerie. Je ne reçois pas de plaintes. Je les accepte. Il y a une nuance. Nous en prenons connaissance, notons les faits et les transmettons à qui de droit avec prière de vouloir bien nous donner quelques éclaircissements.

J'espère, toutefois, que tout marchera comme je le désire, comme tout le monde le désire avec nous et que tels cercles turcs qui ont vu d'un mauvais œil notre venue en Macédoine, finiront par se convaincre que notre but est essentiellement pacificateur et rien autre.

LA COLLABORATION TURQUE

Tenez, avant-hier, continua le colonel, nous avons inspecté le poste de gendarmerie de la prison de Serrès.

Nous avons demandé à visiter la prison elle-même. Je remarquai des pourparlers, des ordres donnés en secret... Finalement, on accéda à notre désir.

Mais le fait fut tout de suite télégraphié à l'inspecteur général de la Roumélie à Salonique. Immédiatement, Hilmi pacha nomma une commission à la tête de laquelle il plaça le gouverneur de Serrès. Il ordonna à son tour une visite de la prison et demanda un rapport sur les conditions hygiéniques du bâtiment. Résultat : la prison actuelle sera certainement démolie.

Je vous le répète, les Turcs sont animés des meilleurs sentiments. Je me plais à le reconnaître et à le dire. Seulement, il faut être sur place et leur montrer la voie...

— Et vos officiers, mon colonel ? — Ils sont encore à Serrès. Dans quelques jours, j'irai les installer, à tour de rôle, dans les localités que je leur ai assignées.

Le commandant Lamouche aura Serrès et Demir-Hissar. Le capitaine Biche-Latour, ex-capitaine de gendarmerie commandant l'arrondissement de Montauban, ira à Nevrokop. Le capitaine Enchry, du 12^e d'artillerie, sera à Djumal-Bala. Le capitaine Sarrou, du 92^e d'infanterie, à Clermont-Ferrand, aura les districts de Petrich et de Menlik, et le capitaine Massenet celui de Zilaova.

Malheureusement, il me faudrait encore deux ou trois officiers, principalement pour Razlog qui est un point de la plus haute im-

TDV İSAM

Kütüphanesi Arşivi

No HHP.1402-56

ver du vilayet de Monastir, où la différence de nationalités et de cultes provoque continuellement des désordres qui sont de nature à gravement entraver l'œuvre des réformes. Ainsi, sur deux points différents de ce vilayet, de véritables batailles ont été livrées, des maisons incendiées, des bestiaux enlevés; dans l'une, une bande bulgare contre une bande grecque; dans l'autre, une bande bulgare contre une bande serbe. Dans les deux cas, la gendarmerie internationale, accourue, a pu rétablir l'ordre et a fait des arrestations; mais, vu les distances, elle arrive toujours quand le mal est déjà fait et il était grand temps que la Turquie consentît, comme on l'assure, à l'augmentation de l'effectif de la gendarmerie.

HHP. 1402 - 57

nb Constantinople, *vid* Sofia, 6 octobre, 8 heures.

On est très soucieux, dans les milieux diplomatiques, par suite des nouvelles qui continuent à arri-

TDVİSAM

Kütüphanesi Arşivi

NO HHP.1402-78

TDVISAM
Kütüphanesi Arşivi

No HHP.1402-59

Parisien

portance. Me les accordera-t-on? je n'ose l'espérer.

J'ai confiance en mes collaborateurs. Quelques-uns parlent le grec et quelques mots de bulgare. Cela leur sera d'une grande utilité.

Vous en savez maintenant autant que moi, conclut le colonel. Nous allons nous mettre à l'œuvre, et si vous voulez bien repasser dans deux ou trois mois, je pourrai vous donner de plus amples renseignements sur les progrès que nous aurons réalisés.

A ce moment, entra le commandant Lamouche, une énorme serviette sous le bras. Je laissai ces messieurs à leur travail.

Le commandant était capitaine de génie à la chefferie d'Angers. Diplômé de l'école des langues orientales de Paris, il parle le turc et le bulgare avec assez d'aisance. Après quelques mois de pratique, il sera un des rares officiers européens connaissant les Balkans d'une façon assez parfaite.

Avant de quitter Serrès, je vis les autorités, le gouverneur turc, son entourage. Sur le compte des officiers français on ne tarissait pas d'éloges.

Je reviendrai, dans trois mois chez le colonel Vérand, et peut-être pourrai-je vous dire qu'un peu de bien a été fait à la malheureuse Macédoine.

Nos acheteurs au numéro, à Paris, sont priés de réclamer le PETIT TEMPS d'hier.

Paris, 21 octobre

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

TDV ISAM

Kütüphanesi Arşivi

No HHP. 1402-

60

MACÉDOINE

L'Europe, constitutionnellement, est hors d'état de suivre à la fois deux ordres de préoccupations générales. Absorbée par le drame de l'Extrême-Orient, elle a détournée son attention du plus proche Levant. Les puissances continuent de se livrer au jour le jour à la besogne de la diplomatie quotidienne : elles semblent avoir abdiqué les vues d'avenir et les projets organiques.

On ne saurait, en bonne justice, s'étonner trop vivement de voir la Russie, ayant, sur les bras, la formidable guerre de Mandchourie, subordonner dans une large mesure sa politique en Turquie aux nécessités de sa lointaine campagne. L'Autriche-Hongrie, qui déploie dans la péninsule des Balkans une persévérance et un esprit de suite dignes de ses vastes ambitions, a su adroitement profiter de l'effacement temporaire de sa grande rivale.

Déjà l'accord conclu à Saint-Petersbourg et renouvelé à Muerzsteg, en substituant la coopération ou la *co-inertie* des deux puissances à leur jalouse concurrence, avait singulièrement allégé la tâche de la *Ball-Platz*. A cette heure, grâce à des circonstances impératives, le cabinet de Vienne peut mener à son gré l'action des deux puissances intervenantes et ce n'est pas auprès des quatre autres signataires du traité de Berlin : France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, qu'il risque de rencontrer des desseins bien hostiles ou des résistances bien fortes.

Pour tout le monde, il s'agit — tout au moins verbalement — du rétablissement de l'ordre et de la paix dans les quatre vilayets de la Macédoine. Aux yeux de nombre de bons juges, l'unique moyen d'obtenir ce résultat aussi bienfaisant que nécessaire, aussi bien en Macédoine que dans toutes les autres parties similaires de l'empire ottoman, c'est d'accorder aux populations une large autonomie sous la garantie et sous le contrôle de l'Europe.

Autant il serait coupable et contraire à une saine politique de constituer l'hégémonie de l'une des races qui coexistent sur ce territoire, de sacrifier les intérêts ou les droits des Hellènes, des Koutzo-Valaques, des Serbes, des Osmanlis à ceux des Bulgares ou inversement ceux de cette nationalité, la plus nombreuse et la plus puissante, à ses rivaux, autant il est chimérique, absurde, contraire à une expérience constante et fréquente, de s'imaginer guérir un mal de cette espèce par des palliatifs, de se flatter de donner satisfaction aux vœux et aux besoins de millions de victimes de ce mélange de tyrannie et d'anarchie qui constitue le régime hamidien par quelques réformettes à flanc de peau...

C'a été le vice du programme de Muerzsteg d'être un avorton de réformes, le *caput mortuum* des plans plus largement établis par une diplomatie en humeur d'aboutir et de faire une œuvre qui durât. C'a été le vice de l'action des puissances que l'abdication de quatre d'entre elles — et non des plus insignifiantes — au profit de l'Autriche et de la Russie. C'a été le tort de celles-ci de consentir encore à réduire, à effiler, à amincir leur maigre programme de Muerzsteg.

La Sublime Porte a pu croire qu'elle avait partie gagnée quand elle a vu la diplomatie occidentale, de guerre lasse, souscrire à un arrangement inutile. En fait, il ne subsistait plus des promesses de Muerzsteg que la réorganisation de la gendarmerie, et cette mesure elle-même se bornait à l'importation de modestes cadres.

Dieu sait quelle opposition, tantôt sourde, tantôt ouverte, a rencontrée cette mesure peu révolutionnaire ! Hussein Hilmy pacha, l'inspecteur des réformes, a mis toute sa finesse et tout son zèle à faire avorter cette réforme-là. On a tout contesté aux officiers européens : leur rang, leur grade, leur traitement, leurs pouvoirs, leurs fonctions, leur uniforme. Ils se sont trouvés d'emblée aux prises avec une mauvaise volonté sans cesse en éveil, sans scrupules, sûre de posséder des complices en haut lieu.

Ce serait lâcher les rênes à sa fantaisie et écrire un roman, au lieu d'histoire, que de prétendre d'ores et déjà que le succès a couronné cette entreprise et que la Macédoine peut respirer sous l'autorité légale, intelligente, consciencieuse de gardiens internationaux de la paix. Le sol ne recèle encore que trop de germes de discorde et de guerre civile. La néfaste omnipotence de Yildiz-Kiosk ne continue que trop à étendre son ombre mortelle sur ces beaux pays. L'Europe n'a que trop timidement esquivé l'unique problème de la solution duquel dépend la solution de tous les autres et sans le règlement duquel rien ne saurait être réglé.

Il n'en faut pas moins enregistrer avec impartialité les effets partiels, mais heureux de l'activité de certaines de ces missions militaires. Ce n'est point un mesquin préjugé national, c'est le respect de la vérité qui nous engage à proclamer ici, avec une sincère satisfaction, le succès très réel et très remarquable rem-

porté dans la région de Serès par la petite poignée des officiers français et le rôle éminent, prépondérant, joué en maintes circonstances par leur chef distingué.

Rien assurément ne dispensera l'Europe d'une action plus énergique et plus étendue — en particulier de l'institution, en vertu des traités, de son contrôle effectif ; il n'en convient pas moins, en attendant, de développer ce germe d'ordre international, d'en tirer tout le bien possible et d'accroître les cadres de cette gendarmerie.

HHP. 1402-60

LETTRE DE TURQUIE

(De notre correspondant particulier)

Constantinople, le 8 novembre.

La réforme macédonienne. — Le chemin de fer Smyrne-Aidin et les relations turco-anglaises. — Le Vatican et la Porte. — Commandes à l'industrie française.

La question du jour demeure celle du contrôle financier macédonien. Elle ne semble pas près encore d'être résolue. Les puissances maintiennent leurs exigences; la Porte persiste dans son refus. Il serait à souhaiter pour tout le monde qu'une transaction intervint et, avec un peu de bonne volonté réciproque, la chose serait aisément réalisable.

Au fond, la grande préoccupation du gouvernement turc est de ne pas laisser porter atteinte à ses droits de souveraineté en Macédoine. Il redoute que la nomination des contrôleurs financiers ne soit un acheminement à une autonomie complète des trois vilayets. Il ne veut à aucun prix consentir à la création d'une nouvelle Crète ou d'une seconde Roumélie orientale. Le passé le rend inquiet de l'avenir et il faut reconnaître la légitimité du souci qu'il a de sauvegarder l'intégralité de son empire.

D'autre part, les puissances considèrent que le principe d'un budget spécial à la Macédoine, — principe admis par la Porte, — n'est pas suffisamment garanti par le seul fait que la trésorerie générale des trois vilayets ait été confiée à la Banque ottomane. Certes, le service organisé par cet établissement fonctionne depuis le début de l'exercice actuel avec une régularité digne d'éloge. Il est donc tout à fait injuste de ne voir dans le nouveau régime qu'une « risible comédie » pour employer les termes mêmes dont se servait récemment un journal français, d'ordinaire mieux informé. Mais le budget macédonien continue d'être établi par le gouvernement turc seul, la Banque ottomane devant tout naturellement se borner à en appliquer les prévisions.

Les puissances voudraient, — et sur ce point leur unanimité est absolue, — que les délégués financiers fussent appelés à participer à l'établissement du budget spécial, à devenir en un mot les collaborateurs à cet égard du ministre des finances, de même que les agents civils de Russie et d'Autriche-Hongrie travaillent avec Hilmi-Pacha à la réalisation des réformes prévues par le programme de Muertzeg.

Puisque le mot de « contrôle » semble à la Turquie une atteinte à sa souveraineté, il pourrait être, sans préjudice pour personne, remplacé, par exemple, par celui de « conseil ». Il y aurait des « conseillers » financiers, dont la tâche serait de signaler au gouvernement turc les réformes fiscales à opérer en Macédoine.

L'élévation de 8 à 11 0/0 du tarif général des douanes permettrait à la Porte de combler très largement le déficit macédonien. Les puissances ont fait, on le sait, de l'acceptation des réformes financières qu'elles proposent, la condition de cette surélévation de taxes. Si un accord intervient, il aura donc pour première conséquence de mettre un terme aux sacrifices que la Macédoine exige actuellement du Trésor.

Par ailleurs, ce serait faire preuve d'un optimisme imprudent que d'espérer que cet accord ait pour résultat immédiat la pacification des trois vilayets. Les bandes grecques et bulgares qui tiennent encore la campagne ont un assez mince souci des réformes financières. Elles ne semblent pas malheureusement disposées à cesser leurs exactions mutuelles. La conséquence de cette guerre civile d'une odieuse férocité est de nécessiter la présence d'une force armée considérable, dont l'entretien absorbe une large part des revenus macédoniens. Le jour où Grecs et Bulgares termineraient leurs sanglantes querelles, les dépenses militaires se trouveraient du même coup réduites des deux tiers et des sommes importantes deviendraient disponibles pour des travaux destinés à donner à cette région le large déve-

Le réseau Smyrne-Aidin est la première voie ferrée qui fut établie en Turquie. Construit par une Société anglaise dans l'une des plus riches régions de l'Empire, il a pu se dispenser de faire appel aux garanties du Trésor. Les voies projetées n'auront pas besoin davantage des subventions gouvernementales. C'est dire que la Turquie a tout intérêt à leur achèvement, qui a reçu l'approbation entière du ministère des travaux publics.

Malheureusement, les prétentions rivales de la Société allemande du chemin de fer de Bagdad sont venues compliquer les choses. Prétextant d'une concurrence éventuelle de la ligne anglaise, les administrateurs du Bagdad ont voulu faire porter de 13,800 fr. à 15,000 fr. par kilomètre la subvention dont bénéficie leur réseau. A l'appui de cette demande que le gouvernement turc — et pour cause — n'est pas disposé à accepter, ils invoquent le précédent de l'indemnité récemment accordée à la ligne française de M'zerib.

Or, les circonstances sont tout à fait différentes. La ligne parallèle du Hedjaz avait été construite à très faible distance du réseau français auquel elle portait un préjudice aisément justifiable. Le gouvernement turc a eu l'équité de reconnaître ce préjudice et de le compenser par une indemnité et par la concession à la Société lésée du Hama-Alop.

Il en va tout autrement pour les lignes de Eyerdir et le Bouldour — dont la longueur totale ne dépassera pas 140 kilomètres. D'une part, ce n'est pas le gouvernement turc qui les doit construire. D'un autre côté, la chaîne montagneuse de Sultan-Dagh séparera complètement les champs d'activité respectifs des exploitations allemande et anglaise. Les prétentions allemandes apparaissent donc tout à fait mal fondées.

Au surplus, les lignes d'Eyerdir et de Bouldour seront le prolongement normal, prévu depuis longtemps, d'un réseau créé trente ans au moins avant qu'il fût question du chemin de fer de Bagdad. Si réellement une concurrence était possible ce seraient bien plutôt les Anglais que les Allemands qui auraient le droit de s'en plaindre.

La construction des deux nouveaux tronçons serait complétée par l'établissement sur les lacs d'Eyerdir et de Bouldour d'un service de navigation, sous pavillon ottoman, dont la Société des chemins de fer fournirait les capitaux. Ainsi se trouverait mise en communication avec le port de Smyrne toute une région fertile actuellement dépourvue pour ses produits de moyens de transport rapides.

On comprend que le gouvernement turc envisage avec faveur ces projets et que l'opposition allemande n'en puisse retarder beaucoup la réalisation.

Il est permis également de prévoir un prochain accord turco-anglais au sujet de la répression de la piraterie dans la mer Rouge et des commandes militaires réservées à l'industrie britannique. C'est dire que les *Débats* étaient sagement inspirés en n'accueillant que sous réserve l'information qui représentait l'ambassadeur d'Angleterre comme étant sur le point de quitter Constantinople, sans laisser de chargé d'affaires. Dans les milieux diplomatiques, cette nouvelle sensationnelle n'a trouvé aucune créance. Depuis quelque temps déjà, sir Nicolas O'Connor projette de prendre un congé. Son départ se trouve retardé par les négociations en cours. Jusqu'ici, il n'y a pas autre chose de vrai.

De même, en ce qui concerne la question macédonienne, l'Angleterre n'entend nullement se séparer des autres puissances, et elle a maintes fois affirmé sa volonté de conformer son attitude à la leur.

L'éminent patriarche des Maronites, Mgr Hoyek, — dont l'autorité est si grande dans tout le Liban, — vient de quitter Constantinople pour retourner dans son diocèse. Il a reçu du Sultan le plus flatteur accueil et il a pu très utilement faire connaître au gouvernement les desiderata de l'importante communauté qu'il administre.

Au cours de l'audience impériale, il a remis au souverain une lettre autographe du Pape. Pie X y félicitait le Sultan d'avoir échappé à l'attentat dirigé contre lui et le remerciait de l'absolue liberté dont les catholiques jouissent dans l'empire pour la célébration de leur culte.

A qui veut bien y réfléchir, le spectacle semble en effet peu banal des processions interdites en France, pays catholique, et autorisées en Turquie, nation musulmane, — des congrégations chassées par la « défense républicaine » trouvant un libre asile en terre d'Islam.

La lettre de Pie X pourrait bien être le prélude de la nomination d'un délégué apostolique à Constantinople. Le Pape attendrait seulement pour prendre cette décision que la dénonciation du Concordat fût un fait accompli. Ce jour-là, il remettrait aux mains d'un nonce la protection séculaire attribuée à la France sur les catholiques d'Orient. On voit malheureusement très bien tout ce que perdrait à cette mesure l'influence française. On ne parvient pas à comprendre ce qu'elle y pourrait gagner. Mais

actuel avec une régularité digne d'éloge. Il est donc tout à fait injuste de ne voir dans le nouveau régime qu'une « risible comédie » pour employer les termes mêmes dont se servait récemment un journal français, d'ordinaire mieux informé. Mais le budget macédonien continue d'être établi par le gouvernement turc seul, la Banque ottomane devant tout naturellement se borner à en appliquer les prévisions.

Les puissances voudraient, — et sur ce point leur unanimité est absolue, — que les délégués financiers fussent appelés à participer à l'établissement du budget spécial, à devenir en un mot les collaborateurs à cet égard du ministre des finances, de même que les agents civils de Russie et d'Autriche-Hongrie travaillent avec Hilmi-Pacha à la réalisation des réformes prévues par le programme de Muertzeg.

Puisque le mot de « contrôle » semble à la Turquie une atteinte à sa souveraineté, il pourrait être, sans préjudice pour personne, remplacé, par exemple, par celui de « conseil ». Il y aurait des « conseillers » financiers, dont la tâche serait de signaler au gouvernement turc les réformes fiscales à opérer en Macédoine.

L'élévation de 8 à 11 0/0 du tarif général des douanes permettrait à la Porte de combler très largement le déficit macédonien. Les puissances ont fait, on le sait, de l'acceptation des réformes financières qu'elles proposent, la condition de cette surélévation de taxes. Si un accord intervient, il aura donc pour première conséquence de mettre un terme aux sacrifices que la Macédoine exige actuellement du Trésor.

Par ailleurs, ce serait faire preuve d'un optimisme imprudent que d'espérer que cet accord ait pour résultat immédiat la pacification des trois vilayets. Les bandes grecques et bulgares qui tiennent encore la campagne ont un assez mince souci des réformes financières. Elles ne semblent pas malheureusement disposées à cesser leurs exactions mutuelles. La conséquence de cette guerre civile d'une odieuse férocité est de nécessiter la présence d'une force armée considérable, dont l'entretien absorbe une large part des revenus macédoniens. Le jour où Grecs et Bulgares termineraient leurs sanglantes querelles, les dépenses militaires se trouveraient du même coup réduites des deux tiers et des sommes importantes deviendraient disponibles pour des travaux destinés à donner à cette région le large développement économique dont elle est susceptible.

Les négociations se poursuivent entre l'Angleterre et la Porte au sujet du prolongement du chemin de fer Smyrne-Aidin-Dines. Deux embranchements partiraient de ce dernier point, allant l'un jusqu'à Bouldour, l'autre jusqu'à Eyerdir, deux centres commerciaux importants situés sur les lacs de même nom.

HHP. 1402-61

Il est permis également de prévoir un prochain accord turco-anglais au sujet de la répression de la piraterie dans la mer Rouge et des commandes militaires réservées à l'industrie britannique. C'est dire que les *Débats* étaient sagement inspirés en n'accueillant que sous réserve l'information qui représentait l'ambassadeur d'Angleterre comme étant sur le point de quitter Constantinople, sans laisser de chargé d'affaires. Dans les milieux diplomatiques, cette nouvelle sensationnelle n'a trouvé aucune créance. Depuis quelque temps déjà, sir Nicolas O'Connor projette de prendre un congé. Son départ se trouve retardé par les négociations en cours. Jusqu'ici, il n'y a pas autre chose de vrai.

De même, en ce qui concerne la question macédonienne, l'Angleterre n'entend nullement se séparer des autres puissances, et elle a maintes fois affirmé sa volonté de conformer son attitude à la leur.

L'éminent patriarche des Maronites, Mgr Hoyek, — dont l'autorité est si grande dans tout le Liban, — vient de quitter Constantinople pour retourner dans son diocèse. Il a reçu du Sultan le plus flatteur accueil et il a pu très utilement faire connaître au gouvernement les desiderata de l'importante communauté qu'il administre.

Au cours de l'audience impériale, il a remis au souverain une lettre autographe du Pape. Pie X y félicitait le Sultan d'avoir échappé à l'attentat dirigé contre lui et le remerciait de l'absolue liberté dont les catholiques jouissent dans l'empire pour la célébration de leur culte.

A qui veut bien y réfléchir, le spectacle semble en effet peu banal des processions interdites en France, pays catholique, et autorisées en Turquie, nation musulmane, — des congrégations chassées par la « défense républicaine » trouvant un libre asile en terre d'Islam.

La lettre de Pie X pourrait bien être le prélude de la nomination d'un délégué apostolique à Constantinople. Le Pape attendrait seulement pour prendre cette décision que la dénonciation du Concordat fût un fait accompli. Ce jour-là, il remettrait aux mains d'un nonce la protection séculaire attribuée à la France sur les catholiques d'Orient. On voit malheureusement très bien tout ce que perdrait à cette mesure l'influence française. On ne parvient pas à comprendre ce qu'elle y pourrait gagner. Mais ce sont là des considérations qui ne trouvent plus crédit, paraît-il, au Parlement français.

Quos vult perdere...

Les commandes prévues sur le montant du dernier emprunt émis en France sont définitivement réglées. Poursuivant la réfection de sa flotte, le gouvernement turc a chargé le Creusot de lui construire plusieurs contre-torpilleurs et torpilleurs.

Les journaux turcs ont annoncé également que la

reconstruction du pont de Kara-Keni, serait exécutée par cette maison. C'est un véritable succès pour l'industrie française étant donné la multiplicité des offres concurrentes faites par les établissements étrangers.

Le nouveau pont reliant Stamboul et Galata sera plus large que l'actuel. Il sera bâti également sur caissons flottants. On a dû renoncer à l'établissement d'un pont fixe, la profondeur de la Corne-d'Or et surtout la mobilité du fond rendant cette entreprise trop onéreuse.

De nombreuses boutiques seront construites de chaque côté de la chaussée. Elles contribueront à accroître le pittoresque de cette voie si fréquentée et si originale de la capitale ottomane.

les nombreux abus qui existent dans la répartition des impôts et surtout dans leur perception. Ils devront parcourir les villages afin d'entendre les plaintes des paysans soumis à tous les caprices d'une administration sans surveillance, et surtout MM. les Contrôleurs devront veiller à l'application légale du régime fiscal sur toutes les récoltes, car l'inégalité de traitement est une des principales causes de la grande misère des paysans macédoniens.

Pour arriver à remplir convenablement une si lourde mission, il est indispensable que chacun de ces délégués soit muni d'instructions précises et de droits bien établis, bien déterminés. Il faut, en outre, que l'accord le plus parfait règne entre eux.

Or, si mes renseignements sont exacts, il paraît que, depuis leur arrivée à Salonique, MM. Steeg, Harvey, Griezinger et Maina ont tenu plusieurs séances afin d'établir un règlement sur les droits et les obligations de leur mission. Leur travail est sans doute terminé, puisqu'ils sont partis ce matin pour Uskub, dans le dessein de soumettre leurs conclusions à MM. les Agents civils et de les leur faire adopter. Puis, ils doivent ensuite remettre ledit règlement à l'inspecteur général, Hilmi pacha, qui le transmettra au Palais, et celui-ci verra s'il y a lieu d'en autoriser l'application.

En voyant arriver ici les nouveaux contrôleurs, on était en droit de croire que le Palais, malgré la publicité donnée à son refus catégorique de reconnaître ces agents, était venu à meilleure composition et que les divers ministres des Affaires étrangères s'étaient entendus sur les droits de leurs délégués. Or, si réellement MM. les Contrôleurs financiers ont été obligés de préparer eux-mêmes ce règlement, les difficultés ne vont pas tarder à surgir. Admettons pour un instant que le Palais maintienne son refus, est-ce que l'inspecteur général pourra transmettre à son gouvernement un règlement de contrôle financier émanant de personnes n'ayant pour lui aucun mandat officiel? Et alors, que feront les cabinets européens? En attendant qu'une solution intervienne, les employés auront tout le temps de mettre à jour leurs comptabilités, car bien des mois s'écouleront avant qu'un contrôle puisse s'exercer.

Les dernières nouvelles qui me parviennent de l'intérieur de la Macédoine donnent une triste idée de la situation.

Dans la partie nord-est, c'est-à-dire vers la frontière bulgare, voici comment les bandes bulgares se sont partagé cette contrée. Le chef Pavlof commande sur la rive droite de la Struma de Poroy à Bukor; Jorghi, opère sur la rive gauche de la Struma; Radif, dans la plaine de Serrès; Dontzo, de Razlog à Petrich et vers Doiran; Sandamki, vers Melnik et dans la caza de Nevrokop. Ce dernier est le chef le plus puissant de la contrée; les paysans lui obéissent volontiers.

La nuit, ces diverses bandes échangent des signaux de télégraphie optique à l'aide de fortes lanternes. Comme ils ont coutume de le faire, ces chefs lèvent des impôts, réquisitionnent des vivres, donnent l'instruction militaire aux paysans, organisent des tribunaux dans les villages placés dans leur secteur respectif. En un mot c'est là une administration insurrectionnelle, bien plus puissante que l'administration turque.

L'autorité militaire vient de mobiliser 3,500 rédifs (réservistes) pour renforcer les postes de troupes; malgré cette augmentation, les bandes sont presque maîtresses de toute cette partie de la Macédoine, où les luttes religieuses n'existent pas, la grande majorité de la population étant bulgare-exarchiste.

Mais par contre, à Monastir, où les bandes grecques sont nombreuses et bien organisées et où la population comprend des Bulgares, des Grecs et des Koutzo-Valaques, les luttes religieuses prennent un caractère intense:

Le 23 septembre dernier au soir, une forte bande grecque de 150 hommes, est entrée dans le village de Gherman. Tous les habitants ayant pu s'enfuir, les comitadjis ont pillé toutes les maisons et ont chargé leur butin sur 55 chevaux. — Le 27 du même mois une autre bande grecque de 60 hommes, dévasta l'église du village bulgare d'Armeniko, enleva le prêtre et un notable qu'elle tua sur la route. — Le 7 octobre, une forte bande grecque accompagnée de plusieurs bachi-bouzouchs, cerna le village bulgare de Poutouros et l'incendia: 14 maisons sur 17 brûlèrent

complètement. Pendant l'incendie, la bande tua de villageois, en blessa un autre, et quelques comitadjis poussèrent la cruauté jusqu'à jeter dans les flammes deux jeunes enfants l'un de sept ans et l'autre neuf ans.

Enfin, dans le sandjak de Salonique, des bandes grecques établirent trois embuscades pour tuer tout les personnes bulgares revenant du marché de la ville de Vodina. Dans la première embuscade onze paysans furent tués, dans la deuxième trois et dans la troisième six personnes dont deux enfants. Cela fait un total de vingt-quatre personnes tombées victimes des haines religieuses entre patriarchistes et exarchistes. L'autorité turque ne conteste pas la vérité de ces faits regrettables, mais elle prétend qu'il n'y a eu que quatorze victimes.

Telle est la situation actuelle en Macédoine, surtout dans le vilayet de Monastir et dans les parties nord et nord-est de celui de Salonique.

Nous arrivons à la fin du mandat de l'inspecteur général, des agents civils et des officiers étrangers; après deux ans d'essai d'application du programme de Muerzteg, nous sommes dans une situation beaucoup plus grave qu'en 1903.

A. MORNU.

HHP. 1402-62

HHP. 1402-62

MACÉDOINE

Autour du contrôle financier.

Salonique, le 13 octobre 1905.

La grosse question du jour est l'arrivée de MM. les Contrôleurs financiers, chargés par l'Europe d'apporter une amélioration dans la situation financière de la Macédoine.

MM. Steeg (France), Harvey (Angleterre), Griezinger (Allemagne), Maina (Italie), ainsi que MM. les Agents civils russe et autrichien, chargés aussi du contrôle financier, auront une lourde tâche à remplir. Il leur faudra déployer une patience et une persévérance à toute épreuve pour arriver à faire disparaître

Politique étrangère

HHP. 1402-63

Les Puissances et la Turquie

On a pu lire, dans nos dépêches, que les « puissances » ont décidé de faire une démonstration navale contre la Turquie.

Les affaires de Russie ont accaparé l'attention du grand public, depuis quelques semaines ; on ne sait donc pas très bien ce qui motive cette nouvelle manifestation d'irritation — vraie ou feinte, plutôt feinte que vraie — des « puissances » envers la Porte.

Notre excellent confrère, la Macédoine, nous apporte à ce sujet de très suggestifs et instructifs détails, qui nous font pénétrer au cœur du sujet :

Une contre-attaque

L'inégale partie engagée à Constantinople autour de la question du contrôle financier est toujours soutenue par le Sultan seul (en apparence au moins) contre les six puissances unies (en apparence aussi).

La quinzaine écoulée a été fertile en incidents imprévus. Elle a débuté le 22 octobre par une contre-attaque de la Sublime-Porte qui a remis à l'ambassadeur d'Autriche, doyen du corps diplomatique, le poulet ci-dessous :

« La Porte regrette d'apprendre aujourd'hui que, malgré ses objections répétées, des délégués des puissances non seulement se sont rendus à leur résidence projetée, mais encore ont commencé à tenir des réunions de concert avec les deux agents.

« La mission des agents civils ayant été définie de la façon la plus précise, le gouvernement impérial ne saurait admettre que ceux-ci dépassent de cette manière les limites qui leur ont été assignées ; le gouvernement impérial ne peut consentir non plus à ce que des délégués étrangers qu'il n'a pas reconnus, pénètrent sur son territoire et se mêlent de l'administration du pays, puisque de tels actes sont contraires aux accords qui sont intervenus et constituent une grave violation, non seulement des traités internationaux, mais encore des intérêts du gouvernement turc.

« La Porte déclare encore une fois qu'elle ne peut accepter une situation de cette nature et se trouve dans la nécessité d'adresser des représentations instantes aux ambassadeurs des puissances dans ce sens que, animés du sentiment de la justice, ils devraient mettre fin à cet état de choses. »

Des dépêches sont venues tout de suite nous rassurer sur l'état d'esprit dans lequel les représentations de Sa Majesté (jusqu'ici plus accoutumée à en recevoir qu'à en faire) avaient laissé les ambassadeurs. Ils ne se sont pas montrés émus, dit le télégraphe. Cela ne nous étonne pas, car ils ne sont pas faciles à émouvoir. L'idée même que leurs tergiversations, leurs scrupules, leur incapacité d'agir, favorise la prolongation d'un régime de meurtre et de barbarie ne fait pas vibrer leurs nerfs. Nous les voudrions un peu plus émus et un peu moins figés dans des attitudes hiératiques.

D'accord pour causer

L'histoire ne dit pas quelle réponse

que allemande, se montrait de meilleure composition que les autres conseillers du Sultan. L'Allemagne était donc d'accord.

Oui, d'accord pour causer, mais non pour agir. Lorsqu'il fut question d'une démonstration navale, l'Allemagne déclara qu'elle n'y participerait pas. Pouvait-elle chagriner le souverain qui lui aide à faire sa fortune et tuer ainsi sa poule aux œufs d'or ! L'Allemagne se vante d'obtenir par la persuasion ce que les puissances croient ne pouvoir obtenir que par l'intimidation. Si seulement elle arrivait à décider Abdul-Hamid à lui céder, à elle, amicalement ! Ensuite elle irait offrir aux Puissances la concession qu'elle se serait ainsi fait donner. Alors elle apparaîtrait au monde comme la vraie protectrice du Sultan et des Turcs.

Mais voici le Sultan bien tranquille maintenant qu'il sait qu'une puissance au moins, en se refusant de prendre part à la démonstration navale empêchera qu'elle ne soit faite ou tout au moins qu'elle ne soit efficace. Il ira donc se fortifiant contre les sollicitations de la diplomatie européenne et il lui préparera de nouvelles humiliations avec de nouveaux refus.

Evincés

Les ambassadeurs imaginèrent, le 26, de se transporter en corps chez le Sultan pour lui faire des représentations. Démarche singulière et sans précédent aucun qu'il eût été bon de faire, soit dit en passant, lorsque la tourbe ottomane commandée par la police assassinait les Arméniens dans les rues de Constantinople.

Comme tout doit se faire dans les formes, même ce qui est inusité, nos diplomates s'en allèrent demander à Tewfik pacha, ministre des Affaires étrangères, de solliciter pour eux audience. Le lendemain, 27 octobre, après avoir pris les ordres du Sultan, Tewfik pacha fit à ces messieurs une réponse qui — cette fois du moins — les émut. « Le refus de la Porte d'accepter le contrôle est définitif. Il est donc inutile de songer à revenir sur ce sujet auprès de Sa Majesté ; il est, du reste, contre tout usage de discuter ainsi avec Elle des questions qui sont strictement intérieures et concernent l'administration de l'Empire. En conséquence, la Porte ne saurait prendre sur elle de porter la demande au Palais. »

Cette nouvelle insolence qui en un tout autre temps que le nôtre, eût été considérée comme très grave et même motivé l'envoi dans le Levant de nombreuses frégates, avait pour but évident d'accroître le conflit. Le Sultan est convaincu que les Puissances ne s'entendent plus sur l'emploi des mesures coercitives qu'il ne peut s'empêcher de manifester quel que soit le point où s'imposera l'emploi de la coercition. C'est alors que la discordance se mettra dans leur camp. L'attitude de l'Allemagne justifie cette tranquillité et cette audace. Car enfin, les ambassadeurs ne peuvent pas se le dissimuler, le Sultan leur a fermé sa Sublime Porte au nez.

Paroles en l'air

Sans doute leur colère fut grande. Dès le 29 octobre, on les vit reprendre entre eux la conversation où ils l'avaient laissée le jour où leur était venue la malencontreuse idée de cette visite de corps. On reparle d'accomplir une grande action et l'idée excellente est mise sur le tapis de charger chaque Puissance de l'occupation militaire du secteur macédonien confié depuis deux ans à sa gendarmerie. On suppose que cette occupation ne demanderait pas un bien grand effort, les troupes européennes

puissances, persuadés qu'elles nuiraient bien plus à leur propre commerce qu'à la Turquie elle-même en bloquant un port.

Le tout est de savoir si le grand-vizir s'engagera à fond contre tant d'entétés et si le Sultan l'écouterà.

Les contrôleurs

Quant aux agents financiers nommés par les Puissances, ils ont continué à travailler avec zèle à l'élaboration de leur règlement. D'abord à Uscub où ils n'étaient pas au complet, puis à Salonique où les a rejoints leur collègue autrichien M. von Oppenheimer, et où ils siègent en ce moment sous la présidence de M. Demerik, agent russe. Ils poursuivent leur petite besogne imperturbablement. Et ils ont bien raison. Après tout l'important n'est pas que leur existence soit reconnue, mais qu'elle se manifeste par des actes.

mon corps accusés, qui nous font pénétrer au cœur du sujet :

Une contre-attaque

L'inégale partie engagée à Constantinople autour de la question du contrôle financier est toujours soutenue par le Sultan seul (en apparence au moins) contre les six puissances unies (en apparence aussi).

La quinzaine écoulée a été fertile en incidents imprévus. Elle a débuté le 22 octobre par une contre-attaque de la Sublime-Porte qui a remis à l'ambassadeur d'Autriche, doyen du corps diplomatique, le poulet ci-dessous :

« La Porte regrette d'apprendre aujourd'hui que, malgré ses objections répétées, des délégués des puissances non seulement se sont rendus à leur résidence projetée, mais encore ont commencé à tenir des réunions de concert avec les deux agents.

« La mission des agents civils ayant été définie de la façon la plus précise, le gouvernement impérial ne saurait admettre que ceux-ci dépassent de cette manière les limites qui leur ont été assignées; le gouvernement impérial ne peut consentir non plus à ce que des délégués étrangers qu'il n'a pas reconnus, pénètrent sur son territoire et se mêlent de l'administration du pays, puisque de tels actes sont contraires aux accords qui sont intervenus et constituent une grave violation, non seulement des traités internationaux, mais encore des intérêts du gouvernement turc.

« La Porte déclare encore une fois qu'elle ne peut accepter une situation de cette nature et se trouve dans la nécessité d'adresser des représentations instantes aux ambassadeurs des puissances dans ce sens que, animés du sentiment de la justice, ils devraient mettre fin à cet état de choses. »

Des dépêches sont venues tout de suite nous rassurer sur l'état d'esprit dans lequel les représentations de Sa Majesté (jusqu'ici plus accoutumée à en recevoir qu'à en faire) avaient laissé les ambassadeurs. Ils ne se sont pas montrés émus, dit le télégraphe. Cela ne nous étonne pas, car ils ne sont pas faciles à émouvoir. L'idée même que leurs tergiversations, leurs scrupules, leur incapacité d'agir, favorise la prolongation d'un régime de meurtre et de barbarie ne fait pas vibrer leurs nerfs. Nous les voudrions un peu plus émus et un peu moins figés dans des attitudes hiératiques.

D'accord pour causer

L'histoire ne dit pas quelle réponse officielle fut faite à la note insolente de la Sublime-Porte; mais vers le 24, on voit la réunion des ambassadeurs toute préoccupée d'une résolution à prendre qui mette les puissances à même d'exécuter les menaces que depuis des semaines elles faisaient pleuvoir sur la tête du Sultan. Une dépêche de l'*Eclair* annonce à cette date que l'Angleterre, la France, la Russie et l'Italie se sont mises d'accord sur la nécessité d'une démonstration navale. Cela fait quatre puissances. Et les deux autres ?

L'Autriche s'est entendu avec la Russie, toujours pour entretenir la fiction d'après laquelle ces deux empires (aussi empêchés l'un que l'autre de remuer pied ni patte, tant sont gênantes leurs préoccupations intérieures (resteraient chargés de faire en commun le bonheur des Macédoniens. L'Autriche même, à lire ses journaux, fait du zèle. On parle de la préparation d'une escadre; l'amiral est désigné, trois cuirassés et un croiseur sont sous pression.

Et l'Allemagne ?

Ah! l'Allemagne, voilà! Il semblait qu'elle donnait sincèrement son concours à l'entreprise. Son ambassadeur avait tenu un langage assez sévère au ministre turc des affaires étrangères et le grand vizir, agent de la politi-

en passant, lorsque la tourbe ottomane commandée par la police assassinaient les Arméniens dans les rues de Constantinople.

Comme tout doit se faire dans les formes, même ce qui est inusité, nos diplomates s'en allèrent demander à Tewfik pacha, ministre des Affaires étrangères, de solliciter pour eux audience. Le lendemain, 27 octobre, après avoir pris les ordres du Sultan, Tewfik pacha fit à ces messieurs une réponse qui — cette fois du moins — les émut. « Le refus de la Porte d'accepter le contrôle est définitif. Il est donc inutile de songer à revenir sur ce sujet auprès de Sa Majesté; il est, du reste, contre tout usage de discuter ainsi avec Elle des questions qui sont strictement intérieures et concernent l'administration de l'Empire. En conséquence, la Porte ne saurait prendre sur elle de porter la demande au Palais. »

Cette nouvelle insolence qui en un tout autre temps que le nôtre, eût été considérée comme très grave et eût motivé l'envoi dans le Levant de nombreuses frégates, avait pour but évident d'accroître le conflit. Le Sultan est convaincu que les puissances ne s'entendent plus sur l'emploi des mesures coercitives qu'il ne peut s'empêcher de manifester quelque hâte de les amener au point où s'imposera l'emploi de la coercition. C'est alors que la discordance se mettra dans leur camp. L'attitude de l'Allemagne justifie cette tranquillité et cette audace. Car enfin, les ambassadeurs ne peuvent pas se le dissimuler, le Sultan leur a fermé sa Sublime Porte au nez.

Paroles en l'air

Sans doute leur colère fut grande. Dès le 29 octobre, on les vit reprendre entre eux la conversation où ils l'avaient laissée le jour où leur était venue la malencontreuse idée de cette visite de corps. On reparle d'accomplir une grande action et l'idée excellente est mise sur le tapis de charger chaque Puissance de l'occupation militaire du secteur macédonien confié depuis deux ans à sa gendarmerie. On suppose que cette occupation ne demanderait pas un bien grand effort, les troupes européennes devant trouver, partout où elles s'établiront en Macédoine, le concours enthousiaste d'une grande partie de la population.

Cependant, une escadre russe traverse la Mer Noire et va jeter l'ancre devant Samsoun. Est-ce le début d'une action commune? Hélas, non. L'escadre russe a beaucoup à faire à se garder elle-même. Elle a fui devant la tempête révolutionnaire qui a soulevé les équipages contre leurs officiers. Morné, elle veille, mais ne menace pas.

Meilleures tendances

Enfin, le 30; part de Constantinople la nouvelle que le grand-vizir se montrerait assez disposé à faiblir et à accepter le contrôle financier. Ce revirement n'en est pas un, car les bonnes dispositions de Férid pacha nous ont été signalées dès le début de la crise. Mais on ne manque pas de nous faire savoir que ces meilleures tendances sont dues à l'active intervention de l'ambassadeur d'Allemagne. Le plan que nous dévoilions ci-dessus: l'Allemagne obtenant dans un sourire ce que l'Europe s'est vu refuser sans grâce. Mais les ministres et les officiers restent hostiles, décidés à pousser la résistance jusqu'au bout. Ils se rendent de la menace des

Mardi 28 Novembre 1905

RÉDACTION

17, rue des Sables, 17, Bruxelles
BUREAUX PARISIENS :
rue Notre-Dame-de-Lorette, 13, à Paris

ABONNEMENTS ET ANNONCES :

A BRUXELLES : 17, rue des Sables.
A PARIS : 13, rue Notre-Dame-de-Lorette.
A LONDRES : chez MM. John & Jones & Co, n° 2
Snow Hill, E. C., à l'Agence Havas, n° 93 Champs-
Élysées E. C., et chez MM. Neveu et fils, n° 14-15,
Queen Victoria Street.
En ALLEMAGNE, en AUTRICHE-HONGRIE et en
SUISSE : exclusivement aux Agences de la Maison
Kadell Moss.

ADRESSES TÉLÉGRAPHIQUES :

Lindébel, BRUXELLES. | Lindébel, PARIS.

La b mbe du Sélamik

A LA COUR CRIMINELLE

Constantinople, dimanche, 26 novembre.

La Cour criminelle a entamé aujourd'hui le procès du sujet belge nommé Joris. Quinze Arméniens impliqués dans le complot du 21 juillet contre la vie du Sultan, seize autres Arméniens arrêtés récemment à la suite de la découverte de bombes et d'explosifs, comparaissent aux côtés de Joris.

L'audience d'aujourd'hui a été consacrée à la lecture de l'acte d'accusation, au discours de l'avocat général et à l'interrogatoire de Joris. Ce dernier a déclaré être anarchiste et a admis avoir aidé les conspirateurs. Il a ajouté approuver l'attentat comme le meilleur moyen de provoquer la disparition du régime actuel en Turquie et pour l'amélioration du sort des Arméniens.

La publicité donnée au procès, les allusions faites aux menées révolutionnaires des Arméniens et l'appui venu de l'étranger ne peuvent manquer de provoquer une certaine surexcitation dans la population musulmane. Le moment choisi pour le procès est des plus inopportuns, car ce fait donne de la consistance aux bruits suivant lesquels les autorités essayent d'exciter l'opinion publique contre les étrangers.

La maladie d'Ibsen

Christiania, dimanche, 26 novembre.

Le *Nordens Cans* dit que l'état d'Henrik Ibsen ne cause pas d'inquiétude immédiate. Le poète s'est, il est vrai, affaibli durant ces derniers temps, mais il se lève encore chaque jour quelques heures et manifeste de l'intérêt pour les événements du jour.

Les tremblements de terre en Italie

Benevent, dimanche, 26 novembre.

Par suite du tremblement de terre, plusieurs maisons de la bourgade d'Apich, dont la caserne de gendarmerie, ont été lézardées et ont dû être évacuées.

Avellino, dimanche, 26 novembre.

A Ariano, le tremblement de terre a lézardé plusieurs églises, dont la cathédrale. Plusieurs maisons ont été légèrement endommagées.

A Grotta et à Minarda, plusieurs maisons ont été également lézardées. Il n'y a aucune victime.

Copenhague, dimanche, 26 novembre.

Une lettre d'Oefjord (Islande) annonce que plusieurs mouvements sismiques assez forts ont été ressentis là-bas le 15 novembre dans la nuit.

Navire japonais coulé

Tokio, dimanche, 26 novembre.

Le *Kuta-Maru*, allant à Liao-tung, est entré en collision samedi soir avec un autre navire japonais au large de Matsuro, près de Shimonoseki. Le *Kuta-Maru*, coupé en deux, a coulé immédiatement. Onze personnes ont disparu.

Voir les dernières dépêches en
Dernière heure quatrième page

Lettre de Turquie

(De notre correspondant.)

CONSTANTINOPLE, 18 novembre.

La persistance des puissances à vouloir imposer à la Turquie le contrôle financier en Macédoine ouvre une phase douloureuse

plusieurs églises, dont la cathédrale. Plusieurs maisons ont été légèrement endommagées.

A Grotta et à Minarda, plusieurs maisons ont été également lézardées. Il n'y a aucune victime.

Copenhague, dimanche, 26 novembre.

Une lettre d'Oefjord (Islande) annonce que plusieurs mouvements sismiques assez forts ont été ressentis là-bas le 15 novembre dans la nuit.

Navire japonais coulé

Tokio, dimanche, 26 novembre.

Le *Kuta-Maru*, allant à Liao-tung, est entré en collision samedi soir avec un autre navire japonais au large de Matsuro, près de Shimonoseki. Le *Kuta-Maru*, coupé en deux, a coulé immédiatement. Onze personnes ont disparu.

Voir les dernières dépêches en Dernière heure quatrième page

Lettre de Turquie

(De notre correspondant.)

CONSTANTINOPLE, 18 novembre.

La persistance des puissances à vouloir imposer à la Turquie le contrôle financier en Macédoine ouvre une phase douloureuse dans l'histoire de l'Empire ottoman. Après la Crète encore chaude du sang musulman et chrétien versé au cours d'interminables conflits, voici trois vilayets de la Roumélie échappant graduellement à la souveraineté directe du Sultan.

Devant ces coups du sort, les patriotes ottomans — il y en a peu, malheureusement, dans ce vaste pays — se demandent la cause de tant de malheurs. Oui, une fatalité historique pèse sur la Turquie! Elle n'est point imputable à Abdul-Hamid II. Au contraire, la politique étrangère de ce souverain a conjuré bien des dangers. En faisant un rapprochement entre lui et Abdul-Aziz qui, durant quinze années, a dirigé les destinées de l'Etat osmanli, les observateurs politiques les moins bien disposés à l'égard du Padischah actuel sont forcés de lui rendre ce témoignage, encore qu'il s'agisse de résultats relatifs. Et, en effet, qu'a-t-on vu de 1861 à 1876? Un amoindrissement graduel allant jusqu'à la perte de la magnifique position que la Turquie occupait dans le concert des puissances après le traité de Paris (mars 1856), un ensemble de procédés on ne peut plus vicieux amenant le désastre financier de 1875 et, enfin, une tentative ultime d'inféodation à la Russie donnant l'impression de l'agneau se confiant au loup qui a toujours voulu le manger. Il est aujourd'hui certain que la reconnaissance de l'indépendance religieuse bulgare, l'institution de l'Exarchat, en un mot la création de la nationalité vulgare en Turquie — source de grands malheurs politiques — n'ont été octroyées par Abdul-Aziz et largement interprétées par Mahmoud Nédim pacha, de néfaste mémoire, que pour préparer une entente parfaite entre les deux empires. Le général, actuellement comte Ignatieff, servait et aiguillait la politique orientale du prince Gortchakoff dans ce sens; du moins, il le faisait accroire. On aurait abouti ainsi à la conclusion d'un nouveau traité de Hunkiar Iskéllessi (1833) avec des dangers encore plus grands pour la Turquie en raison du réveil national et de l'organisation bulgares entièrement entre les mains de la Russie. Voilà à quoi tendait la politique du sultan Abdul-Aziz servi par le fourbe et obséquieux Mahmoud Nédim. Dès la fin de l'année 1875, l'on rompit avec ce système. Cette rupture consommée à l'avènement d'Abdul-Hamid amena, il est vrai, la guerre avec le colosse slave, guerre néfaste, puis elle finit par un démembrement. C'est indiscutable. Mais, d'abord, la fière déclaration d'indépendance qui a précipité ce conflit (rejet du protocole de Londres du 31 mars 1877) était l'œuvre de toute la partie éclairée de la nation ottomane et non du Sultan qui n'a fait que l'adopter et, ensuite, mieux valait encore la situation nette devant résulter de la guerre que la perspective d'être entièrement étouffé un jour par l'ours du Nord aidé

du loup bulgare, l'un et l'autre faisant leurs crocs à l'ombre d'une fausse sécurité. En ce qui concerne la rupture avec l'Angleterre, rupture qui date de l'occupation de l'Egypte (1882), c'est là, bien certainement, un événement malheureux, mais, quoi qu'on en dise, ce n'est point la Turquie d'alors qui a fait *Arabi paçla* et, en persistant à occuper la vallée du Nil au mépris de ses engagements, la Grande-Bretagne est allée au-devant de cette rupture, d'autant plus qu'elle s'est opposée à l'exercice d'un droit découlant de la souveraineté des sultans, à savoir l'envoi à Alexandrie et au Caire d'une force militaire ottomane chargée d'y rétablir l'ordre. Depuis cette époque et, surtout, entre 1890 et 1900, l'Allemagne a été la seule puissance ayant tendu une main amicale à la Turquie. Rien d'étonnant à ce que le Sultan l'ait saisie et s'efforce de la retenir au risque de mécontenter ceux dont il n'attend rien que des témoignages d'indifférence ou d'hostilité. Non, la politique étrangère d'Abdul-Hamid II, plus intelligent, plus fin, plus éclairé que ses prédécesseurs immédiats, n'a pas été plus mauvaise qu'une autre. En thèse générale et tous calculs faits, elle est même incontestablement supérieure. Ce n'est pas elle, enfin, qui perd la Turquie et attriste ici tous ceux qui ont un brin de patriotisme ottoman.

MHP. 1402-646

* * *

Tout autres sont les considérations découlant de l'examen de la situation intérieure et liées aux lois de l'évolution. Le *Hatti Chérif* de Guchané (1839), le *Hatti-Houmayoun* de 1856 et une foule d'autres édicts impériaux ont passé sans que la mentalité de la classe dirigeante ait atteint le niveau européen et, cela, malgré l'envoi d'une foule de jeunes Osmanlis (fils de grands personnages) aux meilleures écoles de France, d'Allemagne, de Suisse et d'Autriche-Hongrie. C'est que l'Etat théocratique est là, immuable dans son essence; la loi civile et la loi religieuse ne font qu'un; le *Malka-ul-Ubhur* d'Ibrahim Haléby et le *Red-ul-Mouhtar* d'Ibni Abeddine régissent toujours la société musulmane khaméfite (sunnite orthodoxe). Le premier surtout, compilateur célèbre des anciens auteurs arabes du rite khaméfite, mort en 956 de l'Hégire, a réuni dans son livre la théorie et les applications du droit musulman. C'est toute une doctrine, toute une jurisprudence qui se fonde comme on le sait dans la loi du Chéri ou Chehriat et qu'on ne peut transgresser sans cesser d'être musulman. Or, cette législation ne s'étend pas seulement aux actes de la vie civile; elle trace aussi leurs devoirs aux gouvernements. Ainsi, en matière fiscale elle est l'ennemie de l'impôt indirect et, au nom de la *justice absolue* qu'avait en vue le prophète Mahomet, elle préconise l'impôt direct, facile à répartir. De là le système de la dîme *en nature* et, comme conséquence, l'affermage ou *iltizam* qui a été la source de si grands abus. Heureusement, l'on a corrigé cette perception dans les vilayets européens soumis au programme des réformes. Les résultats ayant été excellents, l'on projette d'étendre ces nouvelles dispositions (empruntées à la Bulgarie) à l'immense continent anatolien et, cela, pas plus tard que l'année prochaine. Il n'y en a pas moins là une servitude tirée de la loi religieuse et si même il existait en Turquie un état cadastral parfait comme en France, il y a fort à parier que l'on n'y asseoirait pas l'impôt foncier tel qu'il est compris et acquitté en pays chrétiens. De même, le régime de la propriété, régime compliqué s'il en fut, avec les *vakfs* (fondations pieuses musulmanes), crée une foule d'indisponibilités et n'est guère favorable à l'évolution. Il en est ainsi avec maints sujets, maintes matières impossibles. Tout étant régi par le Coran, les innovations intérieures paraissent presque impossibles, parce qu'elles impliquent l'idée de la sécularisation des lois. Les sultans Moustapha III, Sélim III, Mahmoud II et Abdul Médjid 1^{er} se sont usés dans le sens réformateur, sans autre résultat que l'établissement de ce qu'on appelle le *Tanzimat*, état politique théorique plutôt que réel, découlant des *Hatts* (édits impériaux) dont je viens de parler. C'est sans doute quelque chose, mais ce n'est pas assez et, malheureusement, la nouvelle génération ne paraît point capable de le développer opportunément, selon les besoins de l'Etat moderne.

L'idée de l'intervention, ou plutôt, de l'action divine s'exerçant constamment dans

Les résultats ayant été excellents, l'on projette d'étendre ces nouvelles dispositions (empruntées à la Bulgarie) à l'immense continent anatolien et, cela, pas plus tard que l'année prochaine. Il n'y en a pas moins là une servitude tirée de la loi religieuse et si même il existait en Turquie un état cadastral parfait comme en France, il y a fort à parier que l'on n'y assoierait pas l'impôt foncier tel qu'il est compris et acquitté en pays chrétiens. De même, le régime de la propriété, régime compliqué s'il en fut, avec les *wakfs* (fondations pieuses musulmanes), crée une foule d'indisponibilités et n'est guère favorable à l'évolution. Il en est ainsi avec maints sujets, maintes matières imposables. Tout étant régi par le Coran, les innovations intérieures paraissent presque impossibles, parce qu'elles impliquent l'idée de la sécularisation des lois. Les sultans Moustapha III, Sélim III, Mahmoud II et Abdul Médjid 1^{er} se sont usés dans le sens réformateur, sans autre résultat que l'établissement de ce qu'on appelle le *Tanzimat*, état politique théorique plutôt que réel, découlant des Hatts (édits impériaux) dont je viens de parler. C'est sans doute quelque chose, mais ce n'est pas assez et, malheureusement, la nouvelle génération ne paraît point capable de le développer opportunément, selon les besoins de l'État moderne.

L'idée de l'intervention, ou plutôt, de l'action divine s'exerçant constamment dans la nature et dans l'humanité, le fatalisme et l'imprévoyance qui en résultent dans le domaine gouvernemental entourent, en effet, les jeunes comme les vieux Osmanlis. Et, lorsque, les assauts de l'esprit nouveau deviennent trop rudes, ils se réfugient les uns comme les autres dans leur conscience musulmane.

* * *

A ce défaut d'évolution, à ce manque de moyens d'assimilation, les puissances répondent en mettant la Turquie hors la loi, ou, pour mieux dire, en dehors du droit public européen. Leurs exigences actuelles portant sur l'admission du contrôle financier et le renouvellement des pouvoirs des agents civils, ainsi que de Giorgis pacha et des officiers étrangers sous ses ordres, le prouvent bien. La situation à cet égard est aussi mauvaise que possible. Dans quelques jours, le 22 novembre, l'escadre mixte européenne sera tout entière au Pirée (y compris le croiseur russe *Diana*, échappé à la bataille du 10 août 1904 et qui est revenu de Saïgon). Et, bientôt, mettant le cap au nord-est, elle se saisira d'une île ottomane (Métélin, Chio ou une autre) à moins que, dans l'intervalle, la Porte ne se soumette. Elle se soumettra sans doute et, cela, en l'absence de tout traité signé par elle après une guerre malheureuse, en l'absence de tout engagement pris à l'amiable et basé sur des avantages réciproques, puisque, enfin, il n'y a aucune corrélation forcée entre ce que l'on demande aujourd'hui et le programme vaguement idéaliste de Murzsteeg. En droit strict, en droit absolu, me disait encore hier un personnage ottoman, rien n'autorise les puissances à agir comme elles le font. C'est vrai. Mais ce n'est pas le droit strict, le droit absolu, qui guide les cabinets dans cette affaire. Ce sont, comme toujours, certains calculs secrets et, par-dessus tout (comme cause apparemment déterminante), les raisons psychologiques et morales tirées de la situation intérieure dont j'ai rappelé les traits saillants. Oui, tout cela est profondément triste, car c'est un bon et brave peuple que le peuple osmanli. Ainsi se réalise encore une fois le terrible apophtegme d'un homme d'Etat anglais : « Il est défendu aux Turcs d'avoir raison. » E. B.

FRANCE

NOTES DU JOUR

(De notre correspondant)

On assure que M. Georges Leygues, ancien ministre dans plusieurs cabinets d'opinions différentes, fatigué d'attendre une combinaison nouvelle, se serait décidé à

Paris, 21 décembre

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LA TURQUIE ET L'EUROPE

La démonstration navale, timide et discrète, a fini par aboutir à un résultat. Que ce résultat soit tout à fait celui sur lequel on comptait, il serait excessif de le prétendre. Mais l'Europe, dans ses relations avec la Porte, a une telle habitude des échecs, qu'elle n'a pas le droit d'être difficile et qu'elle se contente de peu.

Il s'agissait, à l'origine, de mettre à exécution les articles du programme austro-russe relatif au régime financier de la Macédoine. Pour que ce régime fût normal et permit le maintien de l'ordre, deux conditions étaient nécessaires. Il fallait d'abord que les recettes effectuées dans les trois vilayets fussent réellement consacrées aux dépenses de ces vilayets. Il fallait ensuite que l'établissement du budget macédonien et les ordonnancements de fonds se fissent sous le contrôle direct de représentants de l'Europe. Cette représentation et ce contrôle, qui constituaient la clef de voûte de l'édifice réformateur, étaient naturellement ce que la Porte redoutait le plus. Et c'est pour s'y soustraire que, prenant les devants, elle avait passé avec la Banque ottomane, dans les premiers jours de 1905, un contrat qui chargeait cet établissement financier de toutes les opérations de trésorerie relatives à la Macédoine. Il est clair que, si grand que fût le zèle de la banque, sa situation ne lui permettait pas d'être un instrument de contrôle énergique. C'est ce contrôle, exercé par des agents spéciaux, que la Turquie a tenté d'éviter depuis deux mois, et c'est à son institution qu'elle consent aujourd'hui.

Consentement, il faut bien le dire, qui ne va point sans certaines réserves. Tandis en effet que l'escadre internationale poursuivait dans les îles de l'Archipel sa croisière d'agrément, on a négocié à Constantinople. Et de cette négociation la Turquie n'a pas été sans tirer de réels avantages. C'est jeudi dernier, 14 décembre, que Tewfik pacha, ministre des affaires étrangères, a communiqué au baron de Calice, doyen du corps diplomatique, « l'acceptation » de la Porte. Cette « acceptation » donnait satisfaction aux ambassadeurs sur un point : il restait entendu que les *conseillers financiers* (le terme *contrôleur* avait été préalablement abandonné) seraient nommés par les puissances. Par contre, la note turque disait : « En cas de divergence d'opinion au sein de la commission, les conseillers financiers en référeront aux autorités dont ils relèvent et la Porte en décidera. » En outre, Tewfik exprimait l'espoir que les puissances consentiraient à l'augmentation de 3 0/0 des droits de douane depuis longtemps réclamée par la Porte. C'est sur ces deux dernières questions (*la Porte en décidera* et l'augmentation de 3 0/0) que le débat se trouvait concentré.

À l'heure où nous écrivons, les ambassadeurs, donnant une preuve nouvelle de leurs sentiments de conciliation, ont accepté la rédaction turque relative aux « autorités » dont relèvent les conseillers. Mais ils ont biffé l'inacceptable addition (*la Porte en décidera*) qui eût eu pour conséquence d'anéantir le pouvoir propre des conseillers. Quant aux droits de douanes, c'est-à-dire à une affaire distincte du règlement financier, les négociations nécessaires ne pouvaient retarder l'entente relative à ce règlement. On sait d'ailleurs que certaines réformes douanières (vérifications, analyses, etc.) seront la contre-partie de l'augmentation éventuelle des droits. Les ambassadeurs, réservant ce point, répondirent donc à Tewfik pacha qu'ils considéraient l'accord comme définitif et qu'ils donnaient l'ordre à l'amiral Ripper de cesser la démonstration navale. Cet ordre aussitôt donné fut immédiatement exécuté.

Sous sa forme actuelle, le règlement financier diffère assez profondément de celui que l'Europe avait d'abord élaboré. D'une part les conseillers, en perdant leur titre primitif de contrôleurs, perdent quelque chose de leur autonomie. Et, en siégeant avec un collègue turc sous la présidence de Hilmi pacha, ils aliènent une part de leur autorité morale. En second lieu, en acceptant que le budget macédonien comprenne les dépenses militaires dont la Porte reste maîtresse, la commission financière se prépare à elle-même des difficultés de toute sorte que ne résoudra peut-être pas l'engagement pris par la Turquie de subvenir aux excédents de dépenses par des traites sur les contributions indirectes remises à la Banque ottomane. Enfin la nécessité, à toute divergence de vues, d'en référer à Constantinople, tant aux ambassades qu'à la Porte, amoindrit singulièrement l'efficacité d'un contrôle dont l'avantage essentiel était d'être local. C'est une faute grave, croyons-nous, que d'y avoir consenti et d'avoir ainsi réduit les conseillers financiers, comme les consuls, les agents civils et les officiers de gendarmerie, à un simple rôle d'informateurs.

Si l'on s'est, malgré tout, contenté de cette solution boiteuse, c'est qu'on craignait, non

HP. 1402-65
sans raison, de n'avoir pas de solution du tout. Les divisions déjà apparentes qui affaiblissaient l'action de l'Europe risquaient de s'aggraver. Et c'est à quoi on voulait parer. On s'est hâté d'en finir pour conjurer la menace d'un schisme. Et sans nul doute on a bien fait. Mais on aurait tort d'attendre d'un remède aussi insuffisant des améliorations sérieuses.

puissances aboutissant à l'extension du programme de Murzsteg, à une institution nouvelle en Macédoine et, par conséquent, à l'internationalisation des moyens de règlement de la difficulté macédonienne, est vu avec déplaisir à Sofia. Après l'entrevue du comte Lamsdorff avec le comte Goluchowsky, des l'organisation de la nouvelle gendarmerie à laquelle ils ont pensé tout d'abord, la Bulgarie est entrée en négociations avec la Porte pour la conclusion d'un accord séparé destiné à contrecarrer sous-main cette tentative à deux. Et ce calcul fut décoré à Sofia du nom d'*action parallèle* tendante à faciliter la réalisation du programme austro-russe à peine éclos. L'arrangement turco-bulgare préconisé ici par M. Natchovitch n'ayant pas rempli les espérances du cabinet Pétroff, qui croyait pouvoir miner la Turquie tout à son aise, en l'endormant dans une fausse sécurité (c'était au fond l'idée de feu Stanbouloff). On rejeta cet instrument en affirmant qu'il n'était pas respecté par la Porte. Maintenant que le règlement financier pour les trois vilayets de Roumélie a été accepté par le Sultan, l'on se met de nouveau en travers de toute pacification, appelant une prétendue institution philanthropique à la rescousse des comités révolutionnaires macédoniens, cependant que l'on convie les Bulgares de Macédoine, c'est-à-dire tous les exarchistes, à une lutte à mort contre les éléments serbe et grec qui osent les aspirations du panbulgarisme. Et, pour justifier ces efforts auprès des puissances, l'on crie plus que jamais à la persécution. Que peut-il sortir de tout ceci sinon la guerre, à moins que les puissances n'exercent à Sofia une action autre que celle à laquelle les dirigeants bulgares se sont habitués? Ceux-ci, comme on l'a vu par les déclarations de M. Petkoff, tant à Paris qu'à Sofia, ne prennent pas au sérieux les rouages administratifs créés par les six cabinets à Salonique, à Monastir et à Uskub. Plus l'on avancera dans cette voie et plus les moyens d'obstruction bulgares deviendront violents, car il s'agit d'empêcher, de prévenir un état dont ne s'accommodent point les ambitions de ceux ayant toujours devant les yeux le traité de San-Stefano et la grande Bulgarie.

La présence ici du prince afghan, Mohammed Khan, qui est, dit-on, un neveu ou un cousin de l'émir actuel Habiboullah, ne se rattache pas, comme on l'a cru un instant, à un projet d'entente islamique asiatique contre la Russie. Ce personnage a été reçu par le Sultan comme prince musulman khanéite (du même rite que les Turcs) et comme parent d'un souverain musulman. Mais, c'est tout, assure-t-on. Abdul-Hamid II est trop prudent pour se laisser glisser sur la pente d'une guerre avec l'Empire russe, avec le seul appui de l'émir de l'Afghanistan, et cela, pour reconquérir Kars, Barmou, la Crimée et le Caucase (?) Il n'est point prouvé du tout qu'Habiboullah, de son côté, ait fait un calcul analogue, portant sur le Turkestan. Des trois khans régnant entre l'Oxus (Amou Daria) et la Caspienne, l'un, Khodyan khan, n'existe plus, son pays ayant été réuni à la Russie après la campagne du général Skobelev. Les deux autres, le khan de Khiva et celui de Boukhara, sont absolument dociles et acquis au gouvernement russe, la Perse schiite est en ce moment en conflit diplomatique avec la Turquie, à cause de la frontière mal délimitée du côté de Suleymanî (entre ce sandjak et l'Azerbeïdjan) et le monde arabe est indifférent ou hostile, surtout, depuis la campagne actuelle au Yémen. Que faire dans des conditions pareilles? Il est vrai que les musulmans du Caucase sont en ce moment très excités contre la Russie qui, par l'organe du prince Vorontzoff Dachkoff, leur a préféré les chrétiens, armant contre eux les Arméniens pendant qu'ils n'étaient point préparés à la lutte. Mais cela est-il suffisant? Et ne voit-on pas que la Bulgarie seule, avec ses 250,000 soldats, ferait plus que neutraliser pour la Turquie l'appoint éventuel afghan et central-asiatique? Ni le Sultan, ni Habiboullah ne peuvent nourrir de pareils desseins, et c'est pourquoi l'explication officielle de la présence de Mohammed Khan doit être tenue pour vraie. Ce prince va tout simplement faire un pèlerinage à La Mecque, et il ne fait que passer à Constantinople, où il a voulu rendre hommage au Khalife, devant lequel s'est déjà incliné son cousin Nassroullah Khan, frère puîné du souverain afghan.

Le comte Errembault de Dudgezele remettra demain à la Porte une nouvelle note en réponse à celle refusant l'extradition de Joris. Cet instrument diplomatique s'étendra, sans doute, sur les points controversés entre la Turquie et la Belgique. Le texte turc du traité de 1838 stipule que tout Belge ayant commis un délit ou un crime sur territoire ottoman doit être jugé au moyen ou par l'entremise de son autorité (consul, vice-consul ou autre) pour être puni conformément aux lois établies pour les Français.

moins, trop dissemblables sur ce point aux nations européennes, l'on remettait plus facilement les délinquants, meurtriers et autres, entre les mains de leur autorité. Mais depuis la création du nouvel outillage judiciaire (cours correctionnelles, cours criminelles, juges d'instruction, procureurs impériaux, greffiers), depuis l'élaboration du code de procédure criminelle, etc., copiés sur le modèle européen, l'autorité ottomane est devenue réfractaire à cet égard, encouragée aussi par l'attitude de certaines puissances (l'Autriche par exemple). Le cas de Joris, complice d'un attentat contre le Sultan, est donc des plus épineux. On doit ici faire sonner bien haut l'esprit des capitulations, qui sont, en fait, l'interposition des Etats chrétiens entre la Turquie et leurs sujets dans le Levant. Si le domicile est inviolable; si, pour faire payer une amende de deux livres turques (46 francs) à un délinquant belge ici ou en province l'on a recours à son consulat, qui seul encaisse ce montant et le remet à l'autorité ottomane; si, par-devant les tribunaux civils (Houkous) et de commerce (Tidjaret) aucun Belge ne peut être condamné en paiement d'une somme d'argent, aussi minime qu'elle soit) sans que le jugement soit signé par le drogman belge et ratifié ainsi par la légation du Roi, comment celle-ci pourrait-elle être déchue de tout droit lorsqu'il s'agit de la liberté individuelle et de la vie d'un de ses ressortissants?

Le comte de Dudgezele, qui est un diplomate avisé, voyant juste et épuisant toujours les moyens d'argumentation, ne saurait manquer de mettre bien en relief ces éléments moraux pour renforcer le texte du traité de 1838. Malheureusement pour la Belgique, la Porte, elle aussi, excipe de raisons morales et elle croit être dans son droit. Il faudra donc décider à coups de notes si l'explosion du 21 juillet dernier, ce coup de canon d'un nouveau genre qui a heureusement épargné la vie du Sultan, a fait tomber en poudre un instrument diplomatique comme celui-là. Cette discussion peut nous mener loin. En attendant, la Cour de Cassation confirmera, dit-on, la peine de mort prononcée contre Joris. Cette prévision se retrouve partout. Si elle se réalise, la tâche du gouvernement belge n'en sera pas facilitée.

HHP. 1402-686

tout, la Crimée et le Caucase (?) il n'est point prouvé du tout qu'Habiboullah, de son côté, ait fait un calcul analogue, portant sur le Turkestan. Des trois khans régnant entre l'Oxus (Amou Daria) et la Caspienne, l'un, Khodyan khan, n'existe plus, son pays ayant été réuni à la Russie après la campagne du général Skobelev. Les deux autres, le khan de Khiya et celui de Boukhara, sont absolument dociles et acquis au gouvernement russe, la Perse schiite est en ce moment en conflit diplomatique avec la Turquie, à cause de la frontière mal délimitée du côté de Suleymanli (entre ce sandjak et l'Azerbeïdjan) et le monde arabe est indifférent ou hostile, surtout, depuis la campagne actuelle au Yémen. Que faire dans des conditions pareilles? Il est vrai que les musulmans du Caucase sont en ce moment très excités contre la Russie qui, par l'organe du prince Vorontzoff Dachkoff, leur a préféré les chrétiens, armant contre eux les Arméniens pendant qu'ils n'étaient point préparés à la lutte. Mais cela est-il suffisant? Et ne voit-on pas que la Bulgarie seule, avec ses 250,000 soldats, ferait plus que neutraliser pour la Turquie l'appoint éventuel afghan et central-asiatique? Ni le Sultan, ni Habiboullah ne peuvent nourrir de pareils desseins, et c'est pourquoi l'explication officielle de la présence de Mohammed Khan doit être tenue pour vraie. Ce prince va tout simplement faire un pèlerinage à La Mecque, et il ne fait que passer à Constantinople, où il a voulu rendre hommage au Khalife, devant lequel s'est déjà incliné son cousin Nassroullah Khan, frère puiné du souverain afghan.

Le comte Errembault de Dudzele remettra demain à la Porte une nouvelle note en réponse à celle refusant l'extradition de Joris. Cet instrument diplomatique s'étendra, sans doute, sur les points controversés entre la Turquie et la Belgique. Le texte turc du traité de 1838 stipule que tout Belge ayant commis un délit ou un crime sur territoire ottoman doit être jugé *au moyen ou par l'entremise* de son autorité (consul, vice-consul ou autre) pour être puni conformément aux lois établies *pour les Français*. C'est donc par *assimilation* que l'on est fondé à procéder en l'espèce. Or, le traité de Passarowitz (1718) conclu entre la Turquie et l'Autriche accorde, comme je l'ai dit, à cette dernière puissance non seulement le droit de juger ses ressortissants, mais aussi celui de les détenir *nel carcere cesareo* (dans la prison impériale). Et à l'époque où a été signé le traité de 1838 (Turquie-Belgique) le gouvernement autrichien n'avait pas encore renoncé à ses prérogatives sur ce terrain spécial. Donc, même en se basant sur le texte turc, la demande belge serait recevable. Mais il y a eu dans la pratique tant de dérogations, d'exceptions, de contradictions; il y a de tels exemples parmi les puissances que ce droit s'est, pour ainsi dire, obscurci. Ainsi, il y a quelques années, un navire anglais, traversant le Bosphore, s'amarra à quai. Il arriva qu'un passant, un Turc mal intentionné, enleva tout à coup les amarres de leurs points fixes, ce qui exposait le navire à aller à la dérive au risque de collisionner. Le capitaine, qui se trouvait sur le pont, ne fit ni une ni deux, il braqua incontinent son revolver et tua le passant. Le coup était parti d'Angleterre (tout bâtiment à voile ou à vapeur couvert du pavillon d'un Etat européen, est assimilé au territoire national) mais il avait tué quelqu'un en Turquie, quelque drôle que cela paraisse. On ne put arrêter le capitaine (je parle de la police turque) parce qu'il était chez lui et que son arrestation dans ces conditions eût constitué une violation du pavillon, c'est-à-dire du territoire. Mais si, tout capitaine qu'il était il avait tiré sur le Turc à quelques pas de son navire, sur la *terre ferme*, l'autorité anglaise admet qu'il y aurait pu y avoir contestation entre elle et l'autorité ottomane. Il est vrai que l'Angleterre n'a pas un traité spécial comme celui de 1838. N'est-elle point soumise cependant aux lois établies *pour les Français* (Occidentaux?) Anciennement, lorsque la justice en Turquie n'était rendue que par les cadis (juges religieux) et que les Turcs se jugeaient inférieurs ou, au

Lundi 15 Janvier 1906

RÉDACTION

17, rue des Sables, 17, Bruxelles
BUREAUX PARISIENS:
rue Notre-Dame-de-Lorette, 16, à Paris

ABONNEMENTS ET ANNONCES :

A BRUXELLES : 17, rue des Sables.
A PARIS : 16, rue Notre-Dame-de-Lorette.
A LONDRES : chez MM. John-F. Jones & Co, n° 1
Snow Hill, E. C., à l'Agence Havas, n° 98 Cheap-
side E. C., et chez MM. Nevroud et fils, n° 14-18,
Queen Victoria Street.
En ALLEMAGNE, en AUTRICHE-HONGRIE et en
SUISSE : exclusivement aux Agences de la Maison
Rudolf Mosse.

ADRESSES TÉLÉGRAPHIQUES :

Lindebel, BRUXELLES. | Lindebel, PARIS.

NCE

PAR LE PROGRÈS

sinistres événements de Russie, avait négocié avec grande habileté ce rapprochement franco-anglais auquel il donnait une utilitaire sanction par la conclusion de l'accord franco-anglais-espagnol-italien qui envisageait « l'amélioration de l'état de choses au Maroc ».

Le ministre français en avait verbalement prévenu le représentant de l'Allemagne et fort du silence de cette puissance, prenant la réserve de l'Allemagne pour un acquiescement, il avait marché de l'avant. La communication verbale au prince de Radolin eut du 27 mars 1904; l'accord anglo-français était signé à Londres le 8 août 1904; le silence allemand dura jusqu'en février 1905; l'empereur Guillaume II débarqua à Tanger le 31 mars 1905 et les difficultés surgissent.

C'est que l'Allemagne, qui avait réservé son adhésion, voulait obtenir des garanties que, il faut le reconnaître, la France ne lui avait pas accordées nettement, ni diplomatiquement.

C'est que l'Allemagne entendait qu'aucun obstacle ne put être opposé à son industrie et commerciale.

pas de colonies où elle puisse, comme les autres nations, favoriser ses producteurs.

Aussi à plus forte raison doit-elle veiller à ce que restent ouvertes les portes des parties du globe terrestre qu'il reste à gagner à la civilisation, donc aux débouchés des produits industriels.

Ainsi s'explique et s'excuse ce moment de mauvaise humeur qu'auraient voulu attiser les partisans des batailles et des carnages en ce moment d'autant plus troublé que l'Allemagne est à la veille de passer à l'application bien dangereuse pour son industrie des tarifs douaniers nouveaux du pain cher et de la viande chère.

Il faut donc souhaiter que les nations réunies à Algésiras se rendent compte de cette situation de l'Allemagne et il faut espérer que, loin d'user du droit de veto qui permettrait à l'une d'elles de paralyser l'effort général, elles en terminent avec cette question du Maroc pour le plus grand bien de tous.

Que la France et l'Angleterre renoncent au dernier paragraphe de l'article 4 du traité du 8 avril 1904; que toutes les nations prennent l'engagement que la liberté commerciale sera rigoureusement et entièrement respectée au Maroc, non seulement pendant trente ans, mais indéfiniment, *für alle Zeiten*, comme le demandent les Allemands; que, par contre, sous le contrôle des puissances, l'organisation de la police et de l'armée marocaines soit confiée à la France, et alors le monde entier, débarrassé d'un terrible cauchemar, applaudira d'enthousiasme et l'on assistera aussitôt à une nouvelle, féconde et durable explosion de la productivité humaine.

L.

Lettre de Turquie

(De notre correspondant.)

CONSTANTINOPLE, 7 janvier.

Sadyk pacha El Moayad, commissaire impérial ottoman à Sofia, fait beaucoup parler de lui depuis quelques jours. Il a signalé dernièrement à la Porte la nouvelle organisation bulgare-macédonienne issue de la grande réunion ou conférence du 19 décembre et qui, sous couleur de bienfaisance (il s'agit apparemment de secourir les Bulgares de Macédoine victimes des troubles), est, selon lui, une nouvelle machine de guerre dressée contre la Turquie. Cette opinion paraît assez juste puisque l'association susdite a inscrit en tête de son programme la libération de la population bulgare des vilayets de Salonique, de Monastir et de Cossovo et, même, du vilayet d'Andrinople, qui a été jusqu'ici laissé en dehors des réformes. Il va sans dire que le gouvernement impérial ottoman, apprenant, d'autre part, que le nouveau comité était déjà entré en contact avec les Bulgares d'Uskub et des sandjaks voisins, a attaché de l'importance au rapport de Sadyk pacha au point de charger ses représentants auprès des puissances d'appeler l'attention des cabinets sur ces futurs efforts révolutionnaires couverts du manteau de la charité. Il paraît que la ville de Demir-Hissar a été choisie comme base d'action, car, selon une version ottomane, on y aurait découvert des bombes, des manlichers, des cartouches, de la dynamite, etc. Du côté bulgare, cependant, l'on nie cette prétendue découverte, qui ne serait, dit-on, qu'un moyen pour les autorités locales d'arrêter et d'emprisonner de nombreux Bulgares de la région. Quoiqu'il en soit, les relations entre la Turquie et sa vassale sont

Lettre de Turquie

(De notre correspondant.)

CONSTANTINOPLE, 7 janvier.

Sadyk pacha El Moayad, commissaire impérial ottoman à Sofia, fait beaucoup parler de lui depuis quelques jours. Il a signalé dernièrement à la Porte la nouvelle organisation bulgare-macédonienne issue de la grande réunion ou conférence du 19 décembre et qui, sous couleur de bienfaisance (il s'agit apparemment de secourir les Bulgares de Macédoine victimes des troubles), est, selon lui, une nouvelle machine de guerre dressée contre la Turquie. Cette opinion paraît assez juste puisque l'association susdite a inscrit en tête de son programme la *libération de la population bulgare* des vilayets de Salonique, de Monastir et de Cossovo et, même, du vilayet d'Andrinople, qui a été jusqu'ici laissé en dehors des réformes. Il va sans dire que le gouvernement impérial ottoman, apprenant, d'autre part, que le nouveau comité était déjà entré en contact avec les Bulgares d'Uskub et des sandjaks voisins, a attaché de l'importance au rapport de Sadyk pacha au point de charger ses représentants auprès des puissances d'appeler l'attention des cabinets sur ces futurs efforts révolutionnaires couverts du manteau de la charité. Il paraît que la ville de Démir-Hissar a été choisie comme base d'action, car, selon une version ottomane, on y aurait découvert des bombes, des manlichers, des cartouches, de la dynamite, etc. Du côté bulgare, cependant, l'on nie cette prétendue découverte, qui ne serait, dit-on, qu'un moyen pour les autorités locales d'arrêter et d'emprisonner de nombreux Bulgares de la région. Quoi qu'il en soit, les relations entre la Turquie et sa vassale sont on ne peut plus tendues en ce moment. A Sofia, l'on a accusé ouvertement Sadyk pacha El Moayad d'être alarmiste par calcul et de tromper constamment son gouvernement sur les dispositions du prince et du cabinet Pétroff, comme aussi sur toutes les mesures prescrites par eux au regard de la crise macédonienne. Ce reproche est-il fondé? Je ne sais. Peut-être, le commissaire impérial voit-il les choses un peu trop en noir et, cela non par calcul, mais par tempérament, ce qui ne peut porter atteinte à sa personnalité morale. Mais, n'a-t-il pas raison, au fond, de s'alarmer? Un peu plus ou un peu moins, il faut bien avouer que la perspective d'une guerre turco-bulgare hante les esprits et qu'elle paraît à l'horizon. Sadyk pacha, qui était attendu ici hier soir, arrive, d'ailleurs, dans des circonstances qui méritent d'être relatées. Mandé, il y a trois jours, par le prince Ferdinand, à une heure avancée de la soirée, il aurait essuyé un flot de reproches (je n'ose pas dire une bordée d'injures) du chef de la situation des Bulgares de Macédoine. « Jusques à quand, se serait écrié le Prince, se haussant à la hauteur de Cicéron, dans une de ses plus fameuses Catilinaires, jusques à quand cette population sera-t-elle persécutée, traquée, emprisonnée, terrorisée par votre administration militaire et civile? Voyez ce monceau de rapports sur ma table, c'est une montagne d'accusations semblables; il est temps que cela finisse, etc. » Je ne garantis point ces paroles, ni le prétendu ton violent du chef de l'Etat bulgare. Toujours est-il que Sadyk pacha a été mandé ici par dépêche et que d'aucuns rattachent son arrivée à la petite scène que je viens de rapporter et qu'il aurait *illico* télégraphié à son gouvernement. Pour parler ainsi, il faut que la Bulgarie se sente bien forte. Elle l'est, en réalité, et c'est ce qui rend la perspective d'une guerre turco-bulgare vraiment effrayante pour la paix de l'Orient — car il y aura un déploiement de forces auquel on ne s'attend pas et les deux adversaires se battront avec une résolution suprême, les uns pour réaliser un idéal qui est entré dans la conscience bulgare, les autres parce qu'ils se croiront dans leur droit. Il est à remarquer que chaque effort des

تاریخ ۲۱ اوت
کتابخانه
کتابخانه

AFFAIRES DE MACÉDOINE

(De notre correspondant particulier)

Déclarations du général Degiorgis pacha

Salonique, 21 août.

Voici les déclarations que le général Degiorgis pacha, commandant de la gendarmerie macédo-nienne, a faite à notre correspondant de Salonique au sujet de sa démission et de son opposition formelle à l'augmentation du nombre des officiers étrangers.

TDVISAM
Kütüphanesi Arşivi

No HHP.1402-67

« D'abord vous constatez, a-t-il dit, que je suis bien à Salonique et non en Italie; et vous savez aussi que, à part quelques voyages que j'ai faits dans les divers secteurs de la gendarmerie macédo-nienne, je n'ai pas quitté la Turquie.

» Je n'ai jamais eu l'intention de donner ma démission, ne voulant à aucun prix abandonner le poste d'honneur qui m'a été confié, et n'ayant aucun motif de démissionner.

« Je n'ai jamais fait non plus une opposition systématique à l'augmentation du nombre des officiers étrangers pour la gendarmerie. On m'a demandé mon avis et voici ce que j'ai répondu :

» Je ne trouve pas le moment opportun pour envoyer de nouveaux officiers étrangers en Macédoine, car le budget de la gendarmerie étant limité et alimenté par des ressources restreintes, il ne serait pas prudent de grever ce budget de nouvelles charges.

» D'un autre côté la gendarmerie ne fonctionne pas encore, comme nous le voudrions, par suite du manque de sous-officiers turcs. Nous avons l'intention de diviser chaque secteur en petits territoires qui seront surveillés chacun par un poste de gendarmerie commandé par un sous-officier turc. Ce dernier sera responsable de la tranquillité de son territoire.

» Ce sous-officier relèvera de ses chefs hiérarchiques turcs, et la haute surveillance sera exercée par les officiers étrangers. Or, ces derniers viennent de désigner parmi le personnel turc de la gendarmerie les hommes les plus intelligents et les plus aptes à saisir rapidement les nouveaux règlements et les responsabilités qui incomberont aux chefs de poste.

» Il faudra bien quelques mois pour donner à ces hommes cette instruction nécessaire; et ce ne sera qu'à ce moment que les postes seront fixés, et alors nous pourrons établir d'une manière définitive le nombre des nouveaux officiers étrangers dont nous aurons besoin.

» Vous voyez donc que je reconnais l'utilité de l'augmentation des officiers étrangers; mais je suis d'avis qu'il y a lieu d'attendre le moment voulu et surtout de faire rechercher par quels moyens on pourra faire face à ces nouvelles dépenses.

» Je vous autorise à démentir tous les bruits de démission et d'opposition que l'on me prête bien à tort.

» Les nouvelles générales de l'intérieur sont rassurantes; à part quelques petites rencontres, je crois que nous n'avons pas à redouter de mouvements insurrectionnels bien sérieux. Cela nous fait

TDV İSAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP. 1402 - 66

gagner du temps et par conséquent nous pouvons
nous préparer à toute éventualité. »

Le 1^{er} septembre, jour anniversaire de l'avènement, les principaux monuments de Smyrne devaient être simultanément détruits par la dynamite. Des anarchistes déguisés en soldats turcs se mêlaient à la foule épouvantée et jetteraient parmi elle des grenades. Le plan des organisateurs de cette machination féroce était de provoquer par leurs crimes la colère de la population musulmane contre les Arméniens, dont le massacre amènerait à son tour l'intervention de l'Europe. C'était, on l'avouera, une façon singulière d'escompter les sympathies de celle-ci : mais telle était réellement la politique des comités révolutionnaires.

Le gouverneur de Smyrne, Kiamil Pacha, ancien grand-vizir, a eu le louable souci d'en déjouer par avance les effets, pour le cas où, malgré les précautions prises, de nouveaux attentats seraient commis. Son communiqué à la presse locale insiste sur le loyalisme de la communauté arménienne, dont il sépare nettement la cause de celle des révolutionnaires de même race. Il n'est pas douteux que Kiamil Pacha saurait, le cas échéant, empêcher le fanatisme musulman de se donner carrière contre une population inoffensive, absolument innocente d'excès dont on voudrait la rendre la première victime. Les intérêts de l'humanité sont là en bonnes mains.

Ce qui est inquiétant, c'est que le complot de Smyrne devait avoir sa contre-partie, à la même date, à Constantinople et à Salonique. Or, les recherches poursuivies dans ces deux villes pour mettre la main sur les dépôts de bombes dont la prévoyance de l'anarchisme international les avait dû pourvoir aussi abondamment que Smyrne même, sont demeurées jusqu'ici sans résultat. Cet inconnu ne laisse pas d'être redoutable et justifie, au moins en partie, la nervosité dont fait preuve dans la capitale l'opinion publique.

L'assassinat en pleine rue, à neuf heures du matin, d'un des principaux notables arméniens, Apik Effendi Oumdjian, a produit une émotion très vive dans tout le quartier de Galata. Bien que d'aucuns soutiennent que ce meurtre a eu des motifs d'ordre absolument privé, la version presque universellement admise l'attribue au comité révolutionnaire arménien, qui aurait mis Apik en demeure de lui verser cinq mille livres turques (115,000 fr.) pour sa propagande par le fait. C'est sur son refus que le malheureux négociant aurait été condamné à mort et exécuté par un délégué du groupe.

Les rumeurs les plus absurdes trouvent maintenant aisément créance dans l'esprit populaire. On entend raconter sérieusement que des souterrains ont été creusés sous toutes les ambassades et que celles-ci sauteraient au moment fixé par les comités révolutionnaires.

La même romanesque histoire a circulé à Smyrne, et plusieurs journaux français s'en sont fait l'écho trop complaisant. Un tunnel aurait été creusé de la boutique d'un tailleur arménien à l'immeuble occupé par la succursale de la Banque ottomane. Il n'y a pas un mot de vrai en ce conte dramatique. Les perquisitions faites chez le tailleur dont il s'agit n'ont amené d'autre découverte que la preuve de sa complète innocence, et ce prétendu conducteur de sapes a été remis en liberté.

Il convient donc d'accueillir avec beaucoup de scepticisme les nouvelles alarmantes libéralement mises en circulation. Mais il faut aussi souhaiter que la situation troublée où nous sommes prenne fin par la découverte complète des refuges révolutionnaires.

Comme vous le faisiez prévoir ma dernière lettre, les puissances n'ont point attendu l'assentiment de la Porte pour désigner les délégués chargés d'organiser en Macédoine le contrôle financier international. L'Allemagne elle-même a choisi sans plus tarder son représentant. Les noms des nouveaux commissaires suffisent à témoigner de l'importance que l'Europe attache à leur mission. C'est ainsi que la France a nommé pour la représenter son ancien consul général à Salonique. M. Steeg, qui a laissé en Turquie les meilleurs souvenirs, sera réellement *the right man in the right place*. Les délégués des autres nations occupaient tous aussi, antérieurement, des fonctions importantes.

Les commissaires vont très prochainement se trouver réunis à Salonique et exerceront aussitôt leurs fonctions. La Turquie a tout intérêt à ne pas prolonger une résistance qui ne saurait avoir aucun effet utile.

Ainsi que je vous l'ai déjà fait remarquer, le contrôle dont il s'agit sera exclusivement financier. Il ne menace en rien la suzeraineté ottomane; il la consolide, au contraire, en lui donnant la sanction de l'Europe. Il respecte même en toutes ses parties la convention intervenue entre la Porte et la Banque ottomane pour charger celle-ci de la trésorerie gé-

nérale des trois vilayets. Il se borne purement et simplement à adjoindre à cette convention un article additionnel relatif à l'institution du contrôle.

Bien qu'ils ne soient établis que depuis le début de l'année fiscale (le 14 mars dernier), les nouveaux services financiers fonctionnent avec régularité. Le budget, sérieusement dressé, est sérieusement appliqué. En quoi le contrôle international pourra-t-il donc gêner la Turquie? Celle-ci n'a-t-elle point, au contraire, tout intérêt à mettre l'Europe à même de constater les progrès accomplis?

Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que l'acceptation intégrale du programme financier macédonien constitue la condition essentielle posée par les grandes puissances au relèvement de 8 à 11 0/0 du tarif général des douanes, — relèvement devant se traduire par 18 millions de francs de recettes supplémentaires annuelles.

Dans ces conditions, on ne comprendrait vraiment pas que la Turquie s'obstinât dans une bouderie stérile. Elle est assurée que la Banque ottomane continuera de servir, avec le dévouement dont elle a toujours fait preuve en des heures parfois difficiles, les intérêts du gouvernement dont elle tient son mandat. Elle aura aussi le souci de justifier par la régularité de son service la confiance qu'a bien voulu lui accorder l'Europe. Elle se trouvera donc l'intermédiaire tout désigné pour amortir les difficultés de détail qui pourront surgir entre les délégués des puissances et les autorités ottomanes.

L'événement diplomatique du jour est la visite faite au sultan par le prince Nicolas de Grèce, second fils du roi Georges, et sa femme la princesse Hélène. L'accueil que leur a fait S. M. Abdul-Hamid est sorti de la banalité ordinaire à ce genre de réception. Le sultan a tenu à ce que le prince et la princesse devinssent tout à fait ses hôtes, et il a mis à leur disposition un des luxueux kiosques d'Yildiz. De plus, le superbe yacht livré l'an dernier par les chantiers anglais a été chargé de conduire le couple princier à Odessa.

Il semble bien qu'on ait repris à Athènes l'idée d'une entente plus étroite avec la Turquie, qui serait de toute évidence principalement dirigée contre l'influence bulgare, — et ces ouvertures paraissent avoir reçu ici une réponse favorable.

Ce serait la contre-partie de l'accord qu'on dit avoir été récemment conclu entre Bucharest et Sofia. Bulgares et Koutzo-Valaques se ligueraient en Macédoine contre la propagande hellénique. La Grèce chercherait à parer le coup en assurant à ses partisans la bienveillance des autorités ottomanes.

Celles-ci avaient pourtant très nettement indiqué, ces temps derniers, leur volonté de mettre un terme aux exploits des bandes grecques qui tiennent encore la campagne en Macédoine. Le grand vizir avait insisté auprès du patriarche œcuménique pour qu'il rappelât à l'ordre ses métropolitites trop belliqueux.

Il faut espérer que le rapprochement turco-hellène n'aura point pour résultat d'encourager la formation des bandes grecques. La Porte doit, au contraire, multiplier les efforts pour assurer en Macédoine le rétablissement de l'ordre matériel, en même temps qu'achèvera de s'instituer l'ordre financier.

Grecs, Bulgares et Koutzo-Valaques doivent poursuivre librement leur propagande religieuse et scolaire, — mais à la condition qu'elle s'exerce par l'intermédiaire de leurs prêtres et de leurs maîtres d'école respectifs, et non point à coups de fusil.

Les meilleures nouvelles parviennent presque quotidiennement du Yémen, où il semble que la révolte arabe touche à sa fin. Le maréchal Feizi Pacha est entré à Sanaa le jour même de l'anniversaire de l'avènement. Aucune félicitation ne pouvait être plus agréable au sultan que le télégramme qui lui a annoncé l'arrivée victorieuse de ses troupes dans la capitale du vilayet.

Cette campagne, poursuivie en plein été, en un climat torride, prouve une fois de plus les rares qualités d'endurance des soldats turcs. Elle montre aussi que la domination ottomane ne fut jamais en sérieux péril au Yémen et encore moins au Hedjaz, dont on représentait la capitale, la Mecque, comme étant sur le point de tomber au pouvoir des insurgés. Ceux-ci ne s'en sont jamais approchés à plus de 6 ou 700 kilomètres!... et le désert les en séparait!...

Puisque je parle de la Mecque, laissez-moi vous citer, pour finir, quelques chiffres relatifs au chemin de fer qui doit la mettre en relations directes avec Damas.

Les souscriptions volontaires pour la construction de cette nouvelle « voie sacrée » atteignent, à l'heure actuelle, près de quinze millions de francs. Les re-

celles générales se sont élevées à environ quarante millions de francs.

La ligne principale est achevée sur une longueur de 523 kilomètres, jusqu'à Batn-el-Ghoul, au-delà de Maan. Avec l'embranchement Khaifa-Dera, de 166 kilomètres, la partie du réseau entièrement livrée à la circulation atteint 689 kilomètres.

Cette entreprise considérable, à laquelle l'Islam tout entier s'intéresse, se trouve environ au tiers de son achèvement.

LETTRÉ DE TURQUIE

(De notre correspondant particulier)

Constantinople, le 4 septembre.

L'anniversaire de l'avènement. — Le complot de Smyrne et les menées révolutionnaires. — Le contrôle financier international en Macédoine. — La visite du prince Nicolas. — Yémen et Hedjaz. — Le chemin de fer de la Mecque.

L'anniversaire de l'avènement impérial s'est passé sans encombre. Le Bosphore était aussi splendidement illuminé que de coutume, et les bateaux du Chirket ont circulé entre ses rives jusqu'à une heure avancée de la nuit. Seuls, les conducteurs de caïques et de barques avaient reçu, cette année, la défense de s'éloigner des quais après le coucher du soleil.

Cette interdiction fut la seule mesure apparente de précaution prise par la police, — en dehors, bien entendu, des consignes sévères édictées aux alentours d'Yildiz. Elle s'explique par la facilité qu'aurait trouvée un anarchiste quelconque à transporter en barque des engins qu'il aurait pu ensuite lancer au milieu d'un des attroupements joyeux échoués le long du Bosphore, autour des innombrables cafés rustiques et des bals en plein vent.

La défiance est malheureusement à l'ordre du jour, et les inquiétudes des autorités ottomanes n'apparaissent que trop justifiées après la découverte du complot de Smyrne. D'un communiqué officiel il résulte qu'on a trouvé, en une seule maison de cette ville, 115 bombes et trois machines infernales à mouvement d'horlogerie, sans compter de la dynamite, des mèches à mine et de nombreuses grenades à main. Il y avait là de quoi faire sauter une bonne partie de Smyrne, et les documents saisis au cours des perquisitions ont prouvé que tel était bien l'objectif des comités révolutionnaires.

HHF. 1402-69

celles générales se sont élevées à environ quarante millions de francs.

La ligne principale est achevée sur une longueur de 523 kilomètres, jusqu'à Batn-el-Ghoul, au-delà de Maan. Avec l'embranchement Khaifa-Dera, de 166 kilomètres, la partie du réseau entièrement livrée à la circulation atteint 689 kilomètres.

Cette entreprise considérable, à laquelle l'Islam tout entier s'intéresse, se trouve environ au tiers de son achèvement.

HHF. 1402-69